

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

17 FÉVRIER 1984

BUDGET

du Ministère des Affaires étrangères,
du Commerce extérieur
et de la Coopération au Développement
pour l'année budgétaire 1984

(Crédits afférents au Commerce extérieur)

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTERIEURES (1)
PAR MM. BRIL ET BOCKSTAL

SOMMAIRE**PAGES**

I. — Exposé du Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur ...	2
A. Introduction ...	2
B. Lignes de force de la politique du commerce extérieur	3
C. Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L.	4
D. Moyens d'action mis en œuvre ...	6
E. Conclusion ...	10
II. — Discussion ...	11
A. Evaluation de la politique du commerce extérieur ...	11
B. Moyens d'action ...	12
1. Compétences du Ministre du Commerce extérieur	12
2. Les missions commerciales de nos diplomates ...	13

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Grootjans.

A. — Membres : Mme Demeester-De Meyer, MM. Desmarests, Peeters, Mme Smet, MM. Steverlynck, Swaelen, Thys, Van Wambeke. — MM. Biefnot, W. Claes, Dejardin, Denison, Glinne, Van Elewyck, Vanvelthoven. — MM. Bril, Cornet d'Elzius, De Winter, Grootjans, Militis, Petitjean. — MM. Baert, Van Grembergen.

B. — Suppléants : MM. Bockstal, Bourgeois, d'Alcantara, Desutter, Dhoore, le Hardy de Beaulieu, Lestienne, Van Rompaey, Wauthy. — MM. Burgeon, Coëme, M. Colla, Cools, Mme Lefebvre, MM. Sleeckx, Urbain, Vanderheyden. — MM. Beysen, Ducarme, Mundeleer, Pans, Poswick, Sprockeels, Van Belle. — MM. Caudron, De Mol, Kuijpers.

Voir :

4-VIII (1983-1984) :

- Nr 1 : Budget.
- Nr 2 : Amendement.
- Nr 3 : Rapport (crédits afférents aux Affaires étrangères).

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

17 FEBRUARI 1984

BEGROTING

van het Ministerie van Buitenlandse Zaken,
Buitenlandse Handel
en Ontwikkelingssamenwerking
voor het begrotingsjaar 1984

(Kredieten betreffende de Buitenlandse Handel)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN (1)
UITGEBRACHT DOOR DE HEREN BRIL EN BOCKSTAL

	INHOUD	BLZ.
I. — Uiteenzetting van de Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel ...	2	2
A. Inleiding ...	2	2
B. Krachtlijnen van het buitenlandse handelsbeleid ...	3	3
C. Evolutie van de buitenlandse handel van de B.L.E.U.	4	4
D. Aangewende actiemiddelen ...	6	6
E. Besluit ...	10	10
II. — Besprekking ...	11	11
A. Evaluatie van het buitenlandse handelsbeleid ...	11	11
B. De actiemiddelen ...	12	12
1. Bevoegdheid van de Minister van Buitenlandse Handel ...	12	12
2. De commerciële opdrachten van onze dipl. maten	13	13

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Grootjans.

A. — Leden : Mevr. Demeester-De Meyer, de heren Desmarests, Peeters, Mevr. Smet, de heren Steverlynck, Swaelen, Thys, Van Wambeke. — de heren Biefnot, W. Claes, Dejardin, Denison, Glinne, Van Elewyck, Vanvelthoven. — de heren Bril, Cornet d'Elzius, De Winter, Grootjans, Militis, Petitjean. — de heren Baert, Van Grembergen.

B. — Plaatsvervangers : de heren Bockstal, Bourgeois, d'Alcantara, Desutter, Dhoore, le Hardy de Beaulieu, Lestienne, Van Rompaey, Wauthy. — de heren Burgeon, Coëme, M. Colla, Cools, Mevr. Lefebvre, de heren Sleeckx, Urbain, Vanderheyden. — de heren Beysen, Ducarme, Mundeleer, Pans, Poswick, Sprockeels, Van Belle. — de heren Caudron, De Mol, Kuijpers.

Zie :

4-VIII (1983-1984) :

- Nr 1 : Begroting.
- Nr 2 : Amendement.
- Nr 3 : Verslag (kredieten betreffende de Buitenlandse Zaken).

	Pages	Blz.
3. Les attachés technologiques	13	13
4. Les prospecteurs commerciaux	14	14
5. L'O.B.C.E.	15	15
6. Les missions économiques	15	15
7. Le Fonds du commerce extérieur	17	17
8. L'Office national du Ducreux	17	17
9. Les prêts d'Etat à Etat	18	18
C. Promotion de la politique du commerce extérieur par le biais de la coopération	19	19
1. Communauté européenne	19	19
2. Benelux	19	19
3. Les Communautés et les Régions	20	20
D. Les problèmes spécifiques des P.M.E.	21	21
E. La répartition géographique de nos exportations	23	23
F. Les exportations de services	26	26
G. Les opérations de compensation	26	26
H. Product boards et labels	27	27
I. Opération de transit	28	28
III. — Votes	28	28
Annexes	29	29

MESDAMES, MESSIEURS,

**I. — EXPOSE INTRODUCTIF
DU SECRETAIRE D'ETAT
AU COMMERCE EXTERIEUR**

« A. Introduction

La discussion du budget 1984 est l'occasion de donner un aperçu de l'évolution favorable de notre commerce extérieur.

La nouvelle politique sociale et économique du Gouvernement est incontestablement à la base de ce tournant positif.

Le Secrétaire d'Etat rappelle les points critiques de la situation belge en 1981 :

— les charges salariales étaient nettement plus élevées en Belgique que chez nos concurrents les plus importants. Ceci avait évidemment une influence négative sur nos exportations. De ce fait, le déficit de notre balance commerciale atteignait des dimensions alarmantes;

— le déficit de la balance des comptes courants était de 6 % du P. N. B.;

— le solde net à financer du budget de l'Etat atteignait 12 % du P. N. B.;

— le chômage avait atteint 12 % de la population active;

— l'expansion de nos exportations accusait un ralentissement sensible et notre position sur le marché intérieur se trouvait en outre compromise.

Dans la politique socio-économique qui fut appliquée dès 1982 par le Gouvernement, une place prépondérante fut donc attribuée à la relance de l'exportation et la recherche d'un meilleur équilibre de la balance commerciale devint une priorité absolue.

Le rétablissement de l'activité économique qui se dessine en Belgique est dû en grande partie à la forte croissance de nos exportations.

La relance conjoncturelle sensible aux Etats-Unis dans la première moitié de 1982, atteint maintenant graduellement la C. E. E.

Elle est basée au départ sur la reconstitution des stocks, sur la reprise de la consommation et sur le développement du commerce extérieur.

DAMES EN HEREN,

**I. — INLEIDENDE UITEENZETTING
VAN DE STAATSSECRETARIS
VOOR BUITENLANDSE HANDEL**

« A. Inleiding

De besprekking van de begroting 1984 laat toe de verdere gunstige evolutie van onze buitenlandse handel te schetsen.

Het nieuw economisch en sociaal beleid van de Regering heeft ontegensprekelijk deze positieve kentering in de hand gewerkt.

De Staatssecretaris herinnert vooreerst aan de belangrijkste knelpunten van de Belgische toestand in 1981 :

— de loonkosten in België lagen merkelijk hoger dan bij onze voornaamste concurrenten. Dit had uiteraard een ongunstige weerslag op onze export. Mede daardoor bereikte het deficit op onze handelsbalans onrustwekkende afmetingen;

— het deficit op de balans van de lopende rekeningen bedroeg 6 % van het B. N. P.;

— het netto te financieren saldo van de Staatsbegroting liep op tot 12 % van het B. N. P.;

— de werkloosheid steeg tot 12 % van de beroepsbevolking;

— onze exportexpansie kende een merkelijke vertraging en daarenboven kwam onze positie op de binnenlandse markt in het gedrang.

In het sociaal-economisch beleid dat in 1982 door de Regering werd toegepast, werden de heropleving van de export en het streven naar een beter handelsbalansevenwicht centraal gesteld.

Het herstel van de economische bedrijvigheid dat zich in België aftekent, is in grote mate het gevolg van de sterke toename van de export.

De conjunctuurherleving die in de tweede helft van 1982 in de U. S. A. merkbaar werd, bereikt nu ook geleidelijk de E. E. G.

Aanvankelijk kwam dit tot uiting in het heraanleggen van de voorraden, het weer op gang komen van de consumptie en de opbloeい van de uitvoer.

B. Lignes de force de la politique du commerce extérieur

Le Secrétaire d'Etat rappelle brièvement les lignes de force de la politique commerciale pratiquée par le Gouvernement :

1. Le commerce libre est une règle fondamentale qui doit être défendue face à un protectionnisme croissant dans le commerce mondial.

De réelles possibilités d'exportation subsisteront pour les entreprises belges aussi longtemps que ce principe sera préservé.

2. Afin d'exploiter au maximum nos possibilités de vente sur les marchés étrangers, il convient d'améliorer par priorité et de façon permanente la compétitivité de nos entreprises exportatrices.

Aussi le Gouvernement a-t-il pris un certain nombre de mesures ayant pour but de diminuer les frais de production et les charges des entreprises, d'encourager les apports privés de capital à risque et de stimuler les investissements et les rénovations industrielles et technologiques.

3. Les efforts d'exportation de nos entreprises doivent en plus être encouragés d'une façon concrète et rationnelle. L'initiative privée doit être soutenue, le rôle des P. M. E. doit être accentué.

4. Afin d'accroître notre potentiel d'exportation et de mieux y intégrer les P. M. E., des campagnes et des réunions d'information doivent être organisées.

Il est nécessaire, en effet, de mieux familiariser nos entreprises à la problématique de l'exportation.

5. Ce programme de promotion doit surtout être intensifié sur la base d'actions spécifiques, sectorielles et thématiques vers des marchés ouverts à nos entreprises.

6. Les efforts d'exportation doivent être dirigés vers des pays offrant des garanties suffisantes en ce qui concerne les possibilités de vente et de paiement.

Les actions seront ainsi menées principalement vers :

a) les pays où notre exportation a rétrogradé, par exemple, les autres Etats membres de la C. E. E.;

b) les pays avec lesquels notre balance commerciale présentait un déficit important, par exemple les pays arabes;

c) les pays où la représentation belge était insuffisante, par exemple les Etats-Unis, le Japon et le Portugal;

7. Notre pays est connu depuis longtemps pour la qualité supérieure de ses produits et la qualification excellente de ses travailleurs.

Nos exportations doivent par conséquent s'orienter plus encore vers des productions de haute technicité et vers des produits à haute valeur ajoutée.

8. Du fait que les acheteurs sont de plus en plus sensibles aux prix, nos exportateurs doivent être en mesure de présenter des conditions de financement concurrentielles grâce notamment aux interventions sous forme de subsides en intérêt, de prêts d'Etat à Etat et de financements en devises étrangères à des taux d'intérêt inférieurs.

B. Krachtlijnen van het buitenlandse handelsbeleid

De Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel onderstreept nog even de krachtlijnen van het door deze Regering gevoerde handelsbeleid :

1. De vrijhandel is een fundamenteel beginsel dat dient te worden verdedigd tegen een steeds toenemend protectionisme in de wereldhandel.

Slechts zolang dit principe kan gevrijwaard blijven bestaan er exportmogelijkheden voor de Belgische ondernemingen.

2. Om de afzetmogelijkheden op de buitenlandse markten te kunnen benutten dient prioritair en permanent het concurrentievermogen van onze exportondernemingen te worden verbeterd.

De Regering heeft dan ook een aantal maatregelen genomen om de produktiekosten en de lasten van de ondernemingen te verminderen, de privé-beleggingen in risicodragend kapitaal te bevorderen en de investeringen, evenals industriële en technologische vernieuwingen te stimuleren.

3. Verder dienen de exportinspanningen van onze ondernemingen rationeel en concreet aangemoedigd te worden. Het privé-initiatief dient te worden ondersteund, waarbij vooral de rol van de K. M. O.'s moet worden benadrukt.

4. Om ons exportpotentieel op te voeren en de K. M. O.'s meer bij de uitvoer te betrekken dienen informatiecampagnes en voorlichtingsvergaderingen voor onze exporteurs en kandidaat-exporteurs te worden ingericht.

Acties dienen opgezet om onze ondernemingen beter vertrouwd te maken met de exportproblematiek.

5. De promotie-acties moeten vooral toegespitst zijn op specifieke, sectoriële en/of thematische acties op voor onze ondernemingen toegankelijke markten.

6. De inspanningen dienen vooral gericht op de uitvoer naar landen die voldoende waarborgen bieden inzake afzet- en betalingsmogelijkheden.

Derhalve zullen de acties voornamelijk gericht worden op :

a) landen waar onze export teruggelopen was, bvb. de landen van de E. G.;

b) landen waarmede onze handelsbalans een belangrijk deficit vertoonde, bvb. de Arabische landen;

c) landen waar er een onvoldoende Belgische aanwezigheid was, bvb. de U. S. A., Japan, Spanje en Portugal.

7. Van oudsher is ons land bekend om de hoogstaande kwaliteit van zijn produkten en zijn geschoolden arbeidskrachten.

Onze export moet derhalve meer gericht worden op technisch hoogwaardige produkties en op produkten met een hoge toegevoegde waarde.

8. Daar de opdrachtgevers steeds prijsbewuster worden, dienen onze exporteurs in staat gesteld te worden om concurrentiële financieringsvooraarden aan te bieden, o.m. dank zij interventies in de rentetarieven, leningen van Staat tot Staat en financiering in vreemde deviezen tegen lagere rentevoeten.

C. Evolution du commerce extérieur de l'U. E. B. L.

1. Accroissement de nos exportations

L'augmentation de nos exportations au cours des deux dernières années est remarquable.

En 1981, la valeur totale de nos exportations atteignait 2 062 milliards de F et en 1982 presque 2 395 milliards de F, soit un accroissement de 333 milliards ou plus de 16 %. Ces chiffres reflètent un accroissement de nos exportations dans quelques grands secteurs, comme les produits chimiques et les matières plastiques, le matériel de transport, les métaux communs, les pierres précieuses et les produits des industries alimentaires.

En ce qui concerne l'évolution pendant la période de janvier à août 1983, le Secrétaire d'Etat souligne que les chiffres confirment la tendance de l'année précédente.

La valeur globale des exportations pour cette période de 1983 atteignait, d'après les chiffres de l'I. N. S., plus de 1 682 milliards de F contre 1 499 milliards de F pour la même période en 1982, soit une augmentation de 183 milliards ou 12,6 %. Il est à remarquer que les chiffres de 1983 se comparent avec ceux, déjà fortement accrus, de 1982.

2. Stabilisation des importations

a) La croissance de nos importations accuse une tendance sensible au ralentissement.

Il ressort des données les plus récentes transmises par l'Institut national de statistique que les importations pendant la période de janvier à août 1983 ne se sont accrues que de 2,2 % par comparaison avec la même période en 1982.

Il faut noter que fin 1982, l'augmentation en valeur était de 14,4 % par rapport à 1981. A remarquer la baisse importante de l'importation des produits minéraux.

b) L'augmentation relative des importations de biens d'investissement reflète en revanche une tendance vers un investissement plus important. Celle-ci se remarque surtout dans l'industrie des fabrications métalliques. Les chiffres dans d'autres secteurs confirmant également cette tendance.

Les importations de matières premières présentent également une tendance croissante. Les stocks sont remplacés régulièrement et sont même augmentés.

Ces constatations liées au fait que l'importation de biens de consommation reflète un relatif ralentissement de croissance, démontrent que la production plus élevée de notre industrie ne s'écoule pas que sur les marchés étrangers mais que des parts de marché perdues sur le marché intérieur sont récupérées. Ceci confirme que se produit actuellement un processus de substitution à l'importation.

3. Amélioration progressive de notre balance commerciale

La situation de notre balance commerciale s'est fortement améliorée. En regard d'un déficit de 244,4 milliards de F pour les 8 premiers mois de 1982, le déficit de notre balance commerciale n'atteignait que 99,8 milliards de F pour la même période en 1983. Ce qui signifie que le déficit a été réduit de plus de moitié.

Ce résultat favorable est la conséquence d'une évolution constante et progressive, intervenue mois après mois, comme l'attestent les chiffres : les importations n'ont augmenté que de 2,2 %, tandis que les exportations ont connu un essor marqué de 12,6 %.

C. Evolutie van de buitenlandse handel van de B. L. E. U.

1. Toename van de uitvoer

De toename van de uitvoer tijdens de jongste twee jaren is opmerkelijk.

In 1981 bedroeg de totale waarde van de uitvoer 2 062 miljard F en in 1982 bijna 2 395 miljard F, zegge een toename met 333 miljard of meer dan 16 %. Deze cijfers weerspiegelen de toename van de export door enkele grote sectoren, zoals scheikundige produkten en kunststoffen, transportmaterieel, onedele metalen, edelstenen en produkten van de voedingsindustrie.

Wat de evolutie tijdens de periode januari-augustus 1983 betreft stipt de Staatssecretaris aan dat de cijfers de globale trend van het voorbije jaar bevestigen.

De globale waarde van de uitvoer over deze periode bedroeg, volgens de cijfers van het N. I. S., 1 682 miljard F tegenover 1 499 miljard F tijdens dezelfde periode van 1982, zegge een toename met 183 miljard of 12,6 %. Hierbij dient opgemerkt te worden dat in 1983 de cijfers vergeleken worden met sterk toegenomen cijfers van 1982.

2. Stabilisatie van de invoer

a) De toename van onze invoer kent een merkelijk dalingende trend.

Uit de recente gegevens, medegeleerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek, blijkt dat de invoer gedurende de periode januari-augustus 1983 naar waarde slechts 2,2 % hoger lag dan in dezelfde periode van 1982.

Te noteren valt dat einde 1982 de stijging naar waarde, 14,4 % bedroeg t.a.v. 1981. Opmerkelijk is de belangrijke daling van de invoer van minerale produkten.

b) De relatieve stijging van de invoer van investeringsgoederen daarentegen weerspiegelt de grote investeringsneiging, die vooral tot uiting komt in de metaalverwerkende nijverheid. Cijfers in andere sectoren bevestigen ook deze trend.

Ook de invoer van grondstoffen vertoont een stijgende tendens. De voorraden worden derhalve geregeld vervangen en zelfs verhoogd.

Deze vaststelling, gekoppeld aan het feit dat de invoer van consumptiegoederen een relatief vertraagde groeiendens vertoont, maakt het duidelijk dat de verhoogde produktie van onze industrie niet alleen op de buitenlandse markten wordt afgezet maar dat ook verloren gegane marktaandelen op de binnenlandse markt worden teruggewonnen. Dit bevestigt de reeds eerder vastgestelde importsubstitutie.

3. Voortdurende verbetering van onze handelsbalans

De toestand van onze handelsbalans is sterk verbeterd. Daar waar gedurende de eerste 8 maanden van 1982 een deficit van 244,4 miljard F werd opgetekend, bedroeg het tekort op de handelsbalans tijdens dezelfde periode van 1983 slechts 99,8 miljard F. Dit betekent dat het tekort dus meer dan gehalveerd werd.

Dit gunstig resultaat is het gevolg van een constante en voortschrijdende evolutie, die zich maand na maand — zoals de cijfers bewijzen — heeft voorgedaan. De invoer steeg slechts met 2,2 %, terwijl de uitvoer een duidelijke stijging met 12,6 % kende.

4. Importance des secteurs des bureaux d'études et d'ingénierie, des travaux d'entreprises et de la sous-traitance

Malgré la décroissance économique dans le monde et la diminution des possibilités d'importation des pays en voie de développement, nos bureaux d'études et d'ingénierie, nos entrepreneurs et nos sous-traitants réussissent cependant à se voir attribuer des commandes à l'étranger.

La pénétration sur les marchés extérieurs a été favorisée par l'amélioration de la compétitivité des entreprises qui travaillent dans ces secteurs. Mais malgré la meilleure position qui en résulte, l'attribution de ces commandes reste très souvent dépendante des décisions d'organismes internationaux de financement.

La balance des services démontre d'autre part la position améliorée de ces entreprises à l'étranger, aussi bien pour les contrats d'entreprise proprement dits que pour les services dans le cadre de l'exécution de ces projets.

Il importe également de souligner que ces entreprises font une prospection intensive du marché tant à l'occasion des missions officielles que des actions spécifiques au dehors de nos frontières. Le Secrétaire d'Etat pense entre autres aux séminaires organisés dans des pays d'Extrême Orient, dans le domaine de la construction et des techniques connexes, ainsi qu'aux journées de contact concernant l'ingénierie et la sous-traitance organisées dans des pays voisins.

5. Evolution géographique de nos exportations

La constatation la plus importante réside dans une augmentation sensible de nos exportations vers les pays industriels. L'U. E. B. L. reprend des positions intéressantes sur les grands marchés industriels occidentaux :

a) En Europe, on constate une progression moyenne de 12 % de nos exportations au cours du premier semestre de 1983, avec des maxima de 13,3 % au Royaume-Uni, de 18,7 % en Espagne, de 18,9 % en République Fédérale d'Allemagne, de 21,4 % en Suisse et de 27,1 % en Autriche.

b) Dans les pays industriels éloignés, l'U. E. B. L. a su saisir ses chances également, ainsi qu'en atteste la progression de 37 % de nos ventes aux Etats-Unis d'Amérique et de 18,7 % au Japon.

c) A la faveur de percées spectaculaires de 45,6 % sur le marché de l'U. R. S. S., de 95 %, en République populaire de Chine et de 113,6 % en République démocratique allemande, la moyenne de nos ventes aux pays à commerce d'Etat a augmenté de 46,3 %.

d) Nos ventes à l'Afrique reculent de 5,6 %. Face aux résultats décevants enregistrés au Nigéria (- 16 %), au Maroc (- 37,9 %) et en Libye (- 35,4 %), on note des résultats des plus satisfaisants en Egypte (+ 57 %).

e) En Asie, nos exportations ont progressé non seulement au Japon, mais aussi en Corée du Sud (+ 28,3 %), à Singapour (+ 7,7 %), en Israël (+ 52,6 %) et en Indonésie (+ 42,7 %).

Nos ventes à l'Arabie saoudite, encore importantes en volume, subissent un coup de frein, leur augmentation se réduisant à 3 %.

Il y a de même contraction de 24 % de nos ventes à Hong-Kong.

6. Evolution sectorielle de nos exportations

Au cours du premier semestre de 1983, les cinq secteurs les plus importants de nos exportations ont progressé en-

4. Belang van de sectoren van de studie- en enigineeringsbureaus, van aannemingswerken en van toelevering

Niettegenstaande een afname van de economische groei in de wereld en een vermindering van de invoermogelijkheden van de ontwikkelingslanden, slagen onze studie- en engineeringsbureaus en ook onze aannemers en toeleveranciers erin nog steeds belangrijke buitenlandse opdrachten toegewezen te krijgen.

Het verder doordringen op de buitenlandse markten wordt in de hand gewerkt door de verbetering van de concurrentiepositie van onze ondernemingen die in deze sector bedrijvig zijn. Niettegenstaande de gunstigere positie die hieruit is voortgevloeid, blijft de toewijzing van de opdracht dikwijls afhankelijk van de beslissing van internationale financieringsinstellingen.

De balans van het dienstenverkeer wijst op haar beurt op een verbeterde positie van deze ondernemingen in het buitenland, zowel wat aannemingscontracten betreft als diensten die voor de uitvoering van opdrachten in het buitenland dienen gepresteerd.

Er dient ook opgemerkt te worden dat deze ondernemingen een intensieve marktprospectie voeren, dit zowel ter gelegenheid van officiële missies als van specifieke acties in het buitenland. De Staatssecretaris denkt hier o.m. aan de seminars die in een aantal landen van het Verre Oosten over de bouwnijverheid en aanverwante technieken en aan de trefdagen over engineering en toelevering die in een aantal buurlanden werden georganiseerd.

5. Geografische evolutie van de uitvoer

De meest opvallende vaststelling betreft hier de belangrijke toename van onze uitvoer naar de geïndustrialiseerde landen. De B. L. E. U. heroverft interessante posities op de grote westerse geïndustrialiseerde markten :

a) In Europa ging onze uitvoer gedurende het eerste semester van 1983 met gemiddeld 12 % vooruit, met pieken van 13,3 % naar het Verenigd Koninkrijk, 18,7 % naar Spanje, 18,9 % naar de Bondsrepubliek Duitsland, 21,4 % naar Zwitserland en 27,1 % naar Oostentriek.

b) In verafgelegen industrielanden heeft de B. L. E. U. ook kansen aangegrepen, zoals blijkt uit de vooruitgang van onze uitvoer naar de U. S. A. met 37 % en naar Japan met 18,7 %.

c) Dank zij de spectaculaire vooruitgang op de U. S. S. R.-markt met 45,6 % en op de markt van de Volksrepubliek China met 95 %, is het gemiddelde van onze verkopen aan landen met staatshandel gestegen met 46,3 %.

d) Onze afzet in Afrika ging met 5,6 % achteruit. In vergelijking met de ontgoochelende resultaten die in Nigeria (- 16 %), in Marokko (- 37,9 %) en in Libië (- 35,4 %) geboekt werden, kunnen meer bevredigende resultaten voorgelegd worden in Egypte.

e) In Azië ging onze verhoogde uitvoer niet alleen naar Japan. Ook in Zuid-Korea (+ 28,3 %), Singapore (+ 7,7 %), Israël (+ 52,6 %) en Indonesië (+ 42,7 %) kon een verhoogde afzet uit ons land genoteerd worden.

Er is een rem gekomen op onze verkopen aan Saoedi-Arabië die, alhoewel in volume nog steeds belangrijk, slechts met 3 % vooruitgingen.

Onze afzet in Hongkong ging met 24 % achteruit.

6. Sectoriële evolutie van onze uitvoer

Tijdens het eerste semester van 1983 stegen onze vijf belangrijkste exportsectoren gezamenlijk met 10,2 %. Het

semble de 10,2 %. Ceci concerne : les machines et appareils (+ 2,7 %), les produits chimiques et pharmaceutiques (+ 6,6 %), les métaux communs et travaux (+ 6,8 %), les produits minéraux (+ 15 %) et le matériel de transport (+ 20 %).

Les dix-sept secteurs restants enregistrent une progression de 14,9 %.

Cette progression concerne les textiles (+ 13,3 %), les instruments optiques et de précision (+ 13,9 %), le bois, les ustensiles en bois et le liège (+ 14,6 %), les panneaux et le caoutchouc (+ 15,3 %), les chaussures et la chapellerie (+ 20,2 %).

D. Moyens d'action mis en œuvre

1. Missions économiques

Les missions économiques figurent parmi les moyens les plus pragmatiques et les plus indiqués pour mettre nos entreprises sur la voie de nouveaux marchés de vente et pour mieux les y introduire.

Sous la présidence de S. A. R. le Prince Albert et sous la conduite du Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, des missions économiques et commerciales ont eu lieu en 1983 aux Etats-Unis, en Espagne, en Jordanie, en Colombie, au Gabon, en Inde et au Népal.

C'est sous la présidence du Secrétaire d'Etat qu'à Singapour s'est également tenu un séminaire consacré à l'industrie de la construction et à la technologie.

Le Secrétaire d'Etat a également rendu une visite de travail à la Malaisie et séjourné en République populaire de Chine afin d'y présider la troisième session de la Commission mixte U. E. B. L.-Chine.

2. Actions spécifiques

A côté des missions économiques, l'O. B. C. E. a mené quelques actions spécifiques parmi lesquelles :

- expositions concernant la technologie et le design belges;
- semaines belges dans les grandes surfaces dans les pays de la C. E. E.;
- participation officielle à des foires internationales dans divers pays;
- invitation en Belgique d'acheteurs potentiels étrangers.

3. Conseil d'administration, moyens et programme d'action de l'O. B. C. E. en 1984

L'arrêté royal n° 116 du 23 décembre 1982 a réglé l'adaptation de la composition du conseil d'administration de l'Office belge du commerce extérieur.

En application de cet arrêté, les membres du conseil d'administration renouvelé ont été nommés par l'arrêté royal du 19 août 1983.

De par la composition actuelle du conseil, il paraît avoir été satisfait au souci d'officialiser une ouverture vers la représentation des exécutifs régionaux et à celui de rétablir un meilleur équilibre en faveur des membres représentant le secteur privé, comme prévu dans les documents parlementaires concernant la création de l'O. B. C. E. en 1948.

betreft hier machines en toestellen (+ 2,7 %), chemische en farmaceutische produkten (+ 6,6 %), onedele metalen en werken (+ 6,8 %), minerale produkten (+ 15 %) en vervoermateriaal (+ 20 %).

De overige zeventien sectoren boeken een gezamenlijke winst van 14,9 %.

Bij de stijgers noteren we textielstoffen en -waren (+ 13,3 %), optische en precisieinstrumenten (+ 13,9 %), hout, houtwaren en kurk (+ 14,6 %), platen en rubber (+ 15,3 %) en schoenen en hoofddeksels (+ 20,2 %).

D. Aangewende actiemiddelen

1. De economische missies

De economische zendingen zijn één van de meest pragmatische en aangewezen middelen om onze ondernemingen op het spoor te brengen van en beter te introduceren op nieuwe afzetmarkten.

Onder het voorzitterschap van Z. K. H. Prins Albert en onder de leiding van de Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel werden in 1983 economische missies of handelszendingen geleid naar de U. S. A., Spanje, Jordanië, Columbia, Gabon, India en Nepal.

Onder het voorzitterschap van de Staatssecretaris werd een seminarie, gewijd aan de bouwnijverheid en technologie, gehouden in Singapore.

Tevens bracht de Staatssecretaris een werkbezoek aan Maleisië en verbleef hij in de Volksrepubliek China om er de derde zitting van de Gemengde Commissie BLEU-CHINA voor te zitten.

2. Specifieke acties

Naast deze economische missies werden er door de B. D. B. H. een aantal specifieke acties gevoerd, o.a. :

- tentoonstellingen over Belgische technologie en design;
- Belgische weken in warenhuizen in E. G.-landen;
- officiële deelnemingen aan internationale jaar- en vakbeurzen in diverse landen;
- uitnodiging van potentiële buitenlandse kopers naar België.

3. Raad van beheer, werkingsmiddelen en actieprogramma 1984 van de B. D. B. H.

Het koninklijk besluit n° 116 van 23 december 1982 heeft de aanpassing van de samenstelling van de raad van beheer van de Belgische Dienst voor de buitenlandse handel geregeld.

In uitvoering van dit besluit werden de leden van de hernieuwde raad van beheer van deze dienst benoemd bij koninklijk besluit van 19 augustus 1983.

Uit de huidige samenstelling van deze raad blijkt dat voldaan werd aan de bekommernis tot het officialiseren van de opneming van vertegenwoordigers van de gewestelijke Executieven en tot het herstel van een overwicht van leden die de privé-sector vertegenwoordigen, zoals voorzien in de parlementaire bescheiden bij de oprichting van de B. D. B. H. in 1948.

L'article 41 du budget prévoit cette année une participation d'un montant de 724,3 millions dans les frais de gestion et de fonctionnement de l'O. B. C. E.

Le Secrétaire d'Etat présente ensuite un bref aperçu du programme d'action de l'O. B. C. E. pour 1984.

Ce programme prévoit certaines priorités. Une certaine sélection s'impose en effet, afin d'éviter une dispersion des efforts.

Du point de vue géographique, l'O. B. C. E. concentre l'essentiel de ses actions sur les pays industrialisés. Une démarche toute spéciale vers les pays de la C. E. E. qui prennent une place privilégiée dans nos relations commerciales, reste au programme.

D'autre part, une présence belge renforcée sur les marchés des F. U., du Canada et du Japon est également favorisée.

Un certain nombre d'actions en vue de la promotion de l'image de marque de la Belgique sur le plan de la technologie sont aussi prévues dans les pays en voie de développement.

Sur le plan sectoriel, les actions sont toujours conçues d'une façon pragmatique. Il y aura dès lors une utilisation maximale de missions thématiques, de journées de contact, de semaines techniques et de foires. L'accent sera mis également sur l'invitation en Belgique de missions, de personnalités étrangères et d'acheteurs potentiels, en particulier à l'occasion de journées d'étude ou de foires en Belgique. Celles-ci offrent l'avantage de donner un aperçu détaillé des capacités d'exportation d'une branche d'activité déterminée ou d'un secteur industriel particulier.

L'O. B. C. E. s'efforce en outre d'assurer une meilleure coordination et un accompagnement plus intensif des initiatives régionales.

4. Nos antennes à l'étranger

a) Les représentants diplomatiques et consulaires :

Sur base de nombreux contacts qu'il entretient avec nos diplomates, le Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur croit légitime de rendre hommage à notre personnel diplomatique et consulaire et de lui adresser nos remerciements.

Nombreux sont nos diplomates qui, chargés de missions économiques, apportent une contribution essentielle à notre commerce extérieur par l'envoi d'informations appréciées au sujet des débouchés étrangers, en promouvant notre pays et notre potentiel exportateur au dehors de nos frontières et en contribuant par leur dévouement et leurs interventions au succès des exportateurs belges.

Cela se fait dans des conditions souvent difficiles et mérite de ce fait d'être une nouvelle fois souligné.

b) Prospecteurs commerciaux :

Les prospecteurs continuent à redoubler d'efforts pour contribuer au renforcement de notre présence sur les marchés extérieurs et pour découvrir de nouvelles perspectives commerciales.

A l'occasion de ses multiples missions à l'étranger en 1983, le Secrétaire d'Etat a pu constater que les prospecteurs remplissent leur tâche avec dévouement et enthousiasme. Les hommes d'affaires qui entretiennent des liens étroits avec nos prospecteurs, sont du même avis et sont tous d'accord pour admettre que notre pays dispose d'un excellent réseau de prospecteurs.

Artikel 41 van de begroting bevat voor 1984 een deelname in de kosten van beheer en werking van de B. D. B. H. ten bedrage van 724,3 miljoen F.

De Staatssecretaris geeft vervolgens een kort overzicht van het actieprogramma 1984 van de B. D. B. H.

Dit programma houdt een aantal prioriteiten in. Ten einde versnippering te vermijden van de inspanningen wordt er uiteraard een zekere selectie doorgevoerd.

Vanuit geografisch oogpunt blijft de B. D. B. H. zijn inspanningen toespitsen op de industrielanden. Een bijzondere aanpak voor de E. G.-landen, die een bevorrechte plaats innemen, blijft geboden.

Daarnaast is een versterkte Belgische aanwezigheid geboden in de Verenigde Staten, Canada en Japan.

Een aantal acties ter bevordering van het Belgisch merkimage op technologisch vlak in sommige ontwikkelingslanden werden eveneens gepland.

Op sectorieel vlak worden de acties steeds pragmatisch opgevat. Derhalve wordt maximaal gebruik gemaakt van thematische missies, trefdagen, technische weken en vakbeurzen. De klemtoon wordt ook gelegd op de uitnodiging in België van missies, buitenlandse personaliteiten en potentiële kopers, meer bepaald ter gelegenheid van studiedagen of van vakbeurzen, die in ons land gehouden worden en die het voordeel bieden een uitgebreid overzicht te brengen van het exportpotentieel van een bepaalde bedrijfstak of van een industriële subsector.

De B. D. B. H. streeft eveneens naar een betere coördinatie en een meer intensieve begeleiding van de regionale initiatieven.

4. De antennes in het buitenland

a) De diplomatieke en consulaire vertegenwoordigers :

Op grond van de vele contacten die de Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel heeft met onze diplomaten, vindt hij het passend een woord van waardering en dank uit te spreken voor het diplomatiek en consulair personeel.

Vele van onze diplomaten, belast met economische opdrachten, leveren een belangrijke bijdrage aan onze buitenlandse handel. Zij verstrekken inderdaad waardevolle informatie over de buitenlandse afzetmarkten, zij maken ons land en ons exportpotentieel in het buitenland beter bekend en, door inzet en tussenkomsten, dragen zij bij tot het succes van de Belgische exporteurs.

Dit gebeurt dikwijls in moeilijke omstandigheden en verdient derhalve des te meer onderstreept te worden.

b) Handelsprospectors :

De handelsprospectors blijven zich terdege inspannen om mede te werken aan de versterking van onze aanwezigheid op vreemde markten en de ontdekking van nieuwe afzetmogelijkheden.

Tijdens de talrijke buitenlandse missies van de Staatssecretaris in 1983, heeft hij kunnen vaststellen dat zij hun taak naar behoren vervullen, met inzet en entoesiasme. De zakenlui, die een nauw contact onderhouden met onze handelsprospectors, getuigen ook in dezelfde zin en zijn het erover eens dat ons land over een uitstekend net van handelsprospectors beschikt.

5. Fonds du commerce extérieur

L'arrêté royal n° 117 du 23 décembre 1982 vise d'une part l'intégration du Fonds du commerce extérieur dans l'O. B. C. E. et d'autre part le renouvellement de la Commission de ce Fonds.

Des contacts ont été pris avec les divers départements ministériels concernés et avec les organisations représentatives du secteur privé de sorte que la nouvelle composition de la Commission du Fonds pourra être arrêtée sous peu.

Le Secrétaire d'Etat communique à titre d'information que 650 dossiers ont été présentés au Fonds du commerce extérieur en 1983 et que le montant des engagements bruts s'élève à 375,4 millions de F.

6. Creditexport

Le refinancement en francs belges des opérations d'exportation de biens d'équipement à une période de financement de plus de deux ans est du ressort de Creditexport.

L'essentiel des moyens de fonctionnement de Creditexport provient du marché financier. Les moyens d'action de Creditexport s'élèvent à 115 milliards de F. Ces moyens se sont avérés largement suffisants pour financer toutes les opérations de 1983.

Le taux d'intérêt pratiqué par Creditexport a fortement diminué en 1983 : il est passé de 13,90 % au début de l'année à 11,50 % en septembre.

7. Copromex

Le Secrétaire d'Etat rappelle que les subventions-intérêts ne sont accordées par le biais de Copromex qu'en cas de financement à deux ans et plus d'exportations de biens d'équipement et d'investissement en dehors de la Communauté européenne. Les exportations à l'intérieur de la C. E. E. ne jouissent pas de ces subventions-intérêts.

L'objectif est de permettre aux exportateurs belges d'offrir les mêmes conditions financières que leurs concurrents internationaux.

L'arrangement de l'O. C. D. E. connu sous le nom de « consensus » détermine les taux minima applicables aux pays importateurs. Les dernières adaptations de l'arrangement international ont donné lieu à de difficiles négociations. L'accord enfin conclu le 12 octobre 1983 ne modifie ni les délais de remboursement, ni la classification des pays, bien que certains taux aient été abaissés et qu'une nouvelle procédure ait été prévue pour fixer les taux minima.

Ceux-ci s'élèvent actuellement :

dans le cas des pays relativement riches :

— à 12,15 % pour un délai de remboursement de 2 à 5 ans;

— à 12,40 % pour un délai de remboursement de 5 à 8,5 ans;

dans le cas des pays intermédiaires :

— à 10,35 % pour un délai de remboursement de 2 à 5 ans;

— à 10,70 % pour un délai de remboursement de 5 à 8,5 ans;

5. Fonds voor buitenlandse handel

Het koninklijk besluit n° 117 van 23 december 1982 beoogt enerzijds de inschakeling van het Fonds voor Buitenlandse Handel in de B. D. B. H. en anderzijds de vernieuwing van de Adviescommissie van dit Fonds.

Met de betrokken ministeriële departementen en met de organisaties die de privé-sector vertegenwoordigen werd contact opgenomen, zodat binnenkort de Commissie van het Fonds zal kunnen vernieuwd worden.

Nuttigheidshalve deelt de Staatssecretaris mede dat er in 1983 650 dossiers werden ingediend bij het Fonds voor Buitenlandse Handel en dat de bruto aangegane verbindissen 375,4 miljoen BF bedragen.

6. Creditexport

De herfinanciering in Belgische franken van de exportverrichtingen van uitrustingsgoederen met een financieringsperiode van meer dan 2 jaar valt onder de bevoegdheid van Creditexport.

Het grootste gedeelte van de werkingsmiddelen van Creditexport komt van de financiële markt. De werkingsmiddelen van Creditexport bedragen 115 miljard BF. Deze middelen zijn ruim voldoende gebleken om de verrichtingen van 1983 te financieren.

De rentevoet van Creditexport is in 1983 sterk gedaald, met name van 13,9 % bij de aanvang van het jaar tot 11,5 % in september.

7. Copromex

Voorerst herinnert de Staatssecretaris eraan dat de rentetoelagen, die via Copromex verleend worden, slechts toegekend worden wanneer het gaat om uitvoer van uitrustings- en investeringsgoederen, waarvoor een betalingsuitstel wordt toegestaan van twee of meer jaar. De uitvoer binnen de E. G. komt niet in aanmerking voor een rentetoelage van Copromex.

De bedoeling is de Belgische exporteurs in staat te stellen dezelfde voorwaarden aan te bieden als de internationale concurrentie.

Het O. E. S. O.-akkoord, gekend onder de naam « consensus », bepaalt de minimale rentevoeten die aan de importende landen aangerekend worden. De jongste verlening van de internationale overeenkomsten ging gepaard met moeizame onderhandelingen. Uiteindelijk werd op 12 oktober 1983 een akkoord gesloten. Dit brengt geen wijziging in de terugbetalingstermijnen, noch in de landenclassificatie. Wel werden sommige minimale rentevoeten verlaagd en werd een nieuwe procedure uitgewerkt om de minima vast te leggen.

De huidige minimale rentevoeten zijn voor :

De relatief rijke landen :

— 12,15 % voor een terugbetalingstermijn van 2 tot 5 jaar;

— 12,40 % voor een terugbetalingstermijn van 5 tot 8,5 jaar;

De landen uit de tussencategorie :

— 10,35 % voor een terugbetalingstermijn van 2 tot 5 jaar;

— 10,70 % voor een terugbetalingstermijn van 5 tot 8,5 jaar;

et pour les pays relativement pauvres :

— à 9,50 % pour un délai de 2 à 10 ans.

L'arrangement d'octobre 1983 a permis d'éviter l'écroulement d'un accord qui a porté beaucoup de fruits depuis son instauration et a écarté la tentation du recours à une politique de repli sur soi-même. De plus, grâce à l'automatique des ajustements, il met fin aux laborieuses renégociations annuelles et aux risques de blocage concomitants.

En revanche, le nouveau « consensus » n'a pas apporté de solution d'ensemble au problème posé par les écarts entre les taux du marché des différents Etats membres. Certains, en effet, comme le Japon, la République fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas et la Suisse, pratiquent actuellement des taux inférieurs aux minima de l'O. C. D. E.

Le risque du taux provient de l'écart entre les échéances des capitaux recueillis périodiquement sur le marché international des fonds pour alimenter le crédit, et celles des remboursements. Un mécanisme de stabilisation des taux d'intérêt devrait dès lors être mis au point.

En ce qui concerne les données budgétaires pour 1983, le Secrétaire d'Etat annonce que des engagements définitifs ont été autorisés pour un montant de 3,25 milliards de F.

Les subsides versés en 1983 se montent également à 3,25 milliards de F.

L'octroi de crédits en devises à un taux d'intérêt fixe entraîne quelques problèmes que l'on s'efforce actuellement de résoudre. Le financement en devises est en effet lié à un double risque, celui du cours du change et celui du taux d'intérêt.

En cas de non-paiement par l'acheteur étranger, on n'a pas seulement affaire à un risque direct de change qui se présente entre la soumission de l'offre, la conclusion du contrat et l'enregistrement du crédit, mais aussi au risque de change inversé.

8. Office national du Ducroire

L'activité de l'Office national du Ducroire reflète d'une part l'augmentation des transactions à l'exportation et d'autre part, la conjoncture internationale défavorable, un nombre sans cesse croissant de pays sollicitant la consolidation de leur dette.

Depuis 1982, la dotation de l'O. N. D. a été augmentée en deux phases : elle a été portée de 9 à 11 milliards de FB en 1982 et à 12 milliards en 1983.

Le plafond d'engagement de l'O. N. D. est certes relevé en même temps que cette dotation mais ne paraît pas encore assurer la marge de manœuvre qui permette de faire face à la demande sans cesse croissante de transactions.

La ventilation géographique des transactions durant les trois dernières années (1980-1981-1982) pour lesquelles existent des données complètes, indique une répartition stable en pourcentage de valeur de ces engagements. Près de la moitié desdits engagements concerne l'exportation à destination de pays en voie de développement, un peu plus de 25 % de l'ensemble se rapporte à l'exportation vers les pays de l'O. P. E. P., les pays à économie dirigée interviennent pour ± 13 % dans ce total tandis que les pays industriels n'y représentent que ± 6 %.

9. Prêts d'Etat à Etat

L'attribution des prêts d'Etat à Etat constitue, conjointement au plafond limité des moyens disponibles dans ce

De relatief arme landen :

— 9,50 % voor een terugbetalingstermijn van 2 tot 10 jaar.

Dank zij het akkoord van oktober 1983, kon de ineenstorting worden vermeden van een systeem dat al veel vruchten heeft afgeworpen. Tevens kon worden voorkomen dat men zijn toevlucht ging zoeken in een politiek van terugval op zichzelf. Dank zij de automatische aanpassing werden bovendien de jaarlijkse moeizaam verlopende onderhandelingen vermeden die steeds konden vastlopen.

De nieuwe « consensus » heeft echter geen oplossing gebracht voor het probleem van de soms vrij belangrijke renteverschillen binnen de O. E. S. O. In sommige lidstaten, zoals Japan, de Bondsrepubliek Duitsland, Nederland en Zwitserland, gelden thans marktrentevoeten die lager liggen dan de consensusrentevoeten.

Het risico van de rentevoet ontstaat door het verschil tussen de vervaldagen van de kapitalen die periodiek op de internationale markt verzameld worden om het krediet te spijzen, en de vervaldagen van de terugbetalingen. Bijgevolg dient een mechanisme uitgewerkt om de rentevoeten te stabiliseren.

Wat betreft de budgettaire gegevens voor 1983 vermeldt de Staatssecretaris dat er 3,25 miljard BF definitieve vastleggingen werden toegekend.

In 1983 werd eveneens voor 3,25 miljard BF aan subsidies uitbetaald.

Het toestaan van kredieten in deviezen tegen een vaste rentevoet veroorzaakt een aantal problemen, waarvoor momenteel oplossingen gezocht worden. Financiering in deviezen gaat inderdaad gepaard met een dubbel risico, nl. dat van de wisselkoers en dat van de rentevoet.

Ingeval van wanbetaling door de buitenlandse koper heeft men immers niet alleen te maken met het direct wisselrisico, dat zich voordoet tussen het indienen van de offerte, het sluiten van het contract en de opnemingen op het krediet, maar ook met het omgekeerde wisselrisico.

8. Nationale Delcredederdienst

De activiteit van de Nationale Delcredederdienst weerpiegt enerzijds de toename van de exportverrichtingen en anderzijds de ongunstige internationale conjunctuur, met een steeds groeiend aantal landen die om consolidatie van hun schuld verzoeken.

Sedert 1982 werd de dotatie van de N. D. D. in twee fasen verhoogd, aanvankelijk van 9 tot 11 miljard BF in 1982 en vervolgens tot 12 miljard BF in 1983.

Het verbintenisplafond van de Nationale Delcredederdienst verhoogt weliswaar samen met de dotatie maar blijkt nog niet de gewenste ruimte te bieden om aan het steeds groeiende aantal gevraagde transacties het hoofd te bieden.

De geografische spreiding van die transacties over de laatste drie jaren (1980-1981-1982) waarvoor volledige gegevens beschikbaar zijn, wijst op een stabiele verdeling van de procentuele waarde van deze verbintenissen. Bijna de helft van de verbintenissen betreft de export naar de ontwikkelingslanden en iets meer dan 25 % van het geheel heeft betrekking op uitvoer naar de O. P. E. C.-landen. De landen met geleide economie gelden voor ± 13 % in het geheel en de betaalkrachtige industrielanden voor slechts ± 6 %.

9. Leningen van Staat tot Staat

De aanwending van de leningen van Staat tot Staat stelt benevens het plafond van de daarvoor beschikbare midde-

domaine, un autre problème majeur. Récemment le montant global de ces moyens a été augmenté pour faire face aux demandes accrues des entreprises belges qui souhaitent assortir leurs offres de conditions financières adéquates pour emporter des projets sur les marchés étrangers.

La nouvelle loi sur le « fonds des prêts aux Etats étrangers » prévoit en outre que les intérêts des prêts antérieurs viendront alimenter l'enveloppe globale des crédits d'Etat. Quoi qu'il en soit, il importe que les moyens disponibles soient affectés à des projets qui peuvent être mis en œuvre sans délai.

Il faut constater que dans le passé, les pays bénéficiaires ont trop souvent utilisé tardivement les ressources en prêts d'Etat qui sont mises à leur disposition, ce qui a eu pour conséquence de geler une part importante des moyens globaux déjà insuffisants.

C'est pourquoi des prêts importants ne seront désormais accordés que s'ils sont liés à des projets concrets. Ceci permet de préserver nos chances pour un plus grand nombre de projets et d'utiliser plus efficacement nos moyens disponibles. Le Gouvernement examine actuellement de nouvelles possibilités d'améliorer et d'adapter le système des prêts d'Etat à Etat.

10. Commerce compensatoire

La compensation est actuellement une formule qui, par la force des choses, est employée souvent car elle permet à certains de pallier l'insuffisance en devises des uns et le freinage des exportations des autres.

En raison d'un intérêt négatif, la compensation ne garantit aux fournisseurs qu'une valeur diminuée de leur produit. La compensation est compliquée, lente et aléatoire — tout particulièrement en ce qui concerne la qualité même des produits.

D'aucuns estiment que la compensation renforce également l'infériorité de ceux qui y sont astreints (et qui sont généralement des pays en voie de développement).

C'est la raison pour laquelle il faut appliquer la technique de compensation avec beaucoup de circonspection. C'est le cas dans des conditions exceptionnelles quand un appel est fait à des agents commerciaux et financiers spécialisés. Notre pays applique la technique de compensation sous ces conditions depuis un certain temps. Une étude approfondie sur base de l'expérience en Belgique et à l'étranger doit précéder l'élargissement de ces opérations spécifiques.

Une telle étude est actuellement en cours au département du Commerce extérieur. Ses résultats, qui seront connus dans quelques mois, serviront à déterminer une politique adéquate en cette matière.

E. Conclusion

Au terme de son exposé, le Secrétaire d'Etat souligne qu'il faut tenir compte d'une réalité constante, à savoir que l'exportation est d'intérêt national. Il appartient aux entreprises d'exporter, aux instances officielles de stimuler, d'appuyer et d'accompagner les efforts des premières. C'est pourquoi le Secrétaire d'Etat a tenu à présenter les derniers résultats connus du commerce extérieur de l'U. E. B. L. en faisant la part des efforts des entreprises, d'abord, des appuis du secteur public ensuite ».

len een ander belangrijk probleem. In een recent verleden werd het globale bedrag verhoogd om het hoofd te bieden aan de toenemende aanvragen van de Belgische ondernemingen die aan hun offertes voor grote projecten op de exportmarkten gunstige financiële voorwaarden willen koppelen.

De nieuwe wet op het « Fonds van leningen aan vreemde Staten » bepaalt bovendien dat de interessen van de toegestane leningen de globale enveloppe van Staatskredieten zullen spijken. Hoe dan ook, het blijft van het grootste belang dat de beschikbare middelen prioritair gebruikt worden voor projecten die startklaar zijn.

Te dikwijls werd er in het verleden vastgesteld dat de begunstigde landen de hun toegekende middelen laattijdig gebruiken, wat een nadelige bevriezing van een aanzienlijke propositie van de reeds ontoereikende globale middelen voor gevogt had.

Derhalve worden thans belangrijke leningen slechts projectgebonden toegestaan. Dit laat toe onze kansen voor meer projecten te beveiligen en de beschikbare middelen doelmatiger aan te wenden. De Regering onderzoekt momenteel nog mogelijke verbeteringen en aanpassingen van het systeem van leningen van Staat tot Staat.

10. Compensatiehandel

De compensatie is een veel besproken en thans ook noodgedwongen meermalen toegepaste formule, waarmede sommigen het gebrek aan deviezen van de enen en tevens de afremming van de uitvoer van anderen willen verhelpen.

Compensatie verzekert, omwille van het disagio, aan de leverancier slechts een verminderde waarde voor zijn product. De compensatie is ingewikkeld, traag en onzeker, zeker wat de kwaliteit betreft van de gecompenseerde producten.

De compensatie, aldus sommigen, bestendigt ook de inferioriteit van diegenen, meestal ontwikkelingslanden, die ertoe genoopt worden.

Daarom dient compensatie als techniek voorzichtig te worden aangewend. Dit is het geval in uitzonderlijke omstandigheden wanneer er een beroep gedaan wordt op gespecialiseerde handels- en financiële agenten. Ook bij ons wordt onder zulke voorwaarden de compensati 技術 al geruime tijd toegepast. Een grondige studie aan de hand van de ervaring in binnen- en buitenland dient de verruiming van deze speciale soort verrichtingen vooraf te gaan.

Dergelijke studie wordt thans uitgevoerd op het Departement van Buitenlandse Handel. De resultaten ervan mogen binnen enkele maanden verwacht worden. Deze zullen als basis dienen voor het uitwerken van een aangepast beleid terzake.

E. Besluit

Tot slot van deze uiteenzetting onderstreept de Staatssecretaris een konstante waarheid, nl. dat de uitvoer een zaak is van nationaal belang. De ondernemingen hoort het toe te exporteren. Van de officiële instanties wordt er verwacht dat zij de inspanningen van de ondernemingen aanmoedigen, steunen en begeleiden. Daarom versterkte de Staatssecretaris een overzicht van de laatst gekende resultaten van de buitenlandse handel van de B. L. E. U. en schonk hij aandacht aan de inspanningen van de ondernemingen enerzijds en aan de ondersteuningsmiddelen van de openbare sector anderzijds ».

II. — DISCUSSION

A. Evaluation de la politique du commerce extérieur

1) L'évolution de notre balance commerciale est indéniablement favorable, mais on peut se demander si ce résultat est dû à une augmentation des exportations plutôt qu'à une stagnation des importations.

Le Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur fait remarquer que cette situation résulte à la fois de l'évolution des exportations et de celle des importations. Cette amélioration provient du fait que l'accroissement des exportations a été nettement supérieur à celui des importations dont le niveau est resté pratiquement inchangé.

Un membre souligne l'incidence des deux dévaluations du franc belge sur le niveau de nos exportations et de nos importations. Pourquoi le Secrétaire d'Etat n'a-t-il pas fait allusion à cet élément dans son exposé introductif ?

Le Secrétaire d'Etat fait remarquer qu'il a déjà souligné à plusieurs reprises l'incidence des dévaluations sur notre commerce extérieur, notamment au sein de la Commission du Commerce extérieur du Sénat, il y a quelques mois. Il est clair que les dévaluations du franc belge ont eu un effet favorable sur notre commerce extérieur. Elles faisaient d'ailleurs partie d'un ensemble de mesures prises par le Gouvernement en vue de rétablir la compétitivité de nos entreprises sur les marchés étrangers.

2) A la question de savoir si les chiffres cités dans l'exposé introductif sont exprimés en prix constants ou en prix de marché, le Secrétaire d'Etat répond que les comparaisons — comme c'est habituellement le cas — sont indiquées en francs courants. Toutefois, les calculs en valeur constante montrent également une croissance remarquable de nos exportations. En effet, même en tenant compte des dévaluations et de l'inflation, la croissance des exportations dépasse aussi bien celle des importations que celle du commerce mondial.

3) Se référant à l'exposé introductif du Secrétaire d'Etat, un membre estime que l'Etat ne peut se limiter à encourager, à soutenir et à encadrer les exportateurs. Les pouvoirs publics ne peuvent en effet rester passifs lorsque le secteur privé est dans l'impossibilité ou refuse d'exploiter les possibilités offertes.

Le Secrétaire d'Etat fait observer qu'"encourager, soutenir et encadrer" signifie que les exportateurs pourront bénéficier d'un large éventail d'aides. Il apparaît que lorsqu'il était convenablement informé, le secteur privé belge a toujours su exploiter toutes les occasions qui lui étaient offertes. Par ailleurs, les organismes publics ne sont pas équipés pour réaliser concrètement des opérations en matière d'exportations.

4) Un membre ne partage pas l'optimisme du Gouvernement en ce qui concerne l'avenir de notre commerce extérieur.

Le rapport du 22 septembre 1983 du Conseil central de l'Economie et le bulletin n° 234 de la Société générale de banque font tous deux état d'un ralentissement de la croissance sur les marchés européens et d'une augmentation de la charge de la dette dans les pays en voie de développement.

Les différents problèmes qui ont été évoqués sont bien connus du Secrétaire d'Etat. Il en a été tenu compte lors de l'établissement des estimations. La promotion des exportations restera par conséquent une tâche difficile. Le Secrétaire d'Etat estime cependant qu'un certain optimisme se justifie compte tenu de l'amélioration de la compétitivité de nos entreprises, du dynamisme de nos exportateurs

II. — BESPREKING

A. Evaluatie van het buitenlands handelsbeleid

1) De gunstige evolutie van onze handelsbalans staat buiten kijf, de vraag is echter of dit eerder het gevolg is van een toename van de uitvoer dan van een stagnatie van de invoer.

De Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel onderstreept dat zulks het resultaat is van de evolutie van zowel export als import. Doordat de uitvoer in veel ruimere mate toenam dan de invoer, die kwasi stagneerde, kon deze verbetering worden vastgesteld.

Een lid onderstreept de invloed van de twee devaluaties van de Belgische frank op onze export- en importresultaten. Waarom werd dit niet vermeld door de Staatssecretaris in zijn inleidende uiteenzetting ?

De Staatssecretaris wijst erop dat hij reeds meermaals de invloed van de devaluaties op onze buitenlandse handel heeft onderstreept, o.m. nog in de Senaatscommissie voor de Buitenlandse Handel enkele maanden geleden. Het is duidelijk dat de devaluaties van de Belgische frank een gunstige invloed hebben gehad op onze buitenlandse handel. Zij maakten trouwens deel uit van het geheel van maatregelen door de Regering genomen om de competitiviteit van onze ondernemingen op de buitenlandse markten te herstellen.

2) Op de vraag of de geciteerde cijfers in de inleidende uiteenzetting uitgedrukt zijn in constante of in marktprijzen, antwoordt de Staatssecretaris dat de vergelijkingen — zoals gebruikelijk — vermeld werden in courante franken. Evenwel wijzen de berekeningen in vaste waarden ook op een merkbare stijging van onze export. Immers, zelfs rekening houdend met de devaluaties en de inflatie, overtreft de groei van de uitvoer zowel deze van de invoer, als van de wereldhandel.

3) Onder verwijzing naar de inleidende uiteenzetting van de Staatssecretaris, is een lid de mening toegedaan dat de Staat zich niet kan beperken tot het aanmoedigen, steunen en begeleiden van de exporteurs. De overheid kan immers niet passief blijven indien de privé-sector de eboden mogelijkheden niet kan of wil benutten.

De Staatssecretaris merkt op dat «aanmoedigen, steunen en begeleiden» een zeer ruime waaier van hulp aan de exporteurs betekent. Voor zover bekend heeft de Belgische privésector, zo hij degelijk was ingelicht, steeds alle kansen weten te benutten. Daarbij komt dat de overheidsinstellingen niet uitgerust zijn om exporttransacties concreet te verwezenlijken.

4) Een lid deelt het optimisme van de Regering niet wat betreft de toekomst van onze buitenlandse handel.

Een rapport van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven dd. 22 september 1983 en het bulletin n° 234 van de Generale Bankmaatschappij melden een groeivertraging in de Europese markten alsmede een stijging van de schuldenlasten in de ontwikkelingslanden.

De diverse aangehaalde problemen zijn de Staatssecretaris bekend. Bij het opstellen van de prognoses werd er rekening mede gehouden. De export zal dus een zware opgave blijven. Ingevolge de herwonnen competitiviteit van onze ondernemingen, het dynamisme van onze exporteurs, de regeringsmaatregelen en het onmiskenbaar herstel van de economische activiteit in de V. S. A., waarvan het effect meer en meer overslaat op de Europese landen, die belang-

des mesures prises par le Gouvernement et de la reprise indéniable de l'activité économique aux Etats-Unis dont les effets se font progressivement sentir dans les pays européens qui constituent toujours d'importants débouchés pour la Belgique.

5) Un membre estime que la répartition des exportations suivant le moyen de transport utilisé (par terre : rail ou route; par mer ou par air) pourrait également être un critère d'appréciation intéressant pour notre politique des transports. Les négociations sur l'ouverture de nouvelles lignes aériennes par exemple devraient avoir lieu en concertation avec le département du Commerce extérieur.

Le Secrétaire d'Etat cite les chiffres fournis dans ce domaine par l'I.N.S. pour 1982. Le poids total brut de nos exportations s'élevait à 89 millions de tonnes.

La répartition était la suivante :

— mer	21,0 millions de tonnes
— rail	9,5 millions de tonnes
— canaux	11,5 millions de tonnes
— air	0,5 million de tonnes
— Rhin	8,4 millions de tonnes
— pipelines	0,6 million de tonnes
— route	36,0 millions de tonnes

Les livraisons destinées aux marchés éloignés ou d'outremer s'effectuent généralement par mer ou par air (selon la nature des marchandises). Les livraisons à destination de l'Europe s'effectuent surtout par terre ou par air (selon l'urgence).

6) Une appréciation correcte de la situation implique l'usage de données statistiques récentes. Or, les chiffres relatifs au commerce extérieur de l'U.E.B.L. sont toujours publiés avec beaucoup de retard, qui a tendance à s'accroître encore.

Le Secrétaire d'Etat devrait insister une fois de plus auprès de son collègue des Affaires économiques afin de remédier à cette regrettable situation.

Le Secrétaire d'Etat fait observer qu'il a, comme ses prédécesseurs, attiré l'attention du Ministre des Affaires économiques, qui a la tutelle de l'Institut national des Statistiques, sur ce problème important.

Il ne s'agit pas uniquement d'une question de traitement des données mais essentiellement d'un problème touchant à la collecte de celles-ci à fournir par les services de contrôle à la frontière.

B. Les moyens d'action

1. La compétence du Ministre du Commerce extérieur

Un membre regrette que plusieurs matières qui devraient normalement être de la compétence du Ministre du Commerce extérieur ne le sont toujours pas.

Il cite notamment la politique de promotion commerciale en faveur des produits agricoles, les contingents et licences et les négociations au sein de l'O.C.D.E. des taux d'intérêts à appliquer pour le financement des opérations d'ex-

rije afzetgebieden blijven voor België, meent de Staatssecretaris dat optimisme gewettigd is.

5) De uitsplitsing van de uitvoer volgens het gebruikte vervoermiddel nl. landvervoer (spoor en weg), zeevervoer en luchtvervoer, zou volgens een lid ook een interessante waardemeter kunnen zijn voor ons transportbeleid. De onderhandelingen over nieuwe luchtvaartlijnen bvb. zouden moeten gebeuren in overleg met het departement van Buitenlandse Handel.

De Staatssecretaris citeert de cijfers van het N.I.S. voor 1982. Het totaal bruto-gewicht van onze uitvoer bedroeg 89 miljoen ton.

Naar gevuldde wege, was de onderverdeling als volgt :

— zee	21,0 miljoen ton
— spoor	9,5 miljoen ton
— kanalen	11,5 miljoen ton
— lucht	0,5 miljoen ton
— Rijn	8,4 miljoen ton
— pijpleidingen	0,6 miljoen ton
— weg	36,0 miljoen ton

Leveringen bestemd voor verre en overzeese markten gebeuren vooral over zee of met luchtvaart (naargelang van de aard der goederen). In Europa gebeurt het vervoer vooral over land of via luchttransport (vooral naargelang van de dringendheid).

6) Een correcte beoordeling van de toestand impliceert het gebruik van recente statistische gegevens. Welnu, de cijfers betreffende de buitenlandse handel van de B.L.E.U. worden altijd met veel vertraging bekendgemaakt en het wordt hoe langer hoe erger.

De Staatssecretaris zou er eens te meer bij zijn collega van Economische Zaken moeten op aandringen om die betrekwaardige situatie te verhelpen.

De Staatssecretaris merkt op dat hij evenals zijn voorganger de aandacht van de Minister van Economische Zaken, onder wiens toezicht het Nationaal Instituut voor de Statistieken staat, op dat belangrijk vraagstuk heeft gevestigd.

Het gaat hier niet alleen om het probleem van de behandeling van de gegevens maar vooral om dat van de verzameling daarvan door de controlediensten aan de grens.

B. Actiemiddelen

1. Bevoegdheid van de Minister van Buitenlandse Handel

Een lid betreurt dat verscheidene materies die normaal tot de bevoegdheid van de Minister van Buitenlandse Handel dienen te behoren, dat nog altijd niet zijn.

Het lid citeert met name het beleid van handelspromotie ten voordele van de landbouwprodukten, de contingenten en vergunningen, alsmede de onderhandelingen bij de O.E.S.O. betreffende de rentetarieven die voor de finan-

portation. Tout ce qui a trait au commerce extérieur, voire même comme dans certains pays, au commerce tout court, devrait être de la compétence d'un seul Ministre qui, actuellement, n'est guère responsable que des seules exportations.

Le Secrétaire d'Etat répond que ce problème devrait être réglé à l'occasion de la formation d'un Gouvernement. Il souligne toutefois que ses services sont en contact régulier avec les autres départements concernés.

2. *Les tâches commerciales de nos diplomates*

Un membre souhaite connaître l'effectif de nos ambassades et de nos consulats généraux dans les pays principaux partenaires commerciaux de la Belgique, avec indication des agents s'occupant des problèmes économiques et commerciaux.

Le Secrétaire d'Etat souligne que, par leur formation et leurs responsabilités, les agents diplomatiques sont sensibilisés de manière croissante aux questions économiques et commerciales.

La répartition de notre effectif diplomatique global — souvent jugé insuffisant en nombre par rapport à la tâche — tient compte des particularités des relations que nous entretenons avec divers pays.

A titre d'exemple, l'ambassade à Bonn compte dix agents diplomatiques et commerciaux (les prospecteurs ou attachés spécialisés) qui interviennent ponctuellement ou principalement pour des questions commerciales. Suivant les mêmes critères, on dispose également de dix agents sur des places comme Tokyo, Londres et Washington. De tels postes importants appuient en général leur action sur des consulats installés dans de grands centres commerciaux.

La plupart des postes a, bien entendu, un effectif plus modeste. Les prospecteurs commerciaux sont attachés par priorité aux postes situés dans des marchés intéressants (voir *infra*, chapitre II, B, 4).

Un membre souhaite obtenir la liste des consuls honoraires de Belgique à l'étranger. Est-il préférable, pour la promotion des exportations, de nommer des personnalités locales, de désigner des Belges qui résident sur place ou encore d'installer des diplomates belges ?

La liste des consuls honoraires de Belgique figure à l'annexe I du présent rapport.

A la question de savoir s'il est préférable de nommer des personnalités locales ou des Belges, le Secrétaire d'Etat ne peut donner de réponse valable dans tous les cas. Pour une telle désignation, il est tenu compte d'un certain nombre de critères tels que la langue, les coutumes, les pratiques du commerce, les marchés de débouchés existants et potentiels, l'importance de la présence belge dans le ressort du consulat honoraire et également — ce qui n'est certainement pas le critère le moins décisif, — des qualités personnelles des candidats disponibles. C'est sur base de ces critères que l'on désigne une personnalité locale ou un citoyen belge.

Les diplomates belges sont également chargés de la promotion des exportations dans leur ressort et ils doivent considérer cette promotion comme une tâche prioritaire.

3. *Les attachés technologiques*

Interrogé au sujet des missions des attachés technologiques de nos ambassades, le Secrétaire d'Etat fait remarquer qu'ils ne sont actuellement qu'au nombre de quatre : deux aux Etats-Unis, un au Japon et un en République fédérale.

cierung van de uitvoeroperaties moeten worden toegepast. Al wat betrekking heeft op de Buitenlandse Handel en zelfs, zoals in bepaalde andere landen, op de handel zonder meer dient tot de bevoegdheid te behoren van één enkel Minister, die thans vrijwel uitsluitend alleen voor de export bevoegd is.

De Staatssecretaris antwoordt dat dit vraagstuk zou moeten worden geregeld ter gelegenheid van de vorming van een Regering. Hij beklemtoont niettemin dat zijn diensten voortdurend voeling houden met de overige betrokken departementen.

2. *De handelsopdrachten van onze diplomaten*

Een lid informeert naar het aantal personeelsleden van onze ambassades en consulaten-generaal in de landen die de voornaamste handelspartners van België zijn en hij wenst met name te weten welk ambtenaren zich met economische en commerciële vraagstukken bezighouden.

De Staatssecretaris wijst erop dat de diplomatieke ambtenaren door hun opleiding en hun verantwoordelijkheid steeds meer aandacht aan de economische en commerciële kwesties gaan besteden.

De verdeling van het totale aantal diplomaten — dat vaak ontoereikend geacht wordt ten opzichte van de hun opgedragen taken — houdt rekening met de eigen kenmerken van de betrekkingen die wij met diverse landen onderhouden.

Zo telt de ambassade te Bonn bijvoorbeeld tien diplomatieke en handelsagenten (de gespecialiseerde prospectoren en attachés) die geregeld of hoofdzakelijk optreden in handelskwesties. Volgens dezelfde criteria beschikt men eveneens over tien ambtenaren in plaatsen zoals Tokio, Londen en Washington. Dergelijke belangrijke posten doen bij hun actie doorgaans een beroep op consulaten die in grote handelscentra gevestigd zijn.

Het merendeel van de posten heeft uiteraard een meer bescheiden personeelsbezetting. De handelsprospectoren worden bij voorkeur gezonden naar posten die in interessante afzetgebieden gelegen zijn (zie *infra*, hoofdstuk II, B, 4).

Een lid vraagt de lijst te bekomen van de ere-consuls van België in het buitenland. Verdient het, vanuit een export-promotie-standpunt, de voorkeur locale personaliteiten te benoemen, Belgen aan te wijzen die ter plaatse verblijven of nog Belgische diplomaten in te schakelen ?

In bijlage I bij het onderhavige verslag zijn de Belgische ere-consuls vermeld.

Op de vraag of het de voorkeur verdient lokale personaliteiten te benoemen dan wel Belgen kan de Staatssecretaris geen voor alle gevallen sluitend antwoord geven. Voor een dergelijke aanstelling wordt rekening gehouden met een aantal criteria zoals de taal, de gewoonten, de handelsgebruiken, de bestaande en potentiële afzetmarkten en de omvang van de Belgische aanwezigheid in het rechtsgebied van het ere-consulaat en ook — en zeker niet in het minst — met de persoonlijke hoedanigheden van de beschikbare kandidaten. Het is aan de hand van die criteria dat een lokale personaliteit dan wel een Belgische staatsburger wordt benoemd.

De Belgische diplomaten zijn uiteraard ook belast met de exportpromotie in hun rechtsgebied en zij moeten die promotie als een prioritaire taak opvatten.

3. *De technologische attachés*

Ondervraagd over de activiteiten van de technologische attachés toegevoegd aan onze ambassades merkt de Staatssecretaris op dat er thans slechts vier zijn : twee in de Verenigde Staten, één in Japan en één in de Bondsrepubliek.

Ces agents, qui dépendent du département des Affaires économiques et qui travaillent pour celui-ci, ont jusqu'à présent pour mission essentielle de faire connaître aux entreprises belges la technologie, les procédés de fabrication et le savoir-faire étrangers.

Un membre souhaite que leur statut financier soit amélioré en fonction des exigences.

Le Secrétaire d'Etat rappelle qu'ils sont engagés contractuellement par le Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement en concertation avec le Ministère des Affaires économiques.

Les conditions d'engagement sont similaires à celles qui régissent l'affectation auprès de nos postes diplomatiques d'autres agents qui ne relèvent pas des carrières du service extérieur.

Le coût de la vie dans les pays de résidence entre en ligne de compte pour le calcul de l'indemnité qui est également influencée par l'expérience de l'agent.

4. Les prospecteurs commerciaux

Un membre est d'avis qu'il faut éviter une rotation des prospecteurs commerciaux selon les normes prévues pour les diplomates. L'efficacité des prospecteurs augmente en effet après un séjour assez long dans un même pays.

Par ailleurs, il estime qu'il faut donner une certaine préférence aux candidats de nationalité belge, bien que des exceptions doivent rester possibles sur certains marchés.

Ils sont, de toute façon, trop peu nombreux. En outre, il y aurait lieu de tenir compte pour leur désignation de l'évolution des courants commerciaux.

Le Secrétaire d'Etat fait observer qu'en raison des exigences poussées concernant les aspects techniques et la connaissance des milieux locaux, inhérents à sa fonction, le prospecteur commercial reste plus longtemps dans un même poste qu'un agent de la carrière du Service extérieur ou de la Chancellerie.

Un séjour excessivement long risque cependant de l'enliser dans la routine et d'émoissonner son dynamisme.

D'une manière générale et à titre indicatif, on peut estimer que la durée optimale du maintien dans un même poste se situe entre quatre et douze ans.

Passé ce délai, l'agent peut demander ou se voir proposer une mutation pour un poste tenant compte des connaissances spécialisées qu'il aura acquises (de ce point de vue, une certaine spécialisation géographique apparaît souhaitable) et de la difficulté des conditions de vie du pays où il réside.

Il va de soi que le Secrétaire d'Etat donne toujours, sauf contre-indication formelle, la préférence à des prospecteurs belges recrutés en Belgique.

Un membre demande la liste des prospecteurs commerciaux avec indication de leur lieu d'affectation et de leur nationalité. Contrairement au premier intervenant, il estime qu'un certain nombre d'éléments (connaissance de la langue, des usages, des pratiques commerciales et du marché) plaident en faveur de la désignation de personnes originaires du pays où elles doivent accomplir leur mission.

La liste des prospecteurs commerciaux en service au 1^{er} novembre 1983, avec indication de leur lieu d'affectation et de leur nationalité, figure à l'annexe II.

Deze agenten, die afhangen van en werkzaam zijn voor het departement van Economische Zaken, hebben totnogtoe essentieel tot taak aan de Belgische ondernemingen buitenlandse technologie, procédés en know how bekend te maken.

Een lid wenst dat het financieel statuut van die attachés verbeterd wordt en dat men daarbij rekening houdt met de eisen van hun opdracht.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat zij contractueel en in overleg met het Ministerie van Economische Zaken aangeworven worden door de Ministeries van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

De aanwervingsvoorraarden vertonen gelijkenis met die welke gelden voor de indienstneming bij onze diplomatieke posten van andere ambtenaren die niet tot de buitendienst behoren.

De kosten voor levensonderhoud in de landen waar die ambtenaren verblijven, worden in aanmerking genomen voor de berekening van de vergoeding, die tevens door de ervaring van de betrokkenen beïnvloed wordt.

4. De handelsprospectoren

Een lid is de mening toegedaan dat moet worden voorkomen de handelsprospectoren op gezette tijden te vervangen volgens de normen die voor de diplomaten gelden. Het is inderdaad zo dat de prospectoren efficiënter worden naarmate zij langer in eenzelfde land verblijven.

Anderzijds meent het lid dat een bepaalde voorkeur dient te worden gegeven aan kandidaten van Belgische nationaliteit, ofschoon op bepaalde markten uitzonderingen tot de mogelijkheden moeten blijven behoren.

Die prospectoren zijn hoe dan ook weinig talrijk en voor hun aanwijzing dient bovendien rekening te worden gehouden met de evolutie van de handelsstromen.

De Staatssecretaris merkt op dat de handelsprospectoren vanwege de specifieke strenge eisen betreffende hun kennis van de technische aspecten van hun opdracht en van de plaatselijke milieus langer op eenzelfde post blijven dan een ambtenaar van de buitendienst of van de Kanselarij.

Na een overdreven lang verblijf kan echter worden gevreesd dat de betrokkenen in de routine vervalt en zijn dynamisme verliest.

Over het algemeen verdient het aanbeveling tussen vier en twaalf jaar op dezelfde post te verblijven.

Als die termijn eenmaal verstreken is, kan de ambtenaar vragen of kan hem worden voorgesteld om te worden overgeplaatst naar een andere post met inachtneming van de gespecialiseerde kennis die hij verworven heeft (uit dat oogpunt lijkt een bepaalde geografische specialisatie wenselijk) en van het moeilijk karakter van de levensomstandigheden in het land waar hij verblijft.

Het ligt voor de hand dat de Staatssecretaris, behoudens formele tegenaanwijzing, altijd de voorkeur geeft aan in België aangeworven Belgische prospectoren.

Een lid vraagt de lijst van de handelsprospectoren met aanduiding van hun standplaats en nationaliteit. In tegenstelling met de eerste spreker oordeelt hij dat een aantal elementen pleiten voor de aanduiding van personen die een nationaliteit hebben van het land waar ze dienen op te treden, rekening houdend met hun kennis van de taal, de gewoonten, de handelsgebruiken en de markt.

In bijlage II is de lijst opgenomen van de handelsprospectoren die op 1 november 1983 in dienst waren, met aanduiding van hun standplaats en nationaliteit.

Le Secrétaire d'Etat précise que pour la désignation des prospecteurs commerciaux, priorité est donnée aux candidats de nationalité belge recrutés en Belgique. Lorsque des éléments tels que la connaissance de la langue, des coutumes, des pratiques commerciales et du marché plaident en faveur du recrutement d'un candidat de la nationalité du pays où il sera appelé à exercer ses fonctions, il est tenu compte de ces facteurs, ainsi qu'il résulte de la liste annexée au présent rapport.

Le Secrétaire d'Etat fait enfin observer qu'en général, les entreprises privées belges sont satisfaites des services rendus par les prospecteurs.

5. L'O. B. C. E.

Un membre constate que l'augmentation du budget de l'O. B. C. E. ne couvre que l'augmentation des frais de fonctionnement de cet office. Il n'y a dès lors pas de moyens supplémentaires pour accroître ses activités. Le membre signale qu'il apporte son soutien à toute demande d'augmentation des moyens financiers de l'O. B. C. E.

Le Secrétaire d'Etat rappelle qu'en 1983, le budget de l'O. B. C. E. a augmenté de 51,5 millions de F. B., soit + 6,7 %.

La majeure partie de cette augmentation a été affectée au poste « moyens d'action » qui, par rapport à 1982, ont progressé de la sorte de 10,3 %.

Toutefois, compte tenu de l'inflation des coûts d'organisation d'actions spéciales à l'étranger et de la nécessité de promouvoir au maximum les exportations, les moyens d'action de l'O. B. C. E. méritent qu'on leur consacre un maximum de crédits dans le cadre des possibilités budgétaires.

Un membre déplore vivement que lors du récent renouvellement du Conseil d'administration de l'O. B. C. E., qui a eu lieu en vertu d'un arrêté de pouvoirs spéciaux, on n'a pas recherché comme auparavant un équilibre entre les diverses tendances idéologiques. Il s'ensuit qu'une de ces tendances n'est plus représentée au Comité de direction de cet organisme, ce qui n'est pas de nature à améliorer l'atmosphère générale.

Le Secrétaire d'Etat rappelle qu'il ne s'agit pas en l'occurrence de mandats politiques. La composition est déterminée par la loi. Les Ministres et les responsables des associations professionnelles concernés ont été consultés et ont présenté des candidats qui ont ensuite été nommés.

Il convient d'observer d'autre part que la composition du Comité de direction de l'O. B. C. E. est déterminée par le Conseil d'administration, sans intervention du Ministre.

6. Les missions économiques

Plusieurs membres posent des questions au sujet des missions économiques, des journées de rencontre, des séminaires et des foires dont l'organisation est assurée par l'Office du commerce extérieur. Ils aimeraient plus particulièrement savoir :

- a) quelles missions ont été organisées en 1982 et 1983;
- b) quels sont les résultats de ces missions, de ces journées de rencontre, etc.;
- c) sur base de quels critères sont organisées des missions qui tantôt ont un caractère économique général, tantôt portent sur un thème bien précis;
- d) quels sont les critères de sélection retenus pour la désignation des participants;
- e) qui supporte le coût de l'organisation de ces missions économiques;
- f) de quelle manière le Fonds du Commerce extérieur est associé à l'organisation de ces missions.

Volgens de Staatssecretaris geldt als regel dat bij de aanwerving voorrang wordt gegeven aan in België gerecruiteerde kandidaten van Belgische nationaliteit. Daar waar elementen zoals de kennis van de taal, de gewoonten, de handelsgebruiken en de marktkennis pleiten voor de aanwerving van een kandidaat met de nationaliteit van het land waar hij dient op te treden, wordt met die factoren rekening gehouden, zoals blijkt uit de bij het verslag gevoegde lijst.

Tenslotte onderstreept de Staatssecretaris dat de Belgische privé-ondernemingen over het algemeen tevreden zijn over de dienstverlening van de prospectoren.

5. B. D. B. H.

Een lid constateert dat de hogere budgettaire middelen var. de B. D. B. H. de stijging der werkingskosten van die dienst niet dekken. Er wordt derhalve niet in extramiddelen voorzien om de activiteiten ervan op te voeren. Het lid merkt daarbij op dat hij iedere aanvraag tot vermeerdering van de financiële middelen van de B. D. B. H. zal steunen.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat de begroting van de B. D. B. H. in 1983 met 51,5 miljoen B. F., zijnde + 6,7 %, gestegen is.

Het grootste gedeelte van die stijging ging naar de post « actiemiddelen » die op die manier ten opzichte van 1982 een vooruitgang met 10,3 % boekte.

Rekening houdende met de stijgende kosten van de organisatie van bijzondere acties in het buitenland en met de noodzakelijkheid om de uitvoer maximaal te bevorderen is het de moeite waard om voor de actiemiddelen van de B. D. B. H. in het kader van de budgettaire mogelijkheden zoveel mogelijk kredieten uit te trekken.

Een lid betreurt ten zeerste dat bij de recente vernieuwing van de raad van beheer van de B. D. B. H. die gebeurde op grond van een bijzonder machtsbesluit, niet zoals vroeger gestreefd werd naar een evenwicht onder de diverse ideologische denkrichtingen, zodat één onder hen niet meer vertegenwoordigd is in het Directiecomité van deze instelling, wat de algemene atmosfeer niet zal verbeteren.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat het in casu niet gaat om politieke mandaten. De wet schrijft de samenstelling voor. De betrokken Ministers en beroepsverenigingen werden geraadpleegd en stelden kandidaten voor. Deze werden vervolgens benoemd.

Verder dient vermeld dat het Directiecomité van de B. D. B. H. wordt samengesteld door de raad van beheer, zonder tussenkomst van de Minister.

6. De economische missies

Verscheidene leden stellen vragen over de door Buitenlandse Handel georganiseerde economische missies, trefdagen, seminaries en beurzen. Meer bepaald wensen zij te vernemen :

- a) welke missies er in 1982 en 1983 hebben plaatsgehad;
- b) welke de resultaten zijn van deze missies, trefdagen, e.d.;
- c) op grond van welke criteria er algemeen economische dan wel thematische missies worden ingericht;
- d) welke de selectiecriteria zijn voor het aanwijzen van de deelnemers;
- e) wie de organisatiekosten draagt van economische zendingen;
- f) op welke wijze het Fonds voor Buitenlandse Handel bij de organisatie van de missies betrokken is.

Le Secrétaire d'Etat fournit les réponses suivantes:

a) *Aperçu général*

A l'annexe III du présent rapport figure une liste de toutes les missions qui ont été organisées en 1982 et 1983.

b) *Les résultats*

Des rapports circonstanciés ont été établis à l'issue de chaque mission, journée de rencontre ou séminaire.

Il est toutefois difficile de déterminer les résultats précis de chaque action.

En effet, ceux-ci s'étalent sur plusieurs années et en outre, ils ne sont communiqués aux organismes publics que de manière incomplète.

Quoi qu'il en soit, ces résultats sont perceptibles dans la tendance générale et dans les statistiques de nos exportations par pays.

Il convient enfin de souligner que, bien souvent ces actions ont divers objectifs: maintien de bonnes relations, prospection, promotion pour des actions de vente ou encore une combinaison de ces différents éléments.

c) *Missions économiques et thématiques*

Les missions économiques sont organisées principalement dans les pays en voie de développement et pour des marchés sur lesquels les exportateurs belges sont moins bien introduits.

Les missions thématiques sont organisées principalement dans des pays où une coopération industrielle s'avère utile pour travailler le marché et dans des pays qui offrent des débouchés dans des domaines spécifiques. Ces missions thématiques s'accompagnent souvent de l'organisation de «workshops» et/ou de symposiums.

d) *Critères de sélection des candidats*

— En principe, il n'y a pas de sélection pour les missions générales, pour autant bien sûr qu'il s'agisse de firmes belges ou luxembourgeoises pour lesquelles il existe théoriquement des possibilités de débouchés dans le pays qui sera visité;

— pour les missions sectorielles et thématiques: les firmes concernées par les thèmes ou secteurs;

— pour les missions limitées: les firmes dont on sait qu'elles ont déjà des projets en cours sur le marché concerné, notamment sur base des dossiers de l'O.N.D., du Copromex et de l'O.B.C.E.

e) *Répartition des coûts*

En principe, l'O.B.C.E. prend en charge tous les frais inhérents à l'organisation de missions à l'étranger. Chaque participant du secteur privé doit cependant supporter lui-même ses frais de déplacement et de séjour. Dans la plupart des cas, l'O.B.C.E. demande également une contribution aux frais d'organisation allant de 7 500 à 15 000 F par participant.

f) *Intervention du Fonds du commerce extérieur*

Pour les actions en dehors de la C.E., il peut être fait appel au Fonds du commerce extérieur, qui peut accorder des prêts remboursables sans intérêts à concurrence de 50 % des frais de déplacement, de séjour et de prospection.

De Staatssecretaris verschaft de volgende antwoorden:

a) *Algemeen overzicht*

In bijlage III bij het onderhavige verslag is een lijst gepubliceerd van alle missies die in 1982 en 1983 werden georganiseerd.

b) *De resultaten*

Over de diverse missies, trefdagen en seminars werden telkens omstandige verslagen opgesteld.

Het is echter zeer moeilijk per actie preciese resultaten te kennen.

Niet alleen omdat zij over meerdere jaren gespreid zijn maar ook omdat zij slechts onvolledig aan de overheidsinstellingen worden medegedeeld.

Hoe dan ook, de resultaten van deze acties komen tot uiting in de algemene trend en in de statistische gegevens per land van onze uitvoer.

Tenslotte kan ook onderstrept worden dat deze acties veelal diverse oogmerken hebben: gaande van goodwill, informatie, prospectie, promotie tot verkoopsacties of een combinatie van deze.

c) *Economische-thematische zendingen*

Economische missies worden vooral georganiseerd in ontwikkelingslanden en op markten waarop de Belgische exporteurs minder goed geïntroduceerd zijn.

Thematische zendingen worden vooral georganiseerd in landen waar hetzij industriële samenwerking aangewezen blijkt om de markt te bewerken of waar er afzetmogelijkheden zijn in specifieke domeinen. Dergelijke thematische missies gaan vaak gepaard met de organisatie van «workshops» en/of symposia.

d) *Selectiecriteria van de kandidaten*

— In principe gebeurt er geen selectie voor algemene missies, voor zover het natuurlijk Belgische of Luxemburgse firma's betreft voor wie theoretische afzetkansen bestaan in het bezochte land;

— voor sectoriële en thematische missies: de firma's die in aanmerking komen voor de thema's of sectoren;

— voor beperkte zendingen: de firma's die reeds projecten volgen op de betrokken markt en die als dusdanig bekend zijn, meer bepaald op grond van de dossiers van de N.D.D., Copromex en de B.D.B.H.

e) *Kostenspreiding*

In principe draagt de B.D.B.H. alle organisatiekosten van zendingen naar het buitenland. Wel moet elke deelnemer uit de privé-sector zelf zijn reis- en verblijfkosten betalen. In de meeste gevallen vraagt de B.D.B.H. ook een deelname in de organisatiekosten gaande van 7 500 tot 15 000 F per deelnemer.

f) *Tussenkomst van het Fonds van de Buitenlandse Handel*

Voor acties buiten de E.G. kan een beroep gedaan worden op het Fonds voor Buitenlandse Handel dat renteloze terugbetaalbare leningen kan verstrekken ten belope van maximum 50 % van de reis-, verblijf- en prospectiekosten.

7. Le Fonds du commerce extérieur

En ce qui concerne le Fonds du Commerce extérieur, un membre signale qu'à une certaine époque, la vérification des remboursements des prêts laissait quelque peu à désirer. Il demande de connaître la situation actuelle ainsi que les mesures prises en vue de disposer de comptes tenus à jour.

Le Secrétaire d'Etat souligne qu'en 1983, le total des remboursements effectués sur des prêts accordés à charge du Fonds du Commerce extérieur s'est élevé à 31,2 millions de F.

Ce montant représente plus du double de ce qui a été remboursé en 1982, soit 14 255 243 F. B.

L'O. B. C. E. a récemment pris des dispositions pour accélérer les remboursements compte tenu aussi du fait que le nombre des dossiers « Prêts » à gérer par le Fonds est en nette augmentation.

8. L'Office national du ducroire

Plusieurs membres soulignent que l'O. N. D. est un organisme fort bien géré qui, comme l'époque actuelle l'impose, ose prendre des risques. Ils souhaitent connaître les résultats de l'activité de l'O. N. D. en 1983 et disposer de la situation financière de cet office à la fin de l'année 1983.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que le rapport officiel de l'Office national du Ducroire pour 1983 n'a pas encore été déposé.

Il est cependant à même de fournir les éléments essentiels de l'activité et l'évolution de la trésorerie en 1983.

Au début de cette année 1983, les liquidités pour compte de l'O. N. D. étaient évaluées à 4,7 milliards F. B. et celles pour compte de l'Etat à 0,23 milliard F. B.

En fin d'année, les liquidités pour compte de l'O. N. D. étaient passées à 2,6 milliards F. B. et celles pour compte de l'Etat à 0,67 milliard F. B. Cette chute sensible est due principalement au paiement d'indemnités (pour plus de 6 milliards F. B.).

Les montants assurés en 1983 ont été de 125 milliards F. B. pour le compte de l'O. N. D. et de 20 milliards F. B. pour le compte de l'Etat (contre respectivement 167 milliards F. B. et 10 milliards F. B. en 1982).

Quant aux engagements en cours, les polices émises par l'O. N. D. ou en cours d'émission au 31 décembre 1983 représentaient un montant total de 254 milliards F. B. (contre 266 milliards F. B. à la fin de 1982) et les polices émises pour compte de l'Etat ou en voie d'émission au 31 décembre 1983 se chiffraient à 65 milliards F. B. (contre 70 milliards F. B. fin 1982).

D'autres membres font état du jugement porté sur l'O. N. D. par les exportateurs. Cet Office aurait mené une politique trop restrictive pendant la période 1980-1982. Dès lors, ne conviendrait-il pas d'augmenter les montants assurés ?

Ils demandent en outre, s'il est également possible d'assurer les exportations de produits semi-finis et de biens de consommation.

Le Secrétaire d'Etat fournit des explications au sujet de la « politique restrictive » de l'O. N. D. Etant donné les résultats obtenus ces dernières années et les difficultés financières que connaissent divers pays, l'O. N. D. s'est vu contraint de mener une politique assez restrictive à l'égard de certains pays.

On peut difficilement attendre de l'O. N. D. qu'il accorde sa garantie dans des cas où le préjudice est certain. Il

7. Het Fonds voor Buitenlandse Handel

Met betrekking tot het Fonds voor Buitenlandse Handel merkt een lid opdat de verificatie van de aflossingen der leningen op een bepaald moment enigszins te wensen overliet. Het lid vraagt hoe de toestand zich thans laat aanzien en hij informeert daarbij naar de maatregelen die werden genomen om over bijgehouden rekeningen te beschikken.

De Staatssecretaris wijst erop dat het totaal bedrag van de aflossingen op leningen die ten bezware van het Fonds voor Buitenlandse Handel werden toegestaan, in 1983 31,2 miljoen B. F. beliep.

Dit bedrag vertegenwoordigt meer dan het dubbele van het bedrag dat werd afgelost in 1982, toen het 14 255 243 B. F. bereikte.

De B. D. B. H. heeft onlangs schikkingen getroffen om de aflossingen te bespoedigen, mede rekening houden met het feit dat het aantal dossiers « Leningen » die het Fonds moet beheren, fors aan stijgen is.

8. Nationale Delcrederedienst

Verscheidene leden beklemtonen dat de N. D. D. een zeer degelijk beheerde instelling is die zoals dat noodzakelijk is, risico's durft nemen. Zij informeren naar de resultaten van de activiteiten van de N. D. D. in 1983 en naar de financiële toestand van die Dienst eind 1983.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat het officiële verslag van de Nationale Delcrederedienst voor 1983 nog niet ingediend werd.

Hij is nochtans in staat uitsluitsel te geven over de essentiële activiteiten van de instelling en over de evolutie van haar thesaurie in 1983.

Begin 1983 werden de likwiditeiten voor rekening van de N. D. D. op 4,7 miljard B. F. geraamd en die voor rekening van het Rijk op 0,23 miljard B. F.

Eind vorig jaar bedroegen de liquide middelen voor rekening van de N. D. D. 2,6 miljard B. F. en die voor rekening van het Rijk 0,67 miljard B. F. Die forse daling is hoofdzakelijk te wijten aan de uitbetaling van vergoedingen (voor meer dan 6 miljard B. F.).

De in 1983 verzekerde bedragen beliepen 125 miljard B. F. voor rekening van de N. D. D. en 20 miljard B. F. voor rekening van het Rijk (tegen respectievelijk 167 miljard B. F. en 10 miljard B. F. in 1982).

In verband met de lopende verbintenissen kan worden vermeld dat de polissen die op 31 december 1983 door de N. D. D. waren uitgegeven of waarvan de uitgifte aan de gang was, een totaal bedrag van 254 miljard B. F. vertegenwoordigden (tegen 266 miljard B. F. eind 1982) terwijl de polissen die voor rekening van het Rijk uitgegeven werden of waarvan de uitgifte aan de gang was, op diezelfde datum 65 miljard B. F. bedroegen (tegen 70 miljard B. F. eind 1982).

Andere leden maken gewag van de beoordeling van de N. D. D. door de exporteurs. Voor de periode 1980-1982 zou deze Dienst een te restrictief beleid hebben gevoerd. Zou het dan ook niet aangewezen zijn de verzekeringsbedragen te verhogen ?

Verder wensen zij te vernemen of de export van halffabrikaten en verbruiksgoederen ook kan verzekerd worden.

De Staatssecretaris verstrekt uitleg bij het zogenaamd « restrictief beleid » van de N. D. D. Gezien de resultaten van de jongste jaren enerzijds en de netelige financiële toestand van diverse landen anderzijds, heeft de N. D. D. zich genoopt gezien een vrij restrictief beleid te voeren t.a.v. bepaalde landen.

Men kan moeilijk verwachten dat de N. D. D. vaststaande schade gevallen zou verzekeren. Er dient evenwel onder

convient toutefois de souligner que la politique de garantie de l'O.N.D. s'est assouplie, l'Office ayant par exemple renouvelé immédiatement sa garantie à des pays qui avaient procédé une consolidation.

On constate souvent un malentendu. Il arrive que l'on confonde une certaine lourdeur administrative dans l'établissement et le traitement des dossiers avec une politique restrictive. Les responsables de l'Office sont conscients de ce problème et des mesures sont prises en vue d'assouplir son fonctionnement et de mieux servir ceux qui sollicitent son intervention.

L'O.N.D. assure également les produits semi-finis et les biens de consommation, ce bien entendu pour les délais de paiement habituels.

9. Les prêts d'Etat à Etat

Les questions suivantes sont posées à propos des prêts d'Etat à Etat :

a) Est-il possible de fournir un aperçu des prêts qui ont été accordés au cours de ces dernières années?

b) Quand sera publié le « rapport moral » que le Gouvernement avait promis de déposer au Parlement lors de l'examen de la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers;

Quoi qu'il en soit, ce rapport devrait comporter un aperçu des critères d'octroi des prêts, des moyens qui n'ont pas été utilisés, des crédits qui ont été promis et de ceux qui ont réellement été utilisés.

Enfin, ce rapport devrait également préciser si l'octroi de ces prêts a amélioré les relations commerciales avec les pays concernés.

c) Quel est le montant qui pourra être affecté à ces prêts en 1984?

d) Quelles sont les retombées de ces prêts? Les P.M.E. peuvent-elles également faire appel à ces crédits?

e) Dans quelle mesure ces prêts constituent-ils une aide pure et simple et dans quelle mesure constituent-ils un soutien à la balance des paiements du pays bénéficiaire?

Le Secrétaire d'Etat fournit les informations suivantes:

a) la liste des pays qui ont bénéficié depuis 1975 de prêts belges d'Etat à Etat, avec indication des montants cumulés 1975-1983 figure à l'annexe IV.

b) il n'est pas encore possible de présenter le « rapport moral ». En effet, le « Fonds des prêts à des Etats étrangers » ne fonctionne que depuis le 1^{er} janvier 1984.

Ce rapport sera soumis en temps opportun à la Commission des Relations extérieures;

c) le montant des prêts d'Etat à Etat pour 1984 sera fixé prochainement en tenant compte des moyens budgétaires, des moyens du Fonds des prêts à des Etats étrangers et d'un effort particulier envisagé dans le contexte de la politique gouvernementale;

d) les retombées des prêts d'Etat à Etat sont immédiatement perceptibles et mesurables, étant donné que ces prêts sont utilisés pour des projets ou des livraisons bien déterminés. Normalement, ces prêts atteignent environ 25 % des livraisons belges. Dans quelques cas exceptionnels, le financement couvre une plus grande partie, voire la totalité de la transaction.

Les P.M.E. qui exportent des biens d'équipement entrant en ligne de compte pour l'octroi de prêts d'Etat à Etat peuvent recourir à ces prêts tout comme les autres entreprises;

streept dat de verzekeringspolitiek van de N.D.D. werd versoepeld, zo bv. heeft de N.D.D. onmiddellijk opnieuw verzekering verleend voor landen die tot consolidatie overgingen.

Vaak ook gaat het om een misverstand. Het gebeurt dat men restrictief beleid verwart met een zekere administratieve stroefheid in het opstellen en afwikkelen van de dossiers. Dit probleem is bekend en maatregelen worden genomen om meer soepelheid en een betere dienstverlening te bereiken.

De N.D.D. verzekert ook halffabrikaten en verbruiksgoederen, uiteraard voor de gebruikelijke termijnen van uitstel van betaling.

9. De leningen van Staat tot Staat

Over de leningen van Staat tot Staat werden de volgende vragen gesteld :

a) een globaal overzicht van de leningen die de jongste jaren werden toegekend;

b) wanneer zal het « moreel verslag » bij het Parlement worden uitgebracht dat door de Regering werd beloofd n.a.v. de bespreking van de wet van 10 augustus 1981 betreffende de oprichting van een Fonds voor ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor leningen aan vreemde Staten.

Dit verslag zou, hoe dan ook, een overzicht moeten geven van de toekenningscriteria van de leningen, van de niet gebruikte middelen, van de kredieten die werden toegezegd en van deze die werkelijk werden gebruikt.

Tenslotte zou ook moeten vermeld worden of het toekennen van leningen de handel met de betrokken landen verbeterd heeft;

c) hoeveel middelen zullen in 1984 ter beschikking worden gesteld;

d) welke is de « return » van deze leningen. Kunnen ook de K.M.O.'s een beroep doen op deze kredieten ?

e) welk gedeelte van deze leningen is zuivere hulp en welk gedeelte is steun aan de betalingsbalans van het ontvangende land.

De Staatssecretaris heeft de volgende inlichtingen verstrekt :

a) de lijst van de landen die sedert 1975 Belgische leningen van Staat tot Staat hebben gekregen is, met het gecumuleerd bedrag 1975-1983, opgenomen in bijlage IV.

b) het « Moreel verslag » kan nog niet medegeleid worden. Het « Fonds voor leningen aan vreemde Staten » is immers pas in werking sinds 1 januari 1984.

Dit verslag zal te gelegener tijd aan de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen voorgelegd worden;

c) het bedrag van de leningen van Staat tot Staat voor 1984 zal binnenkort worden vastgesteld rekening houdend met de begrotingsmiddelen, met middelen van het Fonds voor leningen aan vreemde Staten, en met de bijzondere inspanning die past in het kader van het Regeringsbeleid;

d) de « return » van de leningen van Staat tot Staat is onmiddellijk zichtbaar en meetbaar, vermits deze leningen worden aangewend voor welbepaalde projecten of leveringen. Normaal bedragen deze leningen ongeveer 25 % van de Belgische leveranties. In enkele uitzonderlijke gevallen wordt een groter deel of zelfs de totaliteit van de transactie gefinancierd.

De K.M.O.'s die uitrustingsgoederen uitvoeren die in aanmerking komen voor het toekennen van leningen van Staat tot Staat kunnen, evenals de andere ondernemingen, op deze leningen een beroep doen;

e) tous les prêts d'Etat à Etat sont imputés sur l'aide publique au développement, mais leur finalité est l'acquisition de biens d'équipement et de services connexes. Cela permet donc aux pays bénéficiaires de réaliser leur développement à moindre coût et sans s'endetter de façon excessive.

Les prêts d'Etat à Etat qui peuvent être considérés comme un soutien à la balance des paiements du pays bénéficiaire sont ceux qui sont accordés à des consortiums dont la Belgique est membre : l'Inde, la Turquie, le Pakistan et le Bangladesh. Il convient toutefois d'observer que même ces pays souhaitent de plus en plus utiliser ces prêts d'Etat pour acquérir des biens d'équipement.

Depuis deux ans, une partie des prêts consentis au Zaïre (environ 8 millions de F. B.) sont utilisés pour le remboursement de prêts antérieurs. Ce sera également le cas pour le Maroc en 1984.

C. Promotion de la politique du commerce extérieur par le biais de la coopération

1. Communauté européenne

Un membre insiste pour que notre pays défende ses conceptions avec plus de vigueur au sein des institutions européennes, notamment lors de l'élaboration d'accords européens avec des pays tiers. Il plaide également pour la création d'une vaste zone européenne de libre-échange par une collaboration entre la Communauté européenne et l'A. E. L. E.

Des exemples récents (notamment le gazoduc transsibérien et les exportations de beurre à destination de l'Union soviétique) prouvent que le commerce est utilisé comme arme géopolitique. Existe-t-il une politique européenne en ce domaine ?

Le Secrétaire d'Etat répond que notre pays est bien entendu particulièrement intéressé par le libre-échange et par la création de vastes zones de libre-échange. Il s'agit d'ailleurs de l'une des lignes de force de notre politique commerciale à l'étranger.

Les responsables du Commerce extérieur des pays de la Communauté devraient se réunir pour débattre les conditions de la création d'un vaste marché européen. Notre pays a évidemment tout intérêt à étendre la zone de libre-échange au maximum.

Un membre se réjouit qu'on envisage l'organisation d'une conférence des Ministres du Commerce extérieur des pays de la C. E. Il estime qu'une coordination est également indispensable à ce niveau afin d'accroître les compétences des responsables du commerce extérieur.

Il convient en premier lieu d'éviter que les pays de la C. E. ne se livrent à une concurrence effrénée sur des pays tiers qui ne peut être que préjudiciable pour tous les pays membres.

Le Secrétaire d'Etat répond que si l'idée d'une réunion des Ministres du Commerce extérieur des pays membres de la C. E. n'est pas neuve et n'a pas rencontré de succès jusqu'ici, c'est peut être parce que tous les Etats membres n'ont pas de Ministre du Commerce extérieur et que des collaborateurs de ces Ministres siègent déjà, avec rang de plénipotentiaires, au Comité 113.

Une telle réunion pourrait, malgré la crise et les reflexes qu'elle peut engendrer, apporter des idées intéressantes.

2. Benelux

La pénurie de moyens budgétaires ne nous permet pas de structurer efficacement notre représentation commercia

e) alle leningen van Staat tot Staat worden aangerekend op de openbare ontwikkelingshulp maar de finaliteit van hun toekenning is de verwerving van uitrustingsgoederen en daarvan verbonden diensten. Dat laat dus aan de begünstigde landen toe hun ontwikkeling te verwezenlijken tegen geringere kosten en zonder overdreven schuldenlast.

De leningen van Staat tot Staat die beschouwd zouden kunnen worden als hulp aan de betalingsbalans zijn deze die toegestaan worden aan consortia waarvan België lid is : India, Turkije, Pakistan et Bangladesh. Er dient nochtans opgemerkt dat zelfs die landen deze staatsleningen meer en meer wensen aan te wenden voor het verkrijgen van uitrustingsgoederen.

Sinds twee jaar wordt een deel (ongeveer 8 miljoen B. F.) in Zaïre aangewend voor de terugbetaling van vroegere leningen. Dat zal ook gebeuren voor Marokko in 1984.

C. Bevordering van het buitenlandse handelsbeleid via samenwerking

1. Europese Gemeenschap

Een lid dringt er op aan dat ons land beter zijn stem zou laten horen in de Europese instellingen, meer bepaald bij het opstellen van Europese akkoorden met derde landen. Tevens pleit hij voor het totstandbrengen van een ruime Europese vrijhandelszone via samenwerking tussen de E. G. en de E. V. A.

Voorbeelden uit een recent verleden (o.m. de transsiberische pijpleiding, de boteruitvoer naar de Sovjetunie) bewijzen het gebruik van de handel als geo-politiek wapen. Wordt er terzake een Europees beleid gevoerd ?

Volgens de Staatssecretaris spreekt het vanzelf dat ons land bijzonder geïnteresseerd is in vrijhandel en in het scheppen van ruime vrijhandelszones. Zulks is trouwens één van de krachtlijnen van ons buitenlands handelsbeleid.

Het is de bedoeling de voorwaarden van het totstandbrengen van een ruime Europese markt te bespreken tussen de verantwoordelijken voor Buitenlandse Handel van de E. G.-landen. Ons land heeft er uiteraard alle belang bij de vrije markt zo ruim mogelijk te maken.

Een lid verheugt er zich over dat men eraan denkt een conferentie van de Ministers van Buitenlandse Handel van de E. E. G.-landen te beleggen. Naar zijn gevoelen is coördinatie op dat vlak eveneens wenselijk ten einde de bevoegdheden van hen die voor de Buitenlandse Handel aansprakelijk zijn, uit te breiden.

Men dient in de eerste plaats te voorkomen dat de E. E. G.-landen in een wilde concurrentiestrijd met derde landen verwikkeld raken, want zo iets kan alle lidstaten alleen maar nadeel berokkenen.

Volgens de Staatssecretaris is het feit dat het idee van een bijeenkomst van de Ministers van Buitenlandse Handel van de Lid-Staten van de E. E. G. niet nieuw is en nog geen bijval vond, wellicht hieraan te wijten dat niet alle Lid-Staten een Minister van Buitenlandse Handel hebben en medewerkers van die Minister met de rang van gevolmachtigen thans reeds in het Comité 113 zitting hebben.

Een dergelijke bijeenkomst is van die aard dat zij, ondanks de crisis en de reflexen die zij kan uitlokken, in interessante ideeën kan resulteren.

2. Benelux

De krappe begrotingsmiddelen maken het België niet mogelijk zijn handelsvertegenwoordiging doeltreffend uit te

le. Aussi, un membre plaide en faveur d'une concertation et d'une coopération plus étroites dans le cadre du Benelux. Il estime que les entreprises de ces trois pays doivent aborder le problème des exportations dans une optique moins concurrentielle et plus complémentaire. Il demande également d'envisager des actions communes à l'étranger.

Un autre membre ne partage pas ce point de vue. Les biens de consommation néerlandais sont mieux connus et représentés dans le monde. Une coopération au sein du Benelux profiterait donc essentiellement aux Pays-Bas.

On ne s'emploie d'ailleurs pas assez à faire connaître les biens de consommation belges. Il convient toutefois de se demander si nos producteurs le souhaitent encore réellement.

Le Secrétaire d'Etat souligne qu'une concertation active a été organisée entre les partenaires du Benelux. Les responsables du Commerce extérieur des trois pays se rencontrent régulièrement dans le cadre du Secrétariat de Benelux. Les problèmes y sont discutés et certaines formes de coopération ont déjà été définies.

Des actions communes, plus précisément des missions, ont déjà été organisées par le passé. Les résultats en furent cependant plutôt décevants.

Compte tenu de cette expérience acquise et de la mentalité qui prévaut dans les trois pays, il est préférable — pour l'instant du moins — de se limiter à une démarche complémentaire pour la réalisation de certains projets, pour des livraisons et pour la mise à profit des avantages respectifs dans divers pays.

La création d'une image de marque pour les produits belges est un problème important qui retient toute l'attention du département. Il s'agit toutefois d'une tâche difficile, et il faut tenir compte du fait qu'il est sans doute préférable de ne pas avoir d'image de marque que d'en avoir une mauvaise.

Quoiqu'il en soit, le Secrétaire d'Etat poursuit ses efforts en ce sens.

3. Les Communautés et les Régions

La réforme de l'Etat d'août 1980 a attribué certaines compétences aux Régions en matière de politique économique étrangère. Certains membres soulignent que la coopération entre le Gouvernement national et les Exécutifs régionaux n'est pas très bonne.

D'ailleurs, dans son exposé introductif, le Secrétaire d'Etat n'a pas parlé des relations avec les Régions.

En ce qui concerne plus particulièrement l'action de l'O. B. C. E. en faveur des P. M. E., un membre souligne que beaucoup a déjà été fait dans ce domaine.

Il ne s'agit pas de prévoir trop d'initiatives, mais plutôt d'une meilleure coordination avec les Régions et les Communautés. Cette coordination doit notamment permettre de mieux valoriser les actions entreprises en Belgique et à l'étranger. A cet égard, l'intervenant estime qu'on ignore trop souvent le « vecteur culturel ». Ainsi, l'on pourrait, grâce à une meilleure coordination avec les Communautés, adapter les initiatives commerciales aux manifestations culturelles et réciproquement.

Le Secrétaire d'Etat souligne que les contacts et la coordination avec les Exécutifs régionaux se déroulent de manière satisfaisante. Les échanges d'informations s'améliorent et s'intensifient. Il y a encore quelques actions disparates, mais en général, les actions sont assez bien coordonnées.

Il faut à tout prix éviter une trop grande multiplication des initiatives tant au plan national qu'au plan régional, car elle risquerait de conduire à un éparpillement des efforts et à des actions insuffisamment représentatives de notre potentiel exportateur.

bouwen. Een lid pleit dan ook voor een nauwer overleg en samenwerking in het kader van Benelux. Hij is de mening toegedaan dat de ondernemingen van de drie landen de export minder concurrentieel, maar veeleer complementair dienen te benaderen. Hij vraagt ook gezamenlijke acties in het buitenland te overwegen.

Een ander lid deelt deze opvatting niet. De Nederlandse consumptiegoederen zijn beter bekend en over de hele wereld vertegenwoordigd.

Een Benelux-samenwerking zou dan ook eerder de « Nederlandse vlag » steunen. Trouwens, er wordt onvoldoende aan image-building gedaan voor Belgische consumptiegoederen. Vraag is of deze producenten dit nog wensen.

De Staatssecretaris onderstreept dat een actief overleg tussen de Beneluxpartners is op gang gebracht. De verantwoordelijken voor buitenlandse handel van de drie landen ontmoeten elkaar gereeld in het kader van het Secretariaat van Benelux. De gestelde problematiek wordt er besproken en samenwerkingsvormen werden reeds gevonden.

In het verleden werden reeds gezamenlijke acties, meer bepaald gemeenschappelijke missies ondernomen. Deze zijn evenwel steeds vrij ontgoochelend geweest.

Op grond van deze ervaring en rekening houdend met de mentaliteit in de drie landen is het, voorlopig althans, beter zich te beperken tot een complementair optreden voor het uitvoeren van bepaalde projecten, voor leveringen en voor het benutten van de respectieve voordelen in diverse landen.

Het scheppen van een imago voor Belgische produkten is een belangrijk probleem dat volledige aandacht krijgt. Het blijkt evenwel een moeilijke opgave, waarbij dient bedacht dat het wellicht beter is geen dan een slecht imago te hebben.

Hoe dan ook, blijft de Staatssecretaris zich verder inspannen.

3. De Gewesten en de Gemeenschappen

Door de Staatshervorming van augustus 1980, werden bepaalde bevoegdheden inzake buitenlands economisch beleid overgedragen aan de Gewesten. Sommige leden onderstrepen dat de samenwerking tussen de nationale Regering en de Gewestexecutieven niet zeer vlot verloopt.

Trouwens, in zijn inleidende uiteenzetting heeft de Staatssecretaris geen gewag gemaakt van de relaties met de Gewesten.

Wat inzonderheid de actie van de B. D. B. H. ten gunste van de K. M. O. betreft wijst een lid erop dat op dat gebied reeds heel wat gepresteerd werd.

Het komt er niet op aan teveel initiatieven te nemen doch wel tot een betere coördinatie met de Gewesten en Gemeenschappen te komen. Die coördinatie moet het met name mogelijk maken de in België en in het buitenland ondernemen acties beter te valoriseren. In dat verband is hetzelfde lid van mening dat men al te vaak de « culturele vector » negeert. Zo zou men, dank zij een betere coördinatie met de Gemeenschappen, de commerciële initiatieven kunnen aanpassen aan de culturele manifestaties en omgekeerd.

De Staatssecretaris onderstreept dat de contacten en de coördinatie met de Gewestexecutieven bevredigend verlopen. De wederzijdse informatie verbetert en wordt intensiever. Er worden nog altijd enkele disparate acties gevoerd, maar algemeen worden de zaken vrij goed gecoördineerd.

Men dient te allen prijze een te groot aantal initiatieven zowel op landelijk als op gewestelijk vlak te voorkomen, want zulks zou wel eens kunnen leiden tot een versnippering van de inspanningen en tot acties die onvoldoende representatief zijn voor onze exportmogelijkheden.

L'O. B. C. E. a un rôle important non seulement de coordination mais encore d'orientation et d'accompagnement à jouer à cet égard et le Secrétaire d'Etat le soutient pleinement dans les efforts qu'il déploie dans ce domaine.

Un membre attire l'attention sur les actions entreprises par les S. D. R. à l'étranger. Il demande des précisions au sujet de leur nature et au sujet de la collaboration avec l'O. B. C. E. et les Exécutifs régionaux.

Le Secrétaire d'Etat répond que jusqu'à présent les actions menées par les S. D. R. à l'étranger ont pris essentiellement les formes suivantes :

- 1) participation à des foires annuelles et spécialisées, surtout dans les secteurs de la sous-traitance et de l'alimentation (Techex, Orlando, Etats-Unis; Midest, France, etc.);
- 2) participation à des journées de rencontre, également dans les secteurs de la sous-traitance et de l'alimentation;
- 3) missions sectorielles (ameublement et habillement au Japon).

En outre, les S. D. R. installent un bureau technique permanent à Alger afin de suivre les adjudications algériennes pour lesquelles des P. M. E. flamandes désirent soumissionner.

Les actions citées ci-dessus se sont déroulées en étroite collaboration avec l'O. B. C. E. et avec sa participation active, par le biais de réunions de concertation avec les S. D. R.

Un membre déclare que les exportations de certains produits, notamment de systèmes de télécommunication, qui sont fabriqués dans une seule Région ne seraient pas toujours soutenues de manière objective par le Gouvernement, le département et les services du Commerce extérieur.

Le Secrétaire d'Etat ne connaît aucun cas où les autorités centrales n'auraient pas accordé leur soutien à des exportations en raison de l'implantation d'une entreprise dans une Région déterminée.

Les entreprises belges du secteur des télécommunications, qui sont réputées pour leur technologie de pointe, ont toujours pu compter sur le soutien entier du Gouvernement et plus particulièrement du département du Commerce extérieur pour la promotion de leurs ventes à l'étranger. Récemment encore, grâce à l'octroi de prêts d'Etat à Etat, de subventions en intérêts et même d'interventions de l'Administration générale de la Coopération au développement, elles ont pu conclure plusieurs contrats importants. En ce qui concerne les négociations en cours au sujet de nouveaux contrats, le Gouvernement apportera tout le soutien dont il est capable.

D. Les problèmes spécifiques des P. M. E.

1. Un membre se plaît à souligner les efforts déployés en faveur des P. M. E. Mais souvent, l'information ne passe qu'imparfaitement. Il est d'avis que l'ignorance en matière des techniques et des possibilités du commerce extérieur demeure grande et que les P. M. E. devraient bénéficier d'un service approprié.

Le Secrétaire d'Etat souligne qu'au cours des dernières années, l'O. B. C. E. a consenti des efforts réels pour l'information et l'approche des P. M. E., notamment par le renforcement de ses services décentralisés et par l'organisation de journées d'information.

Voor de B. D. B. H. is op dat gebied een belangrijke rol weggelegd, niet alleen inzake coördinatie maar ook op het vlak van de oriëntatie en de begeleiding; en de Staatssecretaris zegt zijn volledige steun toe aan de inspanningen die op dat gebied door de Dienst geleverd worden.

Een lid vestigt de aandacht op de acties ondernomen door de G. O. M.'s in het buitenland. Hij vraagt preciseringen omtrent hun aard en over de samenwerking met de B. D. B. H. en de Gewestexecutieven.

De Staatssecretaris antwoordt dat tot nogtoe de acties van de G. O. M.'s in het buitenland hoofdzakelijk volgende vormen hebben aangenomen :

- 1) deelneming aan jaar- en vakbeurzen vooral in de sectoren toelevering en voedingswaren (Techex Orlando, V.S.A.; Midest, Frankrijk, enz.);
- 2) deelneming aan trefdagen, eveneens in de sectoren toelevering en voedingswaren;
- 3) sectormissies (meubelen en kleding in Japan).

Bovendien installeren de G. O. M.'s een permanent technisch bureau te Algiers voor de opvolging van Algerijnse aanbestedingen waarop Vlaamse K. M. O.'s wensen in te schrijven.

Voornoemde acties hadden plaats in nauw overleg met en met de actieve tussenkomst van de B. D. B. H., via overlegvergaderingen met de G. O. M.'s.

Een lid stelt dat de uitvoer van bepaalde produkten o.m. de telecommunicatiesystemen, die slechts in één gewest vervaardigd worden niet steeds op objectieve manier zou gesteund worden door de Regering, het departement en de diensten van Buitenlandse Handel.

De Staatssecretaris kent geen enkel geval waar, om reden van inplanting van een bedrijf in een bepaald gewest in België, de export niet zou zijn gesteund door de centrale overheid.

De Belgische ondernemingen in de telecommunicatiesector, waarvan de spitstechnologie voldoende bekend is, hebben steeds kunnen rekenen op de volledige steun van de Regering en meer bepaald van het departement Buitenlandse Handel voor de promotie van hun afzet in het buitenland. Recent nog konden zij, door het verlenen van leningen van Staat tot Staat, van rentesubsidies en zelfs van tussenkomsten door het Algemeen Bestuur voor Ontwikkelingssamenwerking, verschillende belangrijke contracten in de wacht slepen. Ook bij de thans gevoerde onderhandelingen over nieuwe contracten zal de Regering alle mogelijke steun verlenen.

D. De specifieke problemen van de K. M. O.

Een lid stelt met voldoening vast dat men zich inspanningen ten gunste van de K. M. O.'s getroost. Zijns inziens stroomt de desbetreffende informatie evenwel onvoldoende door en blijft de onwetendheid omtrent de technieken en de mogelijkheden op het gebied van de Buitenlandse Handel in die kringen echter zeer groot en de K. M. O.'s zouden dan ook over een goed gerunde dienst moeten kunnen beschikken.

De Staatssecretaris wijst erop dat de B. D. B. H. de jongste jaren een reële inspanning heeft geleverd om de K. M. O.'s, voor te lichten en te benaderen en zulks o.a. door een versterking van zijn gedecentraliseerde diensten en de organisatie van voorlichtingsdagen.

Il est bien entendu toujours possible d'améliorer les contacts avec ces entreprises. Toutes les propositions concrètes sont dès lors examinées avec soin en vue d'améliorer l'information et l'assistance des P. M. E. et ce, tant en ce qui concerne les moyens, la présentation et le contenu.

Enfin, le Secrétaire d'Etat rappelle qu'il a entrepris un « Tour de Belgique de l'exportation » et qu'il a organisé des journées et des réunions d'information destinées essentiellement aux P. M. E.

2. Un membre voudrait savoir si l'on peut raisonnablement envisager de décentraliser davantage les sections opérationnelles de l'O. B. C. E. afin d'offrir plus de services aux P. M. E.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que les services opérationnels de l'O. B. C. E. sont, depuis de nombreuses années, partiellement décentralisés vers les exportateurs. Il est évidemment toujours possible d'améliorer ces services personnalisés. Cela dépend en grande partie des effectifs disponibles.

Dès que des effectifs supplémentaires seront disponibles, les services décentralisés pourront également être mieux étayés.

Une grande partie des prestations et surtout des activités opérationnelles de l'O. B. C. E. se situent au niveau des rapports avec l'étranger, si bien que les services centraux et les antennes à l'étranger continueront de jouer un rôle important.

3. Un membre déclare que 70 % des exportations belges sont réalisées par des firmes flamandes. On peut raisonnablement admettre que le volume de travail de l'O. B. C. E. se répartit suivant la même proportion. Or, l'effectif de l'office se compose de 52 % de Néerlandophones et de 48 % de Francophones. On peut dès lors se demander par qui les dossiers flamands sont traités. Dans ces conditions, ne serait-il pas préférable de régionaliser complètement l'O. B. C. E.

Ce problème retient l'attention du Secrétaire d'Etat. Une grande partie du travail et des activités de l'O. B. C. E. ne se prête pas à une répartition sur une base régionale. En fin de compte, il s'avère qu'une répartition linguistique ne pourrait s'appliquer qu'au traitement des dossiers relatifs aux entreprises. Le raisonnement de l'intervenant devrait par conséquent être quelque peu nuancé.

Ce problème est examiné attentivement et des propositions seront formulées en temps opportun sur la base de données précises.

De toute manière, sur le plan des rapports avec l'étranger, la régionalisation de l'O. B. C. E. engendrerait une dispersion des forces et réduirait l'efficacité de son action.

4. Un membre estime que Creditexport et le Copromex ne s'adressent pas suffisamment aux P. M. E., de sorte que les grandes entreprises sont pratiquement les seules à y faire appel.

Le Secrétaire d'Etat souligne que les exportateurs n'entrent pas directement en contact avec les organismes précités. Ce sont en effet les banques qui interviennent en tant qu'intermédiaires.

Si les grandes entreprises font beaucoup plus souvent appel à ces organismes que les petites, c'est probablement en raison de la nature des biens qui sont exportés. En effet, les P. M. E. produisent surtout des biens de consommation, alors que Creditexport et le Copromex interviennent surtout pour les exportations de biens d'équipement, pour lesquelles un délai de paiement de plus de deux ans peut être

Het is uiteraard altijd mogelijk de contacten met die ondernemingen te verbeteren en alle concrete voorstellen ter verbetering van de informatie van en de hulp aan de K. M. O. zullen derhalve aandachtig worden bekeken, zowel wat de middelen als wat de voorstelling en de inhoud ervan betreft.

Ten slotte herinnert de Staatssecretaris eraan dat hij een « Ronde van België voor de uitvoer » ondernomen heeft en dat hij voorlichtingsdagen en -vergaderingen georganiseerd heeft die hoofdzakelijk voor de K. M. O.'s bestemd zijn.

2. Een lid wenst te vernemen of er een redelijke kans bestaat de operationele afdelingen van de B. D. B. H. meer te decentraliseren zodat meer diensten verleend worden aan de K. M. O.'s.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat de operationele diensten van de B. D. B. H. sinds jaren gedeeltelijk zijn gedecentraliseerd naar de exporteurs toe. Uiteraard kan deze gepersonaliseerde dienstverlening steeds verbeterd worden. Dit hangt grotendeels af van de beschikbare effectieven.

Zodra er meer effectieven ter beschikking staan, zullen de gedecentraliseerde diensten ook meer gestoffeerd worden.

Een groot deel van de dienstverlening en vooral van de operationele activiteit van de B. D. B. H. is evenwel op het buitenland gericht zodat de centrale diensten en de antennes in het buitenland ook steeds een belangrijke rol zullen blijven spelen.

3. Een lid betoogt dat 70 % van de Belgische export door Vlaamse firma's wordt verwezenlijkt. Er kan geredelijkerwijze worden aangenomen dat het werkvolume van de B. D. B. H. eenzelfde verhouding kent. De personeelsbezetting is evenwel 52 % Nederlandstaligen en 48 % Frans-taligen. Hierbij rijst de vraag door wie de Vlaamse dossiers worden behandeld. Zou het, in dergelijke omstandigheden, niet beter zijn de B. D. B. H. volledig te regionaliseren ?

De Staatssecretaris is uiteraard met deze problematiek begaan. Een groot gedeelte van het werk en de activiteit van de B. D. B. H. is niet regionaal opdeelbaar. Het zijn uiteindelijk de ondernemingsgebonden dossiers die taalkundig opdeelbaar blijken te zijn. De redenering van de voorgaande spreker dient derhalve enigszins genuanceerd te worden.

Dit probleem wordt aandachtig onderzocht en op grond van duidelijke gegevens zullen te gelegener tijd voorstellen geformuleerd worden.

Hoe dan ook, zou een regionalisering van de B. D. B. H. t.a.v. het buitenland allicht uitmonden op een versnippering van krachten en op minder doeltreffende acties.

4. Een lid is van oordeel dat Creditexport en Copromex niet voldoende K. M. O.-gericht zijn zodat zij vrijwel alleen door de grote ondernemingen worden gebruikt.

De Staatssecretaris onderstreept dat de exporteurs niet in rechtstreeks contact komen met voornoemde instellingen. Het zijn immers de banken die als tussenpersoon optreden.

Zo de grotere ondernemingen veel meer een beroep doen op deze instellingen dan kleinere, dan hangt dit wellicht samen met de aard van de goederen die worden uitgevoerd. Immers, de K. M. O.'s produceren vooral verbruiksgoederen, terwijl Creditexport en Copromex vooral tussenkomsten voor de uitvoer van uitrustingsgoederen, waarvoor betaalingsuitstel van meer dan twee jaar toegestaan kan worden.

accordé. Les P. M. E. qui exportent des biens d'équipement peuvent toutefois faire appel à ces organismes par l'intermédiaire des banques, tout comme les grandes entreprises.

5. Un membre voudrait savoir si, comme les grandes entreprises, les P. M. E. peuvent faire appel au Fonds du Commerce extérieur. Il demande également comment les prêts se répartissent entre les P. M. E. et les grandes entreprises aux niveaux régional et sectoriel.

Le Secrétaire d'Etat confirme que le Fonds accorde régulièrement des prêts aux P. M. E. Celles-ci peuvent d'ailleurs bénéficier d'un encadrement pour l'établissement des demandes.

En 1983, des interventions à charge du Fonds du Commerce extérieur ont été accordées, sous forme de prêts, à 297 P. M. E. pour un montant total de 69 991 048 F.

6. Un membre estime que les P. M. E. devraient être mieux encadrées dans leurs efforts en matière d'exportations. Il suggère de faire appel à de jeunes diplômés sans travail pour les assister.

Le Secrétaire d'Etat a déjà pris des dispositions pour aider les P. M. E. à surmonter leur crainte de se lancer dans l'exportation et pour les assister de manière pratique et pragmatique.

Il estime par ailleurs qu'il est préférable de mettre à la disposition des P. M. E. des experts routinés en matière d'exportations plutôt que des jeunes gens sans expérience.

Dans ce contexte, l'O. B. C. E. poursuivra ses efforts en faveur des P. M. E.

Dans le cadre de cette discussion, un membre souligne la nécessité de prévoir des stages pour les jeunes en matière de commerce extérieur et, d'autre part, il fait valoir comme l'orateur précédent, l'opportunité de mettre des jeunes universitaires à la disposition des P. M. E.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que chaque année 20 à 30 universitaires bénéficient du «Prix du Ministère du Commerce extérieur» qui leur permet d'acquérir une formation pratique à l'étranger.

Il rappelle en outre l'initiative qui a été prise à l'époque en vue de favoriser, avec l'intervention du Fonds du Commerce extérieur, la création ou le développement d'une cellule exportation dans les P. M. E. qui le souhaiteraient.

E. La répartition géographique de nos exportations

1. Un membre se demande ce que recouvre encore la notion de commerce extérieur. Les relations commerciales entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg ressortissent-elles encore au commerce extérieur? Les ventes de produits belges et luxembourgeois aux Pays-Bas constituent-elles encore des exportations? Enfin, peut-on encore qualifier de commerce extérieur les échanges commerciaux intereuropéens?

Le fait d'exclure ces trois courants commerciaux de la notion de commerce extérieur placerait nos chiffres d'exportations dans une tout autre perspective.

Le Secrétaire d'Etat rappelle que la Belgique et le Luxembourg constituent une union économique depuis 1921 et que, dès lors, les échanges de biens entre ces deux pays ne sont plus considérés comme relevant du commerce extérieur.

Les échanges de biens et de services entre l'U. E. B. L. et les Pays-Bas et les pays de la C. E. relèvent encore du commerce extérieur. En effet, les caractéristiques des divers marchés restent très différentes et il existe encore d'importantes barrières non tarifaires qui posent de sérieux problèmes à nos exportateurs.

De K. M. O.'s die uitrustingsgoederen uitvoeren kunnen evengoed als grote ondernemingen, via de banken, een beroep doen op deze instellingen.

5. Een lid wenst te weten of de K. M. O.'s, evenals de grote ondernemingen, een beroep kunnen doen op het Fonds voor Buitenlandse Handel en hoe de toegekende leningen, regionaal en sectorieel verdeeld zijn over de K. M. O.'s en de grote ondernemingen.

De Staatssecretaris bevestigt dat het Fonds geregeld leningen toekent aan de K. M. O.'s, die trouwens kunnen begeleid worden bij het opstellen van de aanvraag.

In 1983 werden financiële tegemoetkomingen ten laste van het Fonds voor Buitenlandse Handel onder vorm van leningen toegestaan aan 297 K. M. O.'s voor een totaal bedrag van 69 991 048 F.

6. Volgens een lid moeten de K. M. O.'s beter en meer worden begeleid in hun exportinspanningen en hij pleit ervoor jonge werkloze afgestudeerden in te zetten om de K. M. O.'s bij te staan.

De Staatssecretaris heeft reeds schikkingen genomen om de drempelvrees van de K. M. O.'s t.a.v. de export te helpen overwinnen en hun op een pragmatische en praktische manier behulpzaam te zijn.

Voorts meent hij dat het de voorkeur verdient geen jonge krachten zonder ervaring ter beschikking te stellen van de K. M. O.'s, maar wel geroutineerde exportdeskundigen.

In deze context zal de B. D. B. H. zijn inspanningen t.a.v. de K. M. O.'s blijven verder zetten.

In het raam van die besprekking wijst een lid op de noodzakelijkheid om voor die jongeren in stages op het gebied van de buitenlandse handel te voorzien en evenals de vorige spreker acht hij het geraden om jonge academici ter beschikking van de K. M. O.'s te stellen.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat telkenjare 20 tot 30 universitairen de «Prijs van het Ministerie van Buitenlandse Handel» ontvangen, hetgeen hen in staat stelt een praktische opleiding in het buitenland te volgen.

Bovendien herinnert hij aan het initiatief genomen om, in samenwerking met het Fonds voor Buitenlandse Handel, de oprichting of de ontwikkeling te bevorderen van een exportbureau in de K. M. O.'s die zulks wensen.

E. De geografische spreiding van onze export

1. Een lid vraagt zich af wat eigenlijk nog buitenlandse handel is. Zijn commerciële relaties tussen België en het Groot-Hertogdom Luxemburg nog buitenlandse handel? Is verkoop van Belgische en Luxemburgse produkten in Nederland nog export? Kan ten slotte het inter-europees handelsverkeer nog buitenlandse handel genoemd worden?

Indien deze drie handelsstromen niet meer als buitenlandse handel worden aangemerkt zou zulks de exportcijfers in een heel ander daglicht plaatsen.

De Staatssecretaris herinnert eraan dat België en Luxemburg sedert 1921 een economische unie vormen en dat derhalve de goederenuitwisseling tussen beide Staten niet meer als buitenlandse handel wordt beschouwd.

De goederen en dienstenuitwisselingen tussen de B. L. E. U. en Nederland en de E. G.-landen, is nog steeds buitenlandse handel. Immers, de karakteristieken van de diverse deelmarkten blijven zeer verschillend, terwijl er ook nog belangrijke niet-tarifaire barrières bestaan die als bijzonder grote moeilijkheden ervaren worden door onze exporteurs.

Toutefois, même si l'on accorde la préférence aux échanges intereuropéens, les disparités et les difficultés subsistent, alors que ces marchés continuent à revêtir une très grande importance pour nos exportateurs et l'économie belge.

2. Un membre formule un certain nombre d'observations au sujet de l'interdépendance à l'égard des pays en voie de développement et demande si cette notion correspond à la réalité.

Le Secrétaire d'Etat déclare que, quelque difficile que soit la situation de certains pays en voie de développement, ce grand groupe de pays est et restera important pour le développement économique international, en particulier pour le commerce international ainsi que pour la diversification de notre commerce extérieur.

L'interdépendance est une notion non pas théorique, mais concrète, qui est surtout importante pour certains secteurs de l'économie belge, notamment pour les bureaux d'étude et d'ingénierie, les firmes d'entreprises de travaux, les sociétés spécialisées dans l'exécution de travaux d'infrastructure, les producteurs de matériel de transport et les fabricants de matériels divers et de biens d'équipement.

Nous devons donc continuer à nous intéresser aux pays en voie de développement qui se trouvent aujourd'hui dans une situation plus difficile mais qui conservent néanmoins suffisamment de perspectives d'avenir.

3. Un membre demande des précisions concernant l'endettement envers les entreprises belges d'un nombre croissant de pays connaissant de graves problèmes financiers. Envisage-t-on d'allouer des crédits de soudure ?

Le Secrétaire d'Etat renvoie aux chiffres qui ont été communiqués fin 1983 sur l'endettement des pays en voie de développement envers les entreprises belges : celui-ci s'élevait à 887,3 milliards de F, dont pas moins d'un quart, soit 228,2 milliards de F, pour l'Amérique latine.

4. Le nombre de pays solvables, et par conséquent de marchés potentiels, diminue sans cesse. La Belgique se verra dès lors dans l'obligation de se tourner vers les nouveaux pays industrialisés, qui ont d'ailleurs un grand besoin de savoir-faire.

Nous devons préparer dès à présent notre place sur ces marchés. Un membre déplore que, contrairement à ses prédécesseurs, le responsable actuel du Commerce extérieur n'ait pas fait état, dans son exposé introductif, de sa volonté de s'employer à cette fin.

Le Secrétaire d'Etat confirme qu'il existe encore plusieurs marchés intéressants dans les nouveaux pays industrialisés.

Quoi qu'il en soit, le problème de la solvabilité de certains pays en voie de développement est posé. Ce problème dépasse les possibilités d'intervention de notre pays. Il faut prendre des mesures au niveau international pour rétablir la solvabilité d'un grand nombre de pays. Les discussions consacrées à ce problème n'ont pas encore donné des résultats concrets.

5. Un membre aimerait avoir des précisions sur les possibilités de vente offertes par des pays d'Extrême-Orient, en particulier la Chine et des efforts entrepris par la Belgique à cet égard.

Le Secrétaire d'Etat souligne qu'il existe effectivement des débouchés appréciables pour des produits belges dans cette partie du monde.

Les pays du Sud-Est asiatique, ainsi que le Japon offrent des débouchés appréciables pour des biens de consommation et des biens d'équipement.

Maar zelfs indien men de voorkeur geeft aan inter-europees verkeer dan blijven de dispariteiten en de moeilijkheden toch bestaan, terwijl deze markten nog steeds zeer belangrijk blijven voor onze exporteurs en de Belgische economie.

2. Een lid formuleert een aantal bedenkingen i.v.m. de interdependentie t.a.v. ontwikkelingslanden en vraagt of deze notie met de werkelijkheid strookt.

De Staatssecretaris verklaart dat hoe benard de toestand van sommige ontwikkelingslanden ook moge zijn, deze grote groep landen belangrijk is en zal blijven voor de internationale economische ontwikkeling, bijzonder voor de internationale handel, evenals voor de diversificatie van onze buitenlandse handel.

Interdependentie is geen theoretische notie, maar een concreet begrip dat vooral belangrijk is voor bepaalde sectoren van de Belgische economie, o.m. de studie- en engineeringsbureaus, de aannemingsbedrijven, ondernehmen voor infrastructuurwerken, producten van vervoermaterieel en fabrikanten van divers materieel en van uitrustingsgoederen.

Wij moeten dus oog blijven hebben voor de ontwikkelingslanden die het vandaag minder goed stellen maar die toch voldoende toekomstmogelijkheden behouden.

3. Een lid vraagt inlichtingen betreffende de schuldenlast t.a.v. het Belgisch bedrijfsleven van een groeiend aantal landen die zware financiële problemen hebben. Wordt er gedacht aan overbruggingskredieten ?

De Staatssecretaris verwijst naar de cijfers die eind 1983 werden bekendgemaakt omtrent de schuldenlast van de ontwikkelingslanden t.a.v. het Belgisch bedrijfsleven : deze bedroeg 887,3 miljard B. F., waarvan niet minder dan een vierde, of 228,2 miljard B. F. voor rekening van Latijns-Amerika.

4. Het aantal kredietwaardige landen én dus potentiële exportmarkten, daalt voortdurend. België zal dus genoodzaakt zijn zich tot de nieuwe geïndustrialiseerde landen te richten die trouwens een grote behoefte hebben aan know-how.

Wij moeten daar nu onze toekomstige plaats voorbereiden. Een lid betreurt dat de huidige beleidsverantwoordelijke, in tegenstelling tot zijn voorgangers, deze bedoeling niet uitdrukkelijk verwoord heeft in zijn inleidende uiteenzetting.

De Staatssecretaris beaamt dat er onder de nieuwe geïndustrialiseerde landen nog meerdere interessante markten overblijven.

Hoe dan ook is het probleem van de kredietwaardigheid van diverse ontwikkelingslanden gesteld. Dit probleem overtreft de interventiemogelijkheden van ons land. Er dienen maatregelen genomen op internationaal vlak om de kredietwaardigheid van vele landen opnieuw te verzekeren. De besprekingen die daarover gevoerd worden leverden tot nog toe geen concrete resultaten op.

5. Een lid vraagt om opheldering omtrent de verkoopmogelijkheden in de landen van het Verre Oosten en inzonderheid in China, alsmede omtrent de inspanningen die België op dat gebied levert.

De Staatssecretaris wijst erop dat er in dat deel van de wereld inderdaad interessante afzetgebieden voor Belgische produkten vorhanden zijn.

De landen van Zuid-Oost Azië en Japan vormen goede afzetmogelijkheden voor verbruiksgoederen en uitrustingsgoederen.

A Singapour, en Malaisie et en Thailande, ces possibilités se situent plus particulièrement dans les domaines des bureaux d'études et d'ingénierie de la construction, ainsi que pour une gamme assez large de projets clé sur porte (transports et énergie).

En Chine, les débouchés se situent surtout dans les secteurs de l'extraction charbonnière, de la chimie, de l'énergie, des télécommunications, de l'agro-industrie, de la production d'huile alimentaire, de l'industrie du verre, des machines textiles, de la production de moteurs diesel pour bateaux, de l'industrie des non-ferreux, des tours de refroidissement de centrales électriques et des grues portuaires.

6. Un membre demande si nos efforts dans le domaine de l'exportation sont réellement axés sur tous les pays industrialisés. Il estime que l'on ne s'intéresse pas assez au Canada, qui représente un marché aux possibilités énormes et qui cherche à se rapprocher de l'Europe pour s'arracher à l'emprise économique des Etats-Unis. Il s'agit en outre d'un pays solvable et potentiellement très riche.

D'impressionnantes projets de développement sont entrepris dans le Nord du Canada.

Les entreprises belges semblent ne pas toujours saisir toutes les occasions qui leur sont offertes, notamment en matière de construction navale. L'O. B. C. E. ne devrait-il pas informer les petites entreprises des possibilités de débouchés dont elles ignorent l'existence?

Selon le membre, cela prouve que le Gouvernement ne doit pas se limiter à encourager, soutenir et encadrer les exportations.

Le Secrétaire d'Etat estime que, comme le montrent les chiffres ci-après, les relations commerciales entre l'U. E. B. L. et le Canada offrent encore de nombreuses possibilités de développement:

Importations

millions de F. B.		pourcentage du total		17 ^e rang
1981	1982	1981	1982	
—	—	—	—	
19 822	18 582	0,90	0,70	

Exportations

millions de F. B.		pourcentage du total		27 ^e rang
1981	1982	1981	1982	
—	—	—	—	
8 983	9 144	0,44	0,38	

Il semble que nos chefs d'entreprise, malgré des campagnes d'information répétées organisées tant par les pouvoirs publics que par le secteur privé (par exemple, les actions de la Chambre de commerce Belgique-Luxembourg-Canada) hésitent encore à exploiter ces possibilités.

En 1983, l'O. B. C. E. a organisé trois journées de rencontre au Canada, auxquelles une cinquantaine de firmes au total ont participé, la plupart d'ailleurs pour la première fois.

En Belgique également, une journée d'information (« Canada, your businesspartner ») a été organisée en collaboration avec la Chambre de commerce précitée.

Malgré les difficultés économiques du Canada, l'O. B. C. E. envisage d'entreprendre les actions suivantes:

In Singapoer, Maleisië en Thailand liggen die mogelijkheden vooral op het gebied van de studie- en engineeringbureaus voor de bouwnijverheid terwijl daar ook een aantal « sleutel-op-de-deurprojecten » (vervoer en energie) kunnen worden gerealiseerd.

In China liggen de afzetmogelijkheden vooral in de sectoren steenkolenwinning, chemie, energie, telecommunicatie, agro-industrie, produktie van olie voor huishoudelijk gebruik, glasindustrie, textielmachines, dieselmotoren voor schepen, non-ferro-metalen, koeltorens voor elektrische centrales en havenkranen.

6. Een lid vraagt of onze exportinspanningen wel degelijk gericht zijn op alle geïndustrialiseerde landen. Hij meent dat niet voldoende aandacht wordt besteed aan Canada, een markt met enorme mogelijkheden, die toonaarderig zoekt met Europa om zich uit de economische ban van de Verenigde Staten los te werken. Het betreft hier een land dat over goede betalingsmogelijkheden beschikt en bovendien potentieel zeer rijk is.

In het Canadese Noorden worden indrukwekkende ontwikkelingsprojecten opgezet.

De Belgische ondernemingen blijken bepaalde mogelijkheden niet te baat te nemen, ondermeer wat betreft de scheepsbouw. Is er hier geen taak voor de B. D. B. H. om vooral de kleine ondernemingen, die niet op de hoogte zijn van de geboden afzetmogelijkheden, de gewenste voorlichting te geven?

Volgens spreker bewijst de hier geschetste toestand dat de overheid er zich niet mag toe beperken de uitvoer alleen maar aan te moedigen, te steunen en te begeleiden.

Volgens de Staatssecretaris bieden de handelsbetrekkingen tussen de B. L. E. U. en Canada, zoals uit de volgende cijfers blijkt, nog veel mogelijkheden voor uitbreiding:

Invoer

miljoen B. F.		% van het totaal		17 ^e plaats
1981	1982	1981	1982	
—	—	—	—	
19 822	18 582	0,90	0,70	

Uitvoer

miljoen B. F.		% van het totaal		27 ^e plaats
1981	1982	1981	1982	
—	—	—	—	
8 983	9 144	0,44	0,38	

Blijkbaar bestaat er bij onze zakenlui, ondanks herhaalde informatiecampagnes zowel van openbare als privé-zijde (o.m. de acties van de Kamer van Koophandel België-Luxemburg-Canada), nog een zekere drempelvrees.

In de loop van 1983 werden door de B. D. B. H. drie trefdagen in Canada georganiseerd, waaraan in totaal een vijftigtal firma's hebben deelgenomen, de meeste trouwens voor de eerste keer.

Ook werd in ons land een informatiedag « Canada, your businesspartner » gehouden in samenwerking met voorbeeldige Kamer van Koophandel.

Niettegenstaande de economische moeilijkheden van Canada worden door de B. D. B. H. volgende acties overwo-

une mission de prospection et des journées de rencontre pour le secteur de l'alimentation, en collaboration avec B. L. E. N. A., et une mission pour le secteur textile, qui se rendra dans plusieurs villes canadiennes. L'O. B. C. E. prêtera également son concours à une mission organisée par la Chambre de commerce Belgique-Luxembourg-Canada.

F. Les exportations de services

Un membre demande quelles sont les mesures prises en vue d'encourager l'exportation de technologie et de savoir-faire et s'il y a concertation en la matière entre les responsables du Commerce extérieur et ceux de la Politique scientifique. Les pouvoirs publics contribueraient-ils au transfert de technologie?

Le Secrétaire d'Etat attire l'attention sur la part importante que nos bureaux d'étude et d'ingénierie prennent dans nos exportations. Il est évident que les exportations de technologie et de savoir-faire revêtent une importance de plus en plus grande pour notre pays. Des contacts ont lieu en ce domaine entre le département du Commerce extérieur et celui de la Politique scientifique.

Il convient toutefois de souligner que les exportations de services, de technologie et de savoir-faire doivent essentiellement être réalisées par les entreprises elles-mêmes. Il est évident que tout l'éventail des techniques de promotion des exportations est également à la disposition des exportateurs belges de savoir-faire.

A la question relative à l'importance et à l'évolution des exportations belges de services, le Secrétaire d'Etat répond qu'il est difficile d'obtenir rapidement des chiffres précis à ce sujet; il s'agit sans doute de quelques dizaines de milliards de francs belges.

A la suite de l'évolution des techniques et compte tenu des besoins des pays en voie de développement, nos exportations de services continueront à se diversifier et connaîtront une croissance appréciable, d'autant plus que notre industrie peut se prévaloir d'une grande expérience et d'un acquis important en matière de technologie, de savoir-faire et de connaissance des procédés de fabrication.

G. Les opérations de compensation

De plus en plus de pays ne sont désormais disposés à commercer qu'à condition qu'ils puissent payer leurs importations au moyen de leurs propres produits. Plusieurs membres demandent quel est le volume exact de ces opérations et réclament une meilleure coordination entre les organismes concernés (Commerce extérieur, Affaires économiques, Office du ducroire, Service des contingents et licences). Ils voudraient enfin savoir quel rôle les « trading houses » existantes peuvent jouer dans les opérations de compensation.

Il est exact, selon le Secrétaire d'Etat, que le commerce de compensation, qui réapparaît surtout lors des cycles économiques dépressifs, prend une importance nouvelle dans les relations Est-Ouest, Nord-Sud ou Sud-Sud.

L'O. C. D. E. estime qu'en 1983 ce commerce aurait représenté quelque 4,8 % du commerce mondial.

Quoique le chiffre soit impossible à fixer, ce phénomène constitue une composante du commerce international.

A l'instar de ce qui se fait au GATT et à l'O. C. D. E., le Secrétaire d'Etat a fait une étude exhaustive de la compensation. Cette étude sera terminée en avril 1984.

gen: een prospectiezending en tredagen voor voedingswaren, in samenwerking met B. L. E. N. A., en een textielmissie die verscheidene Canadese steden zal bezoeven. De B. D. B. H. zal ook zijn medewerking verlenen aan een zending ingericht door de Kamer van Koophandel België-Luxemburg-Canada.

F. Export van diensten

Een lid wenst te weten op welke wijze de export van technologie en know-how aangemoedigd wordt en of er terzake overleg plaatsheeft tussen de beleidsverantwoordelijken van Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid. Worden er van overheidswege financiële middelen ter beschikking gesteld voor de overdracht van technologie?

De Staatssecretaris vestigt de aandacht op de belangrijke bijdrage van onze studie- en engineeringsbureaus in het exportgebeuren. Het hoeft geen betoog dat voor ons land de uitvoer van technologie en know-how aan belang wint. Er zijn terzake kontakten tussen Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid.

Er dient evenwel onderstreept dat de export van diensten, technologie en know-how, hoofdzakelijk door de ondernemingen zelf moet gebeuren. Het is duidelijk dat de hele waaijer van exportbevorderende mogelijkheden ook ter beschikking is van de Belgische exporteurs van know-how.

Op de vraag naar de belangrijkheid en de evolutie van de Belgische dienstenexport, antwoordt de Staatssecretaris dat het niet makkelijk is in een korte tijdspanne daarover precies cijfers te verzamelen; wellicht gaat het om enkele tientallen miljarden Belgische franken.

Rekening houdend met de evolutie van de technieken en met de behoeften van de ontwikkelingslanden zal het dienstenexportpakket zich verder diversificeren en in niet onbelangrijke mate toenemen, temeer daar onze industrie heel wat technologie, know-how, procédékennis en ervaring aan te bieden heeft.

G. Compensatieverrichtingen

Een stijgend aantal landen wensen nog slechts handel te drijven op voorwaarde dat zij hun import kunnen betalen met eigen produkten. Dergelijke compensatieverrichtingen vergen doorgaans heelwat ervaring. Meerdere leden vragen welke de preciese omvang is van deze verrichtingen en pleiten voor een betere coördinatie onder de betrokken instellingen: Buitenlandse Handel, Economische Zaken, Delcredere, Dienst contingents en vergunningen. Tenslotte wensen zij te weten welke rol de bestaande « trading houses » in de compensatieverrichtingen kunnen spelen.

Volgens de Staatssecretaris is het juist dat de compensatiehandel die kernmerkend is voor perioden van laag conjonctuur, opnieuw van belang wordt voor de Oost-West-, Noord-Zuid- of Zuid-Zuidbetrekkingen.

De B. D. B. H. schat dat die handel in 1983 circa 4,8 % van de wereldhandel vertegenwoordigde.

Ofschoon de juiste bedragen niet kunnen worden bepaald, lijdt het nochtans geen twijfel dat dit verschijnsel een essentieel bestanddeel van de internationale handel vormt.

Naar het voorbeeld van wat bij de GATT en bij de B. D. B. H. gedaan wordt, heeft de Staatssecretaris een gedetailleerde studie van de compensatieverrichtingen gemaakt: die studie zal in april 1984 voltooid zijn.

On ne dispose en ce moment pour la Belgique d'aucun chiffre précis à ce sujet. En effet, il n'existe pas de statistiques par transaction d'exportation ni par projet.

Quelles que soient l'importance et la nécessité des opérations de compensation quand il s'agit de conclure certains contrats, il convient néanmoins de souligner que ces transactions restent marginales par rapport à l'ensemble de nos activités d'exportation et qu'elles n'exercent pas d'influence notable sur celles-ci.

Les « trading houses » jouent un rôle de plus en plus grand dans nos exportations. Outre qu'elles interviennent dans les opérations de compensation, elles s'occupent surtout de réaliser des opérations d'exportation pour les entreprises (surtout des P. M. E.) qui ne sont pas en mesure de s'introduire sur les marchés étrangers, de pénétrer des marchés lointains et/ou difficiles, de réaliser certaines transactions spéciales et d'assurer la présence belge sur les marchés étrangers par la création de bureaux permanents à l'étranger ou par une présence régulière sur certains marchés.

La politique des pouvoirs publics vise par conséquent à appuyer tout particulièrement les efforts des « trading houses ».

H. Les « product boards » et les labels

1. Un membre souligne les excellentes chances de promotion offertes par la création de « product boards » (citons notamment l'*« endive board »* qui est chargé de l'écoulement de la chicorée witloof aux Etats-Unis).

Il demande s'il y a déjà eu des interventions financières pour le « product board » de la bière, qui lancerait le label « Belgian beer ».

Le Secrétaire d'Etat reconnaît l'utilité de semblables initiatives et rappelle que des interventions ont déjà eu lieu pour le lin. Pour les bières spéciales fabriquées en Belgique, il existe un vaste marché à l'étranger, notamment aux Etats-Unis. D'ailleurs, une action sera organisée sous peu afin d'introduire ces bières sur le marché américain.

Le 3 octobre 1983, l'association « Belgian Traditional Brewers Marketing Board » a introduit une demande de principe pour obtenir une intervention financière du Fonds du commerce extérieur dans le coût de la promotion des exportations aux Etats-Unis.

Le 28 octobre 1983, tous les renseignements pratiques en vue de l'introduction d'un dossier complet ont été communiqués au gérant. Ce dossier devrait être transmis prochainement.

2. Citant l'exemple des Pays-Bas, où le label d'une partie du pays (*« Holland »*) est assez souvent utilisé pour promouvoir la production de l'ensemble du pays, un membre demande si l'on ne pourrait pas envisager d'appliquer une formule semblable dans notre pays (par exemple en créant le *« Flemish label »*).

D'après le Secrétaire d'Etat, la prudence est de rigueur en ce qui concerne l'utilisation de « labels ». Ceux-ci peuvent avoir un effet contraire à celui escompté, dans la mesure où un seul produit de mauvaise qualité peut compromettre la vente de tous les autres produits. Pour vendre, il n'est en outre pas toujours souhaitable de mentionner le pays d'origine.

Dans le cadre des expositions, semaines commerciales ou foires annuelles à l'étranger, l'O. C. B. E. utilise depuis des années le logo comportant la *« flèche B »*, qui est aussi employé notamment par l'O. N. D. A. H. pour ses campagnes promotionnelles à l'étranger, afin de permettre une certaine identification des produits.

Er zijn op dit ogenblik, ook voor België, geen precieze cijfers beschikbaar daar wij over geen statistieken per exporttransactie of per project beschikken.

Hoe belangrijk en noodzakelijk compensatieverrichtingen ook kunnen zijn voor het sluiten van bepaalde contracten, toch dient onderstreept dat deze transacties marginaal blijven in het geheel van onze exporttransacties en deze niet merkbaar beïnvloeden.

De « trading houses » vormen een meer en meer belangrijke schakel in ons exportgebeuren. De « trading houses » houden zich naast compensatieverrichtingen vooral bezig met het realiseren van exportoperaties voor ondernemingen die de vreemde markten niet aankunnen, vooral K. M. O.'s, het doordringen op verre en/of moeilijke markten, het verwezenlijken van speciale transacties en het verzekeren van een Belgische aanwezigheid, door de oprichting van permanente bureaus in het buitenland of door een geregelde aanwezigheid op bepaalde markten.

Derhalve is het overheidsbeleid erop gericht de inspanningen van de « trading houses » bijzonder te steunen.

H. Product boards en labels

1. Een lid verwijst naar de uitstekende promotiekansen geboden door het oprichten van « product boards » (cfr. de bestaande *« endive board »* die instaat voor de afzet van witloof in de Verenigde Staten).

Hij vraagt of er reeds financiële tussenkomsten zijn geweest voor de « product board » van het bier, dat de label « Belgian beer » zou lanceren.

De Staatssecretaris erkent het nut van dergelijke initiatieven. Hij herinnert eraan dat dit ook reeds gebeurde voor het vlas. Voor de speciale Belgische biersoorten bestaat er een ruime markt in het buitenland o.m. in de Verenigde Staten. Er zal trouwens binnenkort een actie gevoerd worden om speciale Belgische bieren op de V. S. A.-markt te introduceren.

Door de vereniging « Belgian Traditional Brewers Marketing Board » werd op 3 oktober 1983 een principe-aanvraag ingediend voor financiële tegemoetkoming van het Fonds voor Buitenlandse Handel in de kosten van een exportpromotie in de V. S. A.

Op 28 oktober 1983 werden aan de zaakvoerder alle praktische inlichtingen verschaft voor het indienen van een volledig dossier. Dit wordt eerstdaags verwacht.

2. Verwijzend naar Nederland, waar de label van een deel van het land *« Holland »* nogal eens wordt gebruikt om de produktie van het hele land te promoveren, vraagt een lid of een dergelijke formule (bv. via de *« Flemish label »*) in ons land kan overwogen worden.

Volgens de Staatssecretaris is voorzichtigheid geboden bij het aanwenden van « labels ». Dit kan een tweesijdend zwaard zijn want één slecht produkt kan het krediet van alle andere in het gedrang brengen. Ook is het niet altijd wenselijk, wil men kunnen verkopen, te verwijzen naar het land van oorsprong.

In het kader van tentoonstellingen, handelsweken of jaarbeurzen in het buitenland gebruikt de B. D. B. H. sedert jaren het logo met de *« pijl-B »*, dat onder meer ook door de N. D. A. L. T. P. wordt aangewend voor zijn promotiecampagnes in het buitenland, om een bepaalde produktidentificatie te bekomen.

I. Les opérations de transit

Un membre demande des informations au sujet du volume et de l'incidence économique des opérations de transit, ainsi qu'une répartition de ces opérations en fonction du moyen de transport utilisé (transport par mer, transport fluvial, transport par fer, par route et par air).

Le Secrétaire d'Etat souligne l'importance des opérations de transit pour notre économie ainsi que pour les diverses entreprises de service et de transport, comme par exemple le port d'Anvers et la Sabena.

Les services du Commerce extérieur ne disposent que de statistiques relatives au transit avec transbordement; ils ne possèdent pas de statistiques relatives au transit direct.

Le tableau ci-dessous reprend les chiffres relatifs au transit entrant et sortant avec transbordement pour l'année 1982. Les chiffres définitifs pour 1983 ne sont pas encore disponibles.

I. Transitverrichtingen

Een lid vraagt inlichtingen over het volume en het economisch effect van de transitverrichtingen, alsmede een indeling n.g.v. het gebruikte vervoermiddel (zeevervoer, bin-nenscheepvaart, spoor, weg- en luchtvervoer).

Wat de transitverrichtingen betreft deelt de Staatssecretaris mede dat ze belangrijk zijn en blijven voor onze economie, alsmede voor de diverse dienstverlenende en vervoerondernemingen, zoals bv. de haven van Antwerpen en Sabena.

De diensten van Buitenlandse Handel beschikken alleen over de statistieken betreffende de doorvoer met overlading maar niet betreffende de directe transit.

Hieronder volgt de tabel met de cijfers over de ingaande en uitgaande doorvoer met overlading voor het jaar 1982. Voor 1983 zijn nog geen volledige jaarcijfers beschikbaar.

*Transit entrant avec transbordement
(poids brut en milliers de tonnes,
excepté le transport aérien)*

	Mer Zee	Rail Spoorweg	Canaux et fleuves		Autres modes de transports (principalement pipelines)	Total Totaal		
			Kanalen en rivieren					
			Sauf Rhin	Rhin (en tonnes)				
			— Andere dan Rijnvaart	— Rijnvaart (in ton)				
1982	21 254	2 651	756	4 837	29 536	4 657		
					1 811	35 995		

*Ingaande doorvoer met overlading
(bruto-gewicht in duizend ton,
behalve luchtvervoer)*

<i>Transit sortant avec transbordement</i>			<i>Uitgaande doorvoer met overlading</i>				
1982	18 334	2 831	3 445	5 308	56 984	5 179	8 041

III. — VOTES

Les crédits afférents au Commerce extérieur, prévus au budget pour 1984, sont votés par 14 voix contre 2.

Les Rapporteurs,

L. BRIL
E. BOCKSTAL

Le Président,

F. GROOTJANS

III. — STEMMINGEN

De kredieten betreffende de buitenlandse handel, uitgetrokken op de begroting voor 1984, worden aangenomen met 14 tegen 2 stemmen.

De Rapporteurs,

L. BRIL
E. BOCKSTAL

De Voorzitter,

F. GROOTJANS

ANNEXE I

BIJLAGE I

Consuls honoraires de Belgique

	Residence Standplaats
Aalborg	Danemark. — Denemarken
Aarhus	Danemark. — Denemarken
Accra	Ghana
Agadir	Maroc. — Marokko
Aix-la-Chapelle. — Aken	Allemagne. — Duitsland
Alep (C. G.)	Syrie. — Syrië
Alexandrie. — Alexandrie	Egypte
Alicante	Espanje. — Spanje
Amsterdam	Pays-Bas. — Nederland
Anchorage	Alaska
Ancone	Italië. — Italië
Antofagasta	Chili
Arequipa	Pérou. — Peru
Auckland	Nouvelle-Zélande. — Nieuw-Zeeland
Bahia Blanca	Argentine. — Argentinië
Bale. — Bazel	Suisse. — Zwitserland
Baltimore	Etats-Unis. — Verenigde Staten
Bamako	Mali
Bangui	République centrafricaine. — Centraal-Afrikaanse Republiek
Banjul	Gambie. — Gambië
Bari	Italië. — Italië
Barranquilla	Colombie. — Colombia
Bastia	Corse. — Corsica
Beira	Mozambique
Belem do Para (ff/wnd)	Brésil. — Brazilië
Belfast	Ierland. — Ierland
Belize	Belize
Belo Horizonte	Brasil. — Brazilië
Bergen	Norvège. — Noorwegen
Besançon	France. — Frankrijk
Bilbao	Espagne. — Spanje
Bissau	Guinée-Bissau. — Guinea-Bissau
Blantyre	Malawi
Bologne. — Bologna	Italië. — Italië
Bordeaux	France. — Frankrijk
Boston	Etats-Unis. — Verenigde Staten
Bradford	Grande-Bretagne. — Groot-Brittannië
Breda	Pays-Bas. — Nederland
Brême. — Brem	Allemagne. — Duitsland
Brest	France. — Frankrijk
Bridgetown, ff/wnd	Barbade. — Barbados
Brisbane	Australie. — Australië
Bristol	Grande-Bretagne. — Groot-Brittannië
Cadix	Espagne. — Spanje
Caen	France. — Frankrijk
Cagliari	Italië. — Italië
Calcutta (C. G.)	Inde. — India
Calgary	Canada
Cali (ff/wnd)	Colombie. — Colombia
Cardiff	Grande-Bretagne. — Groot-Brittannië
Carthagène. — Carthagene	Colombie. — Colombia
Carthagène. (V. C. — Cartagena V. C.)	Espagne. — Spanje
Castres	France. — Frankrijk
Catane	Italië. — Italië
Cayenne	Guyane. — Guyana
Cebu. — Cebu	Filippines. — Filippijnen
Ceuta (agent consulaire). — (consulair agent	
Charleville-Mézières. — Christchurch	France. — Frankrijk
Ciudad Bolívar	Nouvelle-Zélande. — Nieuw-Zeeland
Ciudad Juarez	Venezuela
Cleveland	Mexique. — Mexico
	Etats-Unis. — Verenigde Staten

Ere-consuls van België

	Nom Naam	Nationalite Nationaliteit
Glinvad P.	Danoise. — Deense	
Salling-Petersen S.	Danoise. — Deense	
Djamsou E.	Ghaneeenne. — Ghana	
Osstyn J.	Belge. — Belgische	
Von Wittgenstein-Talbot (Mme/Mevr.)	Allemande. — Duitse	
Poche A.	Syrienne. — Syrische	
El Dib M.	Egyptienne. — Egyptische	
Puche Garrido J. A.	Espagnole. — Spaanse	
Werner W.	Neerlandaise. — Nederlandse	
Brady C. F.	Americaine. — Amerikaanse	
Cagnoni G.	Italiene. — Italiaanse	
Laclabere M.	Chilienne-Française. — Chileense-Franse	
Munoz-Najar y Cosini M.	Peruvienne. — Peruviaanse	
Baragwanath W.	Néo-zelandaise. — Nieuwzeelandse	
Ventimiglia M.	Argentine. — Argentijse	
Von Goldschmidt-Rothschild A.	Suisse. — Zwitserse	
Connor P. F.	Americaine. — Amerikaanse	
Souccas J.	Française/Libyenne. — Franse/Libische	
Verbic G.	Française. — Franse	
Bergé H.	Française. — Franse	
Panaro S.	Italiene. — Italiaanse	
Ruiseco-Vieira J.	Colombienne. — Colombiaanse	
Pelissier R.	Française. — Franse	
Verschaeren M.	Belge. — Belgische	
Rocha F.	Bresiliennes. — Braziliaanse	
Cooke A. E.	Britannique. — Britse	
Gegg E.	Britannique. — Britse	
Reinesch N.	Luxembourgeoise. — Luxemburgse	
Namtvedt P.	Norvegienne. — Noorse	
Fleury G.	Française. — Franse	
Lagniaux P.	Belge. — Belgische	
Turpin E.	Guinéenne. — Guinese	
Stevens J.	Britannique. — Britse	
Serra Zanetti A.	Italiene. — Italiaanse	
Fournier D.	Française. — Franse	
Estin H.	Americaine. — Amerikaanse	
Bailly G.	Britannique. — Britse	
Wiegerink H.	Nederlandse. — Nederlandse	
Grobien M.	Allemande. — Duitse	
Grouselle Y.	Française. — Franse	
Koves-Bolland M. (Mme/Mevr.)	Belge. — Belgische	
Naylor E. P.	Australienne. — Australische	
Ashmead P. F.	Britannique. — Britse	
De Clerck J.	Belge. — Belgische	
Vermughen M.	Française. — Franse	
Dore C.	Italiene. — Italiaanse	
Singh Roy S. K.	Indienne. — Indiaanse	
Baugh J. E.	Canadienne. — Canadese	
Arboleda A.	Colombienne. — Colombiaanse	
Reed J. H.	Britannique. — Britse	
Lequerica-Vergara G.	Colombienne. — Colombiaanse	
Pedreno Munoz Delgado J.	Espagnole. — Spaanse	
Mullens G.	Française. — Franse	
Rosolia M.	Neo-Zelandaise. — Nieuw-Zelandse	
Magnan P.	Vénézuelienne. — Venezulaanse	
Benedicto F. L.	Mexicaine. — Mexicaanse	
Jorro Sainz de Rozas V. J.	Americaine. — Amerikaanse	
Moreaux J. C.		
Maddren J. R.		
Boccardo A.		
Enriquez Savignac M.		
Miller I.		

ANNEXE I (suite)

Residence	Nom
Standplaats	Naam
Cologne. — Keulen	Alemanie. — Duitsland
Colombo	Sri Lanka
Colon	Panama
Comodoro Rivadavia	Argentine. — Argentinië
Conakry	Guinée. — Guinea
Conception	Chili
Cordoba	Argentine. — Argentinië
Corfou	Grèce. — Griekenland
Cork	Ierland. — Ierland
Cotonou	Bénin. — Benin
Curitiba (ff/wnd)	Brésil. — Brazilië
Cuzco	Perou. — Peru
Dakar (V.C. sans poste/V.C. zonder post)	Sénégal. — Senegal
Dallas	Etats-Unis. — Verenigde Staten
Denver	Etats-Unis. — Verenigde Staten
Des Moines	Etats-Unis. — Verenigde Staten
Detroit (ff/wnd)	Etats-Unis. — Verenigde Staten
Dijon	France. — Frankrijk
Djibouti (C.G.)	Djibouti
Douala	Cameroun. — Kameroen
Douvres. — Dover	Grande-Bretagne. — Groot- Britannië
Dubai	Emiraten arabes unis. — Verenigde Arabische Emiraten
Dunkerke. — Duinkerke	France. — Frankrijk
Durban	République sud-africaine. — Republiek van Zuid-Afrika
East London	République sud-africaine. — Republiek van Zuid-Afrika
Edinbourg. — Edinburg	Grande-Bretagne. — Groot- Britannië
Edmonton	Canada.
El Paso	Etats-Unis. — Verenigde Staten
Eshberg	Danemark. — Denemarken
Flessingue. — Vlissingen (ff/wnd)	Pays-Bas. — Nederland
Florence	Italie. — Italië
Fortaleza	Bresil. — Brazilië
Fort-de-France	Martinique
Freetown (ff/wnd)	Sierra Leone
Fukuoka	Japon. — Japan
Funchal	Portugal
Gaborone	Botswana
Galway	Irlande. — Ierland
Gênes. — Genua	Italie. — Italië
Georgetown	Guyana
Gérone. — Geronia	Espagne. — Spanje
Gibraltar	Gibraltar
Glasgow	Grande-Bretagne. — Groot- Britannië
Göteborg	Suede. — Sweden
Graz	Autriche. — Oostenrijk
Grenade. — Grenada	Espagne. — Spanje
Groningen	Pays-Bas. — Nederland
Guadalajara (C. G.)	Mexique. — Mexico
Guayaquil	Equateur. — Ecuador
Haderslev	Danemark. — Denemarken
Haifa	Israël
Halifax	Canada
Hamilton (ff wnd)	Bermudes. — Bermuda Eil.
Hanovre. — Hannover	Allemagne. — Duitsland
Hansweert	Pays-Bas. — Nederland
Harwich	Grande-Bretagne. — Groot- Britannië
Hautmont	France. — Frankrijk
Hobart	Australie. — Australië
Honolulu	Etats-Unis. — Verenigde St.
Houston (Consul sans poste Consul zonder post)	Etats-Unis. — Verenigde St.
IJmuiden	Pays-Bas. — Nederland
Innsbruck	Autriche. — Oostenrijk
Iquitos	Pérou. — Peru
Heraklion	Grèce. — Griekenland
Izmir	Turquie. — Turkije
Kampala	Ouganda. — Oeganda
Kansas City	Etats-Unis. — Verenigde Staten
Katmandu. — Kathmandu	Népal. — Nepal
Kiel	Allemagne. — Duitsland
Kingston (C. G. sans poste zonder poste)	Jamaïque. — Jamaica

BIJLAGE I (vervolg)

Nationalité
Nationaliteit
Belge. — Belgische
Sri-Lankaine. — Sri-Lanka
Panaméenne. — Panamese
Argentinc. — Argentijnse
Belge. — Belgische
Belge. — Belgische
Argentine. — Argentijnse
Grecque. — Griekse
Irlandaise. — Ierse
Belge. — Belgische
Britannique. — Britse
Péruvienne. — Peruviaanse
Française. — Franse
Américaine. — Amerikaanse
Francaise. — Franse
Belge. — Belgische
Francaise. — Franse
Britannique. — Britse
Belge. — Belgische
Américaine. — Amerikaanse
Francaise. — Franse
Sud-Africaine. — Zuid-Afrikaanse
Belge. — Belgische
Britannique. — Britse
Canadienne. — Canadese
Américaine. — Amerikaanse
Danoise. — Deense
Néerlandaise. — Nederlandse
Italiennne. — Italiaanse
Brésilienne. — Braziliaanse
Francaise. — Franse
Belge. — Belgische
Japonaise. — Japanse
Portugaise. — Portugese
Sud-Africaine. — Zuid- Afrikaanse
Irlandaise. — Ierse
Italiennne. — Italiaanse
Guyanaise. — Guyaanse
Espagnole. — Spaanse
Britannique. — Britse
Britannique. — Britse
Suédoise. — Zweedse
Autrichienne. — Oostenrijks
Britannique. — Britse
Néerlandaise. — Nederlandse
Belge. — Belgische
Equatorienne. — Ecuadoraanse
Danoise. — Deense
Israélienne. — Israëlsche
Belge. — Belgische
Belge. — Belgische
Allemande. — Duitse
Néerlandaise. — Nederlandse
Britannique. — Britse
Belge. — Belgische
Australienne. — Australische
Américaine. — Amerikaanse
Américaine. — Amerikaanse
Néerlandaise. — Nederlandse
Autrichienne. — Oostenrijks
Belge. — Belgische
Grecque. — Griekse
Turque. — Turkse
Belge. — Belgische
Américaine. — Amerikaanse
Francaise. — Franse
Allemande. — Duitse
Britannique. — Britse
Zwart J. H.
Kaspar O.
Lintacker H.
Adamis O.
Soyer D.
Dietvorst C.
Ingram R. P.
Rieffel R.
Ahrens W. Chr.
Ronai A.

ANNEXE I (suite)

BIJLAGE I (vervolg)

Residence	Nom	Nationalité
Standplaats	Naam	Nationaliteit
Kingston-Upon-Hull	Grande-Bretagne. — Groot-Brittannië	Britannique. — Britse
Korka (V. C.)	Finlande. — Finland	Finlandaise. — Finse
Kristiansand	Norvège. — Noorwegen	Norvegienne. — Noorse
La Coruña	Espagne. — Spanje	Espagnole. — Spaanse
New Orleans. — Nieuw Orleans	Etats-Unis. — Verenigde Staten	Americaanse. — Amerikaanse
La Paz (C. G. sans poste/ zonder post)	Bolivie. — Bolivië	Bolivienne. — Boliviaanse
Las Palmas	Espagne. — Spanje	Espagnole. — Spaanse
Lausanne (C. G.)	Suisse. — Zwitserland	Suisse. — Zwitserse
La Valette	Malte. — Malta	Maltaise. — Maltese
Le Havre	France. — Frankrijk	Française. — Franse
Le Mans	France. — Frankrijk	Française. — Franse
Le Pirée. — Piraeus	Grèce. — Griekenland	Grecque. — Griekse
Limassol	Chypre. — Cyprus	Cypriote. — Cypriotische
Limerick (V. C.)	Irlande. — Ierland	Ierlandaise. — Ierse
Limoëns	France. — Frankrijk	Française. — Franse
Linz	Autriche. — Oostenrijk	Autrichienne. — Oostenrijks
Liverpool	Grande-Bretagne. — Groot-Brittannië	Britannique. — Britse
Ljubljana	Yougoslavie. — Joegoslavië	Yugoslave. — Joegoslavische
Londres. — London	Canada	Canadienne. — Canadese
Louisville	Etats-Unis. — Verenigde Staten	Americaine. — Amerikaanse
Lowestoft	Grande-Bretagne. — Groot-Brittannië	Britannique. — Britse
Lucerne. — Luzern	Suisse. — Zwitserland	Suisse. — Zwitserse
Lugano	Suisse. — Zwitserland	Suisse. — Zwitserse
Madras	Inde. — India	Belge. — Belgische
Maastricht. — Maestricht	Pays-Bas. — Nederland	Néerlandaise. — Nederlandse
Malaga	Espagne. — Spanje	Espagnole. — Spaanse
Malkerns	Swaziland	Belge. — Belgische
Malmö	Suède. — Zweden	Suèdoise. — Zweedse
Managua	Nicaragua	Nicaraguavenne. — Nicaraguaanse
Manama (A.C./cons. agent)	Bahreïn	Belge. — Belgische
Manaus (ff/wnd)	Brésil. — Brazilië	Belge. — Belgische
Maracaibo	Venezuela	Néerlandaise. — Nederlandse
Mar Del Plata	Argentine. — Argentinië	Belge. — Belgische
Mascate	Oman	Oman
Medan	Indonésie. — Indonesië	Indonésienne. — Indonesische
Medellin	Colombie. — Colombia	Colombienne. — Colombiaanse
Melbourne	Australie. — Australië	Australienne. — Australische
Mendoza	Argentine. — Argentinië	Belge. — Belgische
Merida	Mexique. — Mexico	Mexicaine. — Mexicaanse
Metelin	Grèce. — Griekenland	Grecque. — Griekse
Metz	France. — Frankrijk	Française. — Franse
Miami	Etats-Unis. — Verenigde Staten	Americaine. — Amerikaanse
Minneapolis	Etats-Unis. — Verenigde Staten	Americaine. — Amerikaanse
Mishawaka	Etats-Unis. — Verenigde Staten	Americaine. — Amerikaanse
Mobile	Etats-Unis. — Verenigde Staten	Americaine. — Amerikaanse
Mogadiscio	Somalie. — Somalia	Italië. — Italiaanse
Moline	Etats-Unis. — Verenigde Staten	Americane. — Amerikaanse
Mombasa	Kenya. — Kenia	Belge. — Belgische
Monaco (C.G.)	Monaco	Belge. — Belgische
Monrovia	Libéria. — Liberia	Belge. — Belgische
Monterrey	Mexique. — Mexico	Mexicaine. — Mexicaanse
Moroni	République des Comores. — Republiek van de Comoren	Belge. — Belgische
Nagoya	Japon. — Japan	Japonaise. — Japanse
Nancy	France. — Frankrijk	Belge. — Belgische
Nantes	France. — Frankrijk	Française. — Franse
Naples. — Napels	Italie. — Italië	Italië. — Italiaanse
N'Djamena	Tchad. — Tsjaad	Française. — Franse
Neuchâtel	Suisse. — Zwitserland	Suisse. — Zwitserse
Newcastle-Upon-Tyne	Grande-Bretagne. — Groot-Brittannië	Britannique. — Britse
Nice	France. — Frankrijk	Belge. — Belgische
Nicosia	Chypre. — Cyprus	Cypriote. — Cypriotische
Nimègue. — Nijmegen	Pays-Bas. — Nederland	Néerlandaise. — Nederlandse
Norfolk	Etats-Unis. — Verenigde Staten	Americaine. — Amerikaanse
Nouakchott	Mauritanie. — Mauritanië	Mauritanienne. — Mauritaanse
Nouméa.	Nouvelle-Calédonie. — Nieuw-Caledonië	Française. — Franse
Nuremberg	Allemagne. — Duitsland	Allemande. — Duitse
Odense	Danemark. — Denemarken	Danoise. — Deense
Oklahoma City	Etats-Unis. — Verenigde Staten	Americaine. — Amerikaanse
Orléans. — Orleans	France. — Frankrijk	Française. — Franse
Osaka	Japon. — Japan	Belge. — Belgische
Ouagadougou (ff wnd)	Haute-Volta. — Opper-Volta	Française. — Franse

ANNEXE I (suite)

Résidence	Standplaats
Palerme. — Palermo	Italie. — Italië
Palma de Mallorca	Espagne. — Spanje
Panama	Panama
Papeete	Polynésie. — Polynesië
Patras	Grèce. — Griekenland
Perugia	Italie. — Italië
Perpignan	France. — Frankrijk
Perth	Australië. — Australië
Philadelphie. — Philadelphia	Etats-Unis. — Verenigde Staten
Phoenix	Etats-Unis. — Verenigde Staten
Pittsburgh	Etats-Unis. — Verenigde Staten
Plymouth	Grande-Bretagne. — Groot-Brittannië
Pointe-à-Pitre	Guadeloupe
Pointe Noire	Congo. — Kongo
Ponta Delgada	Portugal
Port-au-Prince	Haiti
Portland	Etats-Unis. — Verenigde Staten
Port Louis	Ile Maurice. — Mauritus
Porto	Portugal
Porto Alegre	Brésil. — Brazilië
Port of Spain	Trinidad & Tobago
Port Said. — Port Said	Egypte
Praia	Iles du Cap-Vert. — Kaapverdische Eilanden
Puebla	Mexique. — Mexico
Puerto Cabello	Venezuela
Puerto La Cruz	Venezuela
Recife	Brésil. — Brazilië
Regina	Canada
Rennes	France. — Frankrijk
Resistencia	Argentine. — Argentinië
Reykjavik (C. G.)	Islande. — IJsland
Rhodes. — Rhodos	Grèce. — Griekenland
Rio Gallego	Argentine. — Argentinië
Roseau	République Dominicaine. — Dominica
Rouen	France. — Frankrijk
Saint-Denis	Réunion
Saint-Helier	Grande-Bretagne. — Groot-Brittannië
San Juan de Puerto Rico	Porto Rico
Saint John's	Canada
Saint-Louis	Etats-Unis. — Verenigde Staten
San Sebastian	Espagne. — Spanje
Saint Thomas	Antilles. — Antillen
Salonique. — Saloniki	Grèce. — Griekenland
Salt Lake City	Etats-Unis. — Verenigde Staten
Salta	Argentine. — Argentinië
Salvador	Brésil. — Brazilië
Salsbourg. — Salzburg	Autriche. — Oostenrijk
San Diego	Etats-Unis. — Verenigde Staten
San Francisco	Etats-Unis. — Verenigde Staten
San Pedro Sula	Honduras
San Salvador (V. C.)	EI Salvador
Santa Cruz	Bolivie. — Bolivië
Santa Cruz de Tenerife	Espagne. — Spanje
Santiago de Cuba	Cuba
Saint-Domingue. — Santo Domingo	République Dominicaine. — Dominikaanse Republiek
Santos	Bresil. — Brazilië
Sao Bartolomeu de Messines	Portugal
Sapporo	Japon. — Japan
Sarrebrück. — Saarbrücken	Allemagne. — Duitsland
Seattle	Etats-Unis. — Verenigde St.
Séville. — Sevilla	Espagne. — Spanje
Sheffield	Grande-Bretagne. — Groot-Brittannië
Skopje	Yugoslavie. — Joegoslavie
Solingen	Allemagne. — Duitsland
Southampton	Grande-Bretagne. — Groot-Brittannië
Stavanger	Norvège. — Noorwegen
Stuttgart	Allemagne. — Duitsland
Surabaya	Indonésie. — Indonesië
Suva	Fidji
Tampa	Etats-Unis. — Verenigde St.
Tampere	Finlande. — Finland
Tampico	Mexique. — Mexico

BIJLAGE I (vervolg)

Nom	Nationalité
Naam	Nationaliteit
Baron Starraba di Ralbiato G.	Italiense. — Italiaanse
Casasnovas Despujol J.	Espagnole. — Spaanse
Maduro O.	Panameenre. — Panamese
Hanot J. P.	Belge. — Belgische
Antonopoulos A.	Grecque. — Griekse
Cte Ansiedi di Carrano T.	Italiense. — Italiaanse
Maison P.	Belge. — Belgische
Drake-Brokman S.	Australienre. — Australische
Morris Th. B.	Americaine. — Amerikaanse
Mahoney (Jr.) W. P.	Americaine. — Amerikaanse
Poncelet Cl.	Americaine. — Amerikaanse
Phillips C. S.	Britannique. — Britse
Mees S.	Belge. — Belgische
Vigoureux J.	Belge. — Belgische
De Oliveira Cymbrom A.	Portugaise. — Portugese
Dresse F.	Belge. — Belgische
Herman A.	Belge. — Belgische
Desmarais H. J.	Mauricienne. — Mauritius
De Oliveira Luis A.	Portugaise. — Portugese
Sfoggia R.	Brésiliennes. — Braziliaanse
Majani I.	Française. — Franse
El Sayed Hegabi Hassan	Egyptienne. — Egyptische
Martins de Sousa Lobo	Cap Vert. — Kaapverd. Eilanden
Duez Peeters Ch.	Belge. — Belgische
Martin Grau L.	Venezueliense. — Venezuelaanse
Borsten Zwietering I.	Venezueliense. — Venezuelaanse
Salvi E.	Brésiliennes. — Braziliaanse
Ross Sneath G. E.	Canadienne. — Canadese
Plesse J. Y.	Française. — Franse
Ducarme B.	Argentine. — Argentijnse
Gislason K.	Islandaise. — IJslandse
Hadjicostantis C.	Grecque. — Griekse
Fernandez Garcia G.	Argentine. — Argentijnse
Pinard L.	Britannique. — Britse
Lanfry B.	Française. — Franse
Balyu L.	Belge. — Belgische
De Sainte Croix D. A.	Britannique. — Britse
Durham R. C.	Americaine. — Amerikaanse
Ayre A. G.	Canadienne. — Canadese
Hunter L.	Amerikanre. — Amerikaanse
Mols X.	Belge. — Belgische
Dudley (Jr.) G.	Americaine. — Amerikaanse
Antonoglou-Van Haelst Y. (Mme/Mevr.)	Grecque. — Griekse
Williams D. B.	Americaine. — Amerikaanse
Kavlin H.	Boliviense. — Boliviaanse
Pedreira N. S.	Brésiliennes. — Braziliaanse
Heger H. A.	Autrichienne. — Oostenrijkse
Aigret G.	Belge. — Belgische
Sears R. C.	Americaine. — Amerikaanse
Gutierrez Zelaya A.	Hondurienne. — Hondurese
Valdes Soto	Salvadoriense. — Salvadoriaanse
Saavedra Bruno L. F.	Bolivienne. — Boliviaanse
Garcia San Juan Ruiz C. L.	Espagnole. — Spaanse
Espin Vivar J.	Cubaine. — Cubaanse
Baez Romano	Dominicaine. — Dominikaanse
Juzwiak E.	Bresiliense. — Braziliaanse
Cabrita Neto T. J.	Portugaise. — Portugese
Takeda M.	Japonaise. — Japanse
Gussmann H.	Allemande. — Duitse
Masnik R.	Americaine. — Amerikaanse
de la Cuesta Guzman G.	Espagnole. — Spaanse
Law D.	Britannique. — Britse
Stefkov D.	Yugoslave. — Joegoslavische
Van Lierde C.	Belge. — Belgische
Campbell W. C.	Britannique. — Britse
Bjelland J. P.	Norvegienne. — Noorse
Schmidt H. W. (benoemingsprocedure aan gang)	Allemande. — Duitse
Tamin S.	Indonésiense. — Indonesische
Singh Ch. D.	Fidji
Uiterwijk J. C.	Amerikanre. — Amerikaanse
Vainio M.	Finlandaise. — Finse
Monteverde Labadie M.	Mexicaanse. — Mexicaanse

ANNEXE I (suite)

	Résidence — Standplaats
Tananarive	Madagascar
Tanger	Maroc. — Marokko
Tarente	Italië
Tarragone	Espagne. — Spanje
Tegucigalpa	Honduras
Terneuzen	Pays-Bas. — Nederland
Tijuana	Mexique. — Mexico
Thorshavn	Danemark. — Denemarken
Toulouse (C. G.)	France. — Frankrijk
Tours	France. — Frankrijk
Trieste	Italië
Tromsøe	Norvège. — Noorwegen
Trondheim	Norvège. — Noorwegen
Troyes	France. — Frankrijk
Tur... — Turijn	Italië
Turku	Finlande. — Finland
Vaasa	Finlande. — Finland
Valdivia	Chili
Valence. — Valencia	Espagne. — Spanje
Valenciennes	France. — Frankrijk
Valparaiso	Chili
Venise. — Venetië	Italië
Vera Cruz	Mexique. — Mexico
Vigo	Espagne. — Spanje
Vitoria	Brésil. — Brazilië
Volos	Grèce. — Griekenland
Willemstad	Curaçao
Winnipeg (ff) (wnd)	Canada
Zwolle	Pays-Bas. — Nederland

BIJLAGE I (vervolg)

	Nom — Naam	Nationalité — Nationaliteit
	Pain M.	Française. — Franse
	de Timary van den Berghe de Binckum L.	Belge. — Belgische
	Sarno M.	Italiense. — Italiaanse
	Huber P.	Suisse. — Zwitserse
	Garnier A.	Française. — Franse
	Thomaes-Van-Cantfort L. (Mme/Mevr.)	Néerlandaise/Belge. — Nederlandse/Belgische
	Rodriguez Izabal E.	Mexicaine. — Mexicaanse
	Fosaa E.	Danoise. — Deense
	Courtois de Viçoise G.	Française. — Franse
	Montenay A.	Française. — Franse
	Anzellotti F.	Italiense. — Italiaanse
	Arnesen K.	Norvégienne. — Noorse
	Bachke K	Norvégienne. — Noorse
	Gesp. P.	Française. — Franse
	Massano A.	Italiense. — Italiaanse
	Vihanto J. B.	Finlandaise. — Finse
	Bruun K. V.	Finlandaise. — Finse
	Jooris A.	Chilienne. — Chileense
	Carlier Courouble P.	Belge. — Belgische
	Aubecq M.	Belge. — Belgische
	Basquin M.	Belge. — Belgische
	Zinelli S.	Italiense. — Italiaanse
	Zamora y Duque de Estrada J. de D.	Mexicaine. — Mexicaanse
	Anton Miranda M.	Espagnole. — Spaanse
	Modenesi Pereira E.	Brésilienne. — Braziliaanse
	Chryssovelonis G.	Grecque. — Griekse
	Moreno R.	Néerlandaise. — Nederlandse
	Deprez P.	Canadienne. — Canadese
	Warner J.	Néerlandaise. — Nederlandse

ANNEXE II

Prospecteurs commerciaux

Situation au 1^{er} novembre 1983

BIJLAGE II

Handelsprospectoren

Toestand 1 november 1983

Pays. — Land	Poste. — Post	Nom. — Naam	Nationalité/Rôle linguistique — Nationaliteit/Taalrol
Canada	Montréal. — Montreal	Heyvaert L.	B/N
	Toronto	Chantraine Ch.	B/F
	Vancouver		
Danemark. — Denemarken	Copenhague. — Copenhagen	Dockir O.	B/F
	Berlin. — Berlijn	Trouman J.	B/N
Allemagne (République Fédérale). — Duitsland (Bondsrepubliek)	Düsseldorf. — Dusseldorf	Geerardijn R.	B/N
		Peters F.	B/F
	Francfort. — Frankfurt	Derijcke C.	B/N
	Hambourg. — Hamburg	D'Hondt H.	B/F
	Munich. — Munchen	Elsen J.	B/F
	Stuttgart	Vander Auwera W.	B/N
	Helsinki	Grillet P.	B/N
Finlande. — Finland	Paris. — Parijs	Cornelis J.	B/N
France. — Frankrijk	Bordeaux	De Ruyter G.	B/N
	Lyon	Westen E.	B/N
	Marseille	Van De Vondel J.	B/N
	Nantes	Thibo A.	B/N
	Lille. — Rijsel	Coeckelbergh E.	B/F
	Strasbourg. — Straatsburg	Procureur F.	B/F
Grèce. — Griekenland	Athènes. — Athene	Jordan A.	B/F
Grande-Bretagne. — Groot-Brittannië	Londres. — Londen	Darras M.	B/N
		Leleux P.	B/F
	Edimbourg. — Edinburg	Van Hecke P.	B/F
	Manchester	Noyen F.	B/F
Irlande. — Ierland	Birmingham	Maurissen F.	B/F
Italie. — Italië	Dublin	Dewuffel-Dessart R.	B/F
	Rome	Mehuys M. (Mlle/Me.)	B/N
	Milan. — Milaan	Spelmans M.	B/F
Pays-Bas. — Nederland	La Haye. — 's-Gravenhage	Gueben P.	B/F
		Lauwers Ch.	B/N
	Oslo	Bultynck W.	B/N
Norvège. — Noorwegen	Vienne. — Wenen	Van Hoye M.	B/N
Autriche. — Oostenrijk	Lisbonne. — Lissabon	Mauchant G.	B/N
	Madrid	Dupont J.P.	Français/Franse
Portugal		Mulier W.	B/F
Espagne. — Spanje	Barcelone. — Barcelona	De Maere R.	B/F
	Ankara	Pax F.	B/F
	Istanbul	Bogaerts P.	B/F
	Atlanta	Woumans M.	B/N
	Nouvelle-Orléans. — New Orleans	Walravens G.	B/N
	Miami	Croene R.	B/N
	Chicago	Litt P.	B/F
Turquie. — Turkije		Van Innis N.	B/F
Etats-Unis. — Verenigde Staten	Houston	Bongaerts W.	B/N
		Severins H.	B/N
	Los Angeles	Boucke P.	B/N
	New York	Van Belle G.	B/N
		Bontinck S.	B/N
		Mathieu A.	B/F
		Depaus H.	B/F
		François J.	B/N
		De Schacht J.	B/F
		Lambert J.	B/F
		Vilaplana J.	Espagnol/Spaanse
		Roelandt E.	B/N
		Seren L.	Turc/Turkse
		Kaplan A.	Turc/Turkse
		Bauwens P.	B/N
		Delhaise M.	B/N
		Van Dijck P.	B/N
		Heatter G.	U.S.A./V.S.A.
		Carpentier H.	B/N
		Bury F.	B/F
		Allen C.	Britannique/Britse
		Tack C.	B/N
		Esquivel R.	U.S.A./V.S.A.
		Verhaeghe L.	B/N
		Robijn W.	B/N
		Meerbergen G.	B/N
		Lippens L.	B/N
		Van Tieghem R.	B/N

Pays. — Land	Poste. — Post	Nom. — Naam	Nationalité/Rôle linguistique — Nationaliteit/Taalrol
Suède. — Zweden	Stockholm	Seger M.	Suédoise/Zweedse
Suisse. — Zwitserland	Berne. — Bern	Renson E.	B/N
	Zurich	Hissel W.	B/F
Bulgarie. — Bulgarije	Sofia	Van Goidsenhoven W.	B/N
R.D.A. — D.D.R.	Berlin. — Berlijn	Scharpe G.	B/N
Pologne. — Polen	Varsovie. — Warschau	Schreiber X.	B/F
Roumanie. — Roumenië	Bucarest. — Boekarest		
U.R.R.S. — U.S.S.R.	Moscou. — Moskou		
Algérie. — Algerië	Alger. — Algiers	Uytterhaegen G.	B/F
Egypte	Le Caire. — Kaïro	Cogels E.	B/F
Iraq. — Irak	Bagdad	D'Haeyer J.	B/N
Iran	Téhéran. — Teheran	Mathelin J.M.	B/F
Israël	Tel-Aviv	Fimmers W.	B/N
Kuwait. — Koeweit	Kuweit. — Koeweit	Letaye J.	B/F
Abu-Daoï	Abu-Dhabi	Daddiza L.	Irak.
Liban. — Libanon	Beyrouth. — Beiroet	Manigart J.J.	B/F
Maroc. — Marokko	Casablanca	Khoudokormoff A.	B/F
Libye. — Libië	Tripoli. — Tripolis	Vandermeersch Ph.	B/N
Arabie Saoudite. — Saoedi-Arab.	Djeddah	Laurens H.	B/F
Tunisie. — Tunesië	Tunis	Khouzam Ch.	Liban.
Angola	Luanda	Everarts de Velp P.	B/F
Côte d'Ivoire. — Ivoorkust	Abidjan	Zeglam M.	Lib.
Kenya. — Kenia	Nairobi	Kyriilos A.	Egypt.
Nigeria	Lagos	Van den Broucke Ph.	B/N
Sénégal. — Senegal	Dakar	de Gerlache de Gomery J.L.	B/F
Zimbabwe	Harare		
Afrique du Sud. — Zuid-Afrika	Johannesburg		
Cameroun. — Kameroen	Yaoundé. — Yaounde		
Australie. — Australië	Sydney		
	Perth		
	Melbourne		
Chine. — China	Pékin. — Peking	Baele L.	B/N
Philippines. — Filippijnen	Manille. — Manila	Somers A.	B/F
Inde. — India	New Delhi	Bury J.	B/F
	Bombay	Kostenbaum J.	B/F
Indonésie. — Indonesië	Djakarta. — Jakarta	De Clercq J.	B/N
Japon. — Japan	Tokyo. — Tokio	Hebbalkar B.	Ind.
		Vaernewijck P.E.	B/N
	Osaka	Hattori H.	Jap.
Corée. — Korea	Séoul. — Seoel	Kobori K.	Jap.
		Yamamoto S.	Jap.
Malaisie. — Maleisië	Kuala Lumpur	Kamatani Y.	Jap.
Pakistan	Karachi	Kagimoto M.	Jap.
Singapour. — Singapore	Singapour. — Singapore	Oda T.	Jap.
Thailande. — Thailand	Bangkok	Kim Young Tae	Cor./Kor.
Hong-Kong	Hong-Kong	Vanderdonckt P.	B/N
Argentine. — Argentinië	Buenos Aires	De Craene A.	B/N
Bresil. — Brazilië	Rio de Janeiro	Van Daele M.	B/F
Colombie. — Colombia	Bogota	Cousy O.	B/N
Costa Rica	San Jose	Croymans-Plagnki M.C.	B/N
Equateur. — Ecuador	Quito	de Maurissens F.	B/F
Guatemala	Guatemala	François Ch.	B/F
Jamaïque. — Jamaïca	Kingston	Bougard R.	B/F
Cuba	La Havane. — Havana	Baudru A.	B/F
Mexique. — Mexico	Mexico	D'Haenens F.	B/N
		Servaes V.	B/N
Chili	Santiago	De Lauwer G.	B/F
Pérou. — Peru	Lima	Philippen J.	B/N
Venezuela	Caracas	Schattens J.G.	B/F
		Campos-Torres A.	Guat.
		Boets Ph.	B/N
		Cole G.	B/N
		Larsen K.	B/F
		Boucher J.B.	B/F
		Daelemans R.	B/N
		Adriaenssens G.	B/N
		Joliet R.	B/F

ANNEXE III

I. MISSIONS ORGANISEES EN 1982

Missions Officielles présidées par S. A. R. le Prince Albert et conduites par M. Kempinaire, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur

Arabie Saoudite

Importante mission — du 26 novembre-2 décembre — de 87 personnes dont 73 représentants du secteur privé ayant pour objectif d'examiner les possibilités de développement des échanges commerciaux et de la coopération dans des secteurs prioritaires tels que l'énergie, la construction, le pétrole et la pétrochimie, le traitement des eaux, l'agro-industrie et la santé publique.

Des entretiens nombreux et des visites qui ont eu lieu; il en résulte qu'il existe des possibilités réelles de développer les ventes et la coopération dans différents secteurs, notamment l'agro-industrie, la gestion portuaire, les transports et la santé publique.

Australie

Mission plurisectorielle — 29 avril-13 mai — comprenant une délégation officielle de 8 personnes et 28 représentants du secteur privé qui était la première mission officielle à se rendre à nouveau en Australie après la mission y présidée par S. A. R. le Prince Albert en 1971.

Cette mission, qui est venue à son heure compte tenu de la situation économique favorable de l'Australie, a permis d'avoir la confirmation des possibilités énormes offertes par le marché australien tant pour les biens de consommation que pour les biens d'équipement.

Cameroun

Suite à la prémission qui s'est rendue au Cameroun du 5 au 17 mars 1982, dont le but essentiel était de définir les secteurs prioritaires dans le cadre du 5^e plan quinquennal de développement économique, social et culturel du Cameroun, une mission officielle comprenant 85 personnes dont 72 représentants du secteur privé a séjourné dans ce pays en octobre 1982 — 13-21 octobre.

Les trois thèmes retenus pour cette mission étaient le développement agricole et l'agro-industrie, les travaux d'infrastructure, les travaux publics et le bâtiment. De nombreux contacts ont eu lieu sur place et cette mission a été, tant en ce qui concerne son organisation que les résultats enregistrés (contrats signés, etc.), un véritable succès.

Oman

Mission comprenant, outre les officiels, 50 délégués du secteur privé qui pour la plupart se rendaient pour la première fois dans le Sultanat d'Oman — 2-5 décembre.

Il résulte des entretiens et visites qui ont eu lieu qu'il existe des possibilités réelles de développer les ventes et la coopération avec l'Oman dans des secteurs comme l'agro-industrie, la gestion portuaire, les transports et la santé publique.

Missions officielles conduites par M. A. Kempinaire, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur

Algérie

Mission économique restreinte, dans le cadre de notre participation à la 19^e foire internationale d'Alger, présidée par M. A. Kempinaire, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, invité par son homologue algérien, M. Oubouzar et qui a permis d'évoquer les relations commerciales entre les deux pays — 24-26 août.

Corée du Sud

Mission — 6-11 septembre — présidée par M. A. Kempinaire, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, à l'occasion de la Commission mixte gouvernementale organisée conjointement avec la 9^e réunion des Comités économiques belgo-coréens et coïncidant avec la mission Fabrietal, qui a permis de confirmer les relations qui unissent les deux pays et d'évoquer le développement des échanges bilatéraux.

BIJLAGE III

I. MISSIES GEORGANISEERD IN 1982

Officiële zendingen, voorgezeten door Z. K. H. Prins Albert en geleid door heer A. Kempinaire, Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel

Saoedi-Arabië

Een belangrijke missie met 87 deelnemers onder wie 73 vertegenwoordigers van het bedrijfsleven — 26 november-2 december. Het doel was een onderzoek naar de ontwikkelingsmogelijkheden van de handelsbetrekkingen en de samenwerking in prioritaire sectoren zoals energie, het bouwbedrijf, olie en petrochimie, waterbehandeling, agro-industrie en openbare gezondheid.

Uit de talrijke gesprekken en bezoeken ter plaatse blijkt dat er reële ontwikkelingsmogelijkheden bestaan inzake uitvoer en samenwerking in diverse sectoren, waaronder de agro-industrie, het havenbeheer, het verkeerswezen en de openbare gezondheid.

Australië

Een plurisectoriële zending — 22 april-13 mei — bestaande uit een officiële afvaardiging van 8 personen en 28 vertegenwoordigers van het bedrijfsleven. Dit was de eerste officiële missie naar Australië sedert de missie van 1971 onder het voorzitterschap van ZKH Prins Albert.

Het ogenblik was goed gekozen, gelet op de gunstige economische situatie van Australië, en de missie heeft dan ook de enorme mogelijkheden bevestigd die de Australische markt voor ons openstelt, zowel wat de verbruiks- als de uitrustingsoederen betreft.

Kameroen

In aansluiting op de premisse die van 5 tot 17 maart 1982 in Kameroen verbleef, met als hoofddoel het bepalen van de prioritaire sectoren in verband met het 5^e vijfjarenplan voor economische, sociale en culturele ontwikkeling van Kameroen, bezocht een officiële missie van 85 personen, onder wie 72 vertegenwoordigers van het bedrijfsleven, dit land in oktober 1982 — 13-21 oktober.

De drie voor bedoelde missie gekozen thema's waren de ontwikkeling van de landbouw en de agro-industrie, de infrastructuurwerken, de openbare werken en het bouwbedrijf. Er werden ter plaatse talrijke contacten gelegd en de missie mag als volkomen geslaagd beschouwd worden, zowel wat de organisatie als de geboekte resultaten (afgesloten contracten enz.) betreft.

Oman

Aan deze zending namen buiten de officiële vooraanstaanden 50 vertegenwoordigers van het bedrijfsleven deel, waarvan de meesten voor het eerst het sultanaat Oman bezochten — 2-5 december.

Uit de gesprekken en bezoeken kan opgemaakt worden dat er reële ontwikkelingsmogelijkheden inzake export en samenwerking met Oman bestaan in sectoren als de agro-industrie, het havenbeheer, het verkeerswezen en de openbare gezondheid.

Officiële zendingen geleid door heer A. Kempinaire, Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel

Algerije

Een beperkte economische missie in het raam van onze deelname aan de 19^e Internationale jaarmarkt van Algiers. Zij werd voorgezeten door heer A. Kempinaire, Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel, op uitnodiging van zijn Algerijnse collega, de heer Oubouzar. Er werd van gedachten gewisseld over de handelsbetrekkingen tussen beide landen — 24-26 augustus.

Zuid-Korea

Een missie — 6-11 september — voorgezeten door de heer A. Kempinaire, Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel, naar aanleiding van de gelijktijdig met de 9^e vergadering van de Belgisch-Koreaanse economische comités georganiseerde, gemengde regeringscommissie, samenvallend met de missie van Fabrimetal. De betrekkingen tussen beide landen werden hierbij bevestigd, en er werd verder aandacht besteed aan de ontwikkeling van het bilateraal handelsverkeer.

Irak

Mission organisée à l'occasion de notre participation à la foire internationale de Bagdad et présidée par M. A. Kempinaire, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, au cours de laquelle les perspectives d'échange et de coopération entre les deux pays ont été examinées ainsi que certaines affaires en cours de négociation — 29 octobre-3 novembre.

Autres missions à caractère officiel organisées par ou avec la collaboration de l'O. B. C. E.

Algérie

Mission thématique agriculture, agro-industrie et hydraulique, présidee par M. P. De Keersmaeker, Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et à l'Agriculture, qui a permis de confirmer les débouchés offerts par l'Algérie dans les domaines précités — 13-16 septembre.

République populaire de Chine

Mission sectorielle de l'industrie du verre organisée conjointement avec Fabrimétal — 1-20 mars — et dont le succès s'est concrétisé par l'organisation, par les Chinois, de missions verrières en Belgique.

Espagne

En vue de la préparation de la mission officielle de 1983, une prémission s'est rendue en Espagne pour examiner les possibilités offertes par divers secteurs économiques espagnols — 16-25 mai.

Etats-Unis

Mission industrielle et technologique belge organisée du 20 septembre au 2 octobre par l'O. B. C. E., Fabrimétal, les Ministères des Affaires étrangères et des Affaires économiques en collaboration avec l'attaché technologique belge aux Etats-Unis et le consulat général de Belgique à Los Angeles. Cette mission a eu des contacts fructueux avec les sociétés californiennes actives dans les technologies de pointe (aéronautique, défense, etc.).

Hongrie

Une mission économique — 26-30 avril — présidée par M. W. Monfils, directeur général de l'O. B. C. E., a étudié les implications des réformes économiques en ce qui concerne l'approche du marché hongrois, d'une part, et des possibilités de coopération entre les P.M.E. et les coopératives hongroises, d'autre part.

Malaisie — Thaïlande

Une prémission agro-industrie s'est rendue dans ces deux pays en vue de la préparation de la mission sur le même thème qui doit avoir lieu en 1983. Cette prémission a permis de mieux cerner les créneaux dans lesquels nos entreprises pouvaient espérer s'implanter — 7-12 novembre.

II. MISSIONS ORGANISEES EN 1983

Missions officielles présidées par S. A. R. le Prince Albert et conduites par M. Kempinaire, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur

Espagne

Une importante mission, qui comptait 75 personnes, a séjourné du 17 au 23 avril 1983 à Madrid et à Barcelone. Trente entreprises des secteurs des transports, de l'énergie, du traitement des déchets, de l'alimentation, de l'agro-industrie, de la construction et du textile y ont pris part.

Les objectifs immédiats étaient :

- mieux faire connaître les techniques belges en Espagne;
- développer les relations commerciales entre les deux pays;
- mettre en place des formes de collaboration industrielle susceptibles d'y contribuer en Espagne et sur des marchés tiers.

Des contacts positifs ont été établis et la collaboration sur les marchés tiers sera facilitée par un accord ad hoc entre les services belges et espagnols d'assurance du crédit.

Irak

Een naar aanleiding van onze deelname aan de internationale jaarmarkten van Bagdad georganiseerde, en door de heer A. Kempinaire, Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel, voorgezeten missie, tijdens welke de handels- en samenwerkingsmogelijkheden tussen beide landen, alsmede een aantal in onderhandeling zijnde aangelegenheden ter sprake kwamen — 29 oktober-3 november.

Andere zendingen met officieel karakter georganiseerd door of met medewerking van de B. D. B. H.

Algerije

Een thematische zending (landbouw, agro-industrie en waterbouwkunde), voorgezeten door de heer P. De Keersmaeker, Staatssecretaris voor Europese Zaken en Landbouw, waarbij de door Algerije in voorname sectoren geboden afzetgebieden bevestigd werden — 13-16 september.

Volksrepubliek China

Een sectoriële missie van de glasindustrie, georganiseerd in samenwerking met Fabrimetal — 1-20 maart. De zending was een succes, zoals blijkt uit het bezoek van Chinese glasmisse aan ons land.

Spanje

Met het oog op de voorbereiding van de officiële zending van 1983 onderzocht een premissie in Spanje de door diverse Spaanse economische sectoren geboden mogelijkheden — 16-25 mei.

Verenigde Staten

Een Belgische industriële en technologische zending — 20 september-2 oktober — georganiseerd door de B. D. B. H., Fabrimetal, de Ministeries voor Buitenlandse Zaken en Economische Zaken, in samenwerking met de Belgische technologische attaché in de Verenigde Staten en het Belgisch consulaat-generaal te Los Angeles. Deze missie had vruchtbare contacten met Californische firma's bedrijvig in de spits-technologie (luchtvaart, defensie, enz.).

Hongarije

Een economische missie — 26-30 april — voorgezeten door de heer W. Monfils, directeur-generaal van de B. D. B. H., heeft de gevallen bestudeerd, van de economische hervormingen inzake enerzijds de benadering van de Hongaarse markt en anderzijds de samenwerkingsmogelijkheden tussen K. M. O. en Hongaarse coöperaties.

Maleisië — Thailand

Een agro-industriële premissie heeft zich naar deze twee landen begeven ten einde er de missie met hetzelfde thema voor te bereiden die in 1983 moet plaatsvinden. Deze premissie heeft het mogelijk gemaakt de hoofdlijnen te bepalen van de implantationsmogelijkheden voor onze firma's — 7-12 november.

II. MISSIES GEORGANISEERD IN 1983

Officiële zendingen voorgezeten door Z. K. H. Prins Albert en geleid door de heer A. Kempinaire, Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel

Spanje

Een belangrijke zending, die 75 leden telde, verbleef van 17 tot 23 april 1983 te Madrid en Barcelona. Dertig ondernemingen uit de sectoren vervoer, energie, behandeling van afvalstoffen, voeding, agro-industrie, de bouw- en textielindustrie maakten deel uit van de zending.

De rechtstreekse doelstellingen waren :

- de Belgische technieken beter bekendmaken in Spanje;
- de handelsbetrekkingen tussen beide landen ontwikkelen;
- industriële samenwerkingsvormen tot stand brengen die daartoe kunnen bijdragen in Spanje en op derde markten.

Er kwamen positieve contacten tot stand en de samenwerking op derde markten zal worden vergemakkelijkt door een overeenkomst ad hoc tussen de Belgische en de Spaanse kredietverzekeringsdiensten.

Jordanie

A cette mission, qui s'est déroulée du 15 au 20 mai 1983, ont participé, outre les représentants officiels, 51 représentants du secteur privé.

Cette mission a confirmé les possibilités que la mission préparatoire avait déjà relevées dans les domaines suivants : secteur hospitalier, transports, distribution d'eau et agro-industrie.

Divers contacts ont eu lieu avec les autorités et les milieux économiques jordaniens.

Un protocole d'octroi de crédit a été élaboré.

Pour la plupart des participants, cette mission était leur premier contact avec la Jordanie. Quelques entreprises qui prospectaient déjà le marché ont pu obtenir des contrats ou suivent d'importants projets.

U. S. A.

Du 18 au 28 juin 1983, une mission officielle restreinte a séjourné aux U. S. A. Cette mission avait pour objet de soutenir diverses actions belges à Los Angeles, Houston et Washington.

Une série de contacts officiels ont été établis avec les autorités américaines. Une réunion a été consacrée aux problèmes de la prospection belge sur le marché américain et à l'organisation du système commercial américain.

Colombie

Une délégation officielle, accompagnée d'une délégation du secteur privé, a séjourné en Colombie du 24 septembre au 1^{er} octobre 1983. L'accent a été mis sur deux secteurs : l'énergie et les transports publics. Le secteur portuaire offre également des possibilités intéressantes à plus long terme.

Italie

Dans le cadre d'une journée belge à la foire I. T. M. A. à Milan, de l'ouverture de l'exposition « Il Belgio — Oggi » et du trentième anniversaire de la Chambre de commerce belgo-italienne, de nombreuses personnalités ont accompagné S. A. R. le Prince Albert et le Secrétaire d'Etat Kempinaire à Milan, le 17 octobre 1983.

Népal

La visite de S. A. R. le Prince Albert et du Secrétaire d'Etat A. Kempinaire, du 2 au 4 novembre 1983, avait pour but de renforcer nos relations avec ce pays. Le Népal souhaite une collaboration plus étroite avec notre pays dans le secteur des télécommunications et de l'agriculture.

Inde

Une mission regroupant, outre la délégation officielle, divers représentants du secteur privé a séjourné dans ce pays du 4 au 11 novembre 1983 dans un but de coopération technologique et industrielle. Cette mission a permis aux entreprises belges de prospector activement les domaines qui avaient été recommandés par la mission préparatoire : télécommunications, électronique, énergie, métallurgie, industrie chimique, services et transports. Des contacts intéressants ont été établis avec des industriels indiens pour une coopération diversifiée.

Gabon

Une mission belge a séjourné au Gabon du 6 au 11 décembre 1983. L'objectif était surtout d'avoir des contacts avec les autorités gabonaises en vue de mieux faire connaître l'industrie belge et de mieux s'informer des possibilités qu'offre le Gabon.

Deux contrats importants ont été signés pour la fourniture de locomotives et l'achèvement d'un hôtel.

Le Gabon se présente comme un marché prometteur.

*Missions officielles conduites par M. Kempinaire, Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur**Portugal*

Des expositions belges se sont déroulées à Lisbonne du 9 au 22 janvier 1983. Elles ont été inaugurées par le Secrétaire d'Etat Kempinaire sur le thème « Belgique d'aujourd'hui, technique de demain », « Design industriel » et « Bijoux modernes ».

Jordanie

Aan deze missie, die doorging van 15 tot 20 mei 1983 namen, buiten de officiële vertegenwoordigers, 51 vertegenwoordigers van de privé sector deel.

Deze missie bevestigde de mogelijkheden die reeds genoemd werden door de premissie en wel in de volgende domeinen : de hospitaal-sector, het transport, de watervoorziening en de agro-industrie.

Verschillende contacten gaven plaats met Jordaanse autoriteiten en het Jordaanse bedrijfsleven.

Een protocol voor kredietverlening werd voorbereid.

Voor het merendeel van de deelnemers betekende deze missie een eerste contact met Jordanië. Enkele ondernemingen die reeds aan prospektie deden op deze markt konden contracten in de wacht slepen of volgen belangrijke projecten.

V. S. A.

Van 18 tot 28 juni 1983 verblijf een beperkte officiële zending in de V. S. A. Deze missie was bedoeld als ondersteuning van de diverse Belgische acties te Los Angeles, Houston en Washington.

Een reeks officiële contacten werden gelegd met de Amerikaanse autoriteiten. Een vergadering werd gewijd aan de problematiek van de Belgische prospektie op de Amerikaanse markt en de organisatie van het handelsbestel in de V. S. A.

Columbia

Van 24 september tot 1 oktober 1983 verblijf een officiële delegatie samen met een afvaardiging van de privé-sector in Columbia. Op twee sectoren werd de nadruk gelegd, nl. de energie en het openbaar vervoer. Ook de havensector biedt interessante mogelijkheden op langere termijn.

Italië

In het kader van een Belgische dag op de I. T. M. A.-beurs te Milaan, de opening van de tentoonstelling « Il Belgio — Oggi » en de dertigste verjaardag van de Belgisch-Italiaanse Kamer van Koophandel, vergezelden talrijke personaliteiten Z. K. H. Prins Albert en Staatssecretaris Kempinaire naar Milaan op 17 oktober 1983.

Nepal

Het bezoek van Z. K. H. Prins Albert en van Staatssecretaris A. Kempinaire van 2 tot 4 november 1983 beoogde de versterking van onze relaties met dit land. Nepal stuurt aan op een nauwere samenwerking met ons land in de sector van de telecommunicatie en de landbouw.

India

Van 4 tot 11 november 1983 ging er een missie met het oog op de technologische en industriële samenwerking door die, benevens de officiële delegatie, diverse vertegenwoordigers van de privé-sector omvatte. Deze missie heeft de Belgische ondernemingen de mogelijkheid gegeven actief te prospecteren in de domeinen die door de premissie werden aanbevolen : telecommunicatie, electronica, energie, metallurgie, scheikundige nijverheid, diensten en transport. Interessante contacten werden gelegd met Indische industrielen voor samenwerking onder diverse vormen.

Gabon

Een Belgische zending verblijf in Gabon van 6 tot 11 december 1983. Doel was vooral contacten te hebben met de Gabonese autoriteiten ten einde de Belgische industrie beter bekend te maken en meer te vernemen over de mogelijkheden die Gabon biedt.

Twee belangrijke contracten betreffende de levering van locomotieven en de afwerking van een hotel werden ondertekend.

Gabon kan gekarakteriseerd worden als een beloftevolle markt.

*Officiële zendingen geleid door de heer A. Kempinaire, Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel**Portugal*

Van 9 tot 22 januari 1983 gingen te Lissabon Belgische tentoonstellingen door. Deze werden geopend door Staatssecretaris Kempinaire onder het motto « België nu, techniek van morgen », « Industrieel design » en « Moderne juwelen ».

Le Secrétaire d'Etat A. Kempinaire a également eu des conversations avec plusieurs ministres, notamment sur les sujets suivants : le développement des relations bilatérales, le problème de la délivrance des licences d'importation, les possibilités d'investissement et l'adhésion du Portugal à l'U.E.E. Des contacts ont été établis avec les responsables de la Chambre belge de commerce et la Confédération de l'industrie portugaise.

Les portugais ont montré beaucoup d'intérêt pour l'achat de nos produits.

Iran

Une délégation officielle restreinte conduite par le secrétaire d'Etat A. Kempinaire s'est rendue en Iran du 28 février au 3 mars 1983.

Il reste d'intéressants débouchés pour nos industries dans les secteurs de l'agro-industrie, de l'irrigation, de la santé publique, des chemins de fer et des installations portuaires.

R. D. A.

Une délégation belge s'est rendue à Leipzig les 17 et 18 mars 1983 dans le cadre de la Foire de printemps. Le Secrétaire d'Etat A. Kempinaire rendait ainsi la visite qu'avait faite en Belgique en janvier 1983 M. G. Beil, le Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur de la R. D. A.

Les projets en cours de négociation ont été à nouveau examinés.

Algérie

Du 21 au 23 avril 1983 a eu lieu la réunion de la Grande Commission Mixte belgo-algérienne pour la coopération technique, technologique et scientifique. Outre quelques thèmes tels que l'arbitrage, la conclusion des contrats en dinars et la garantie de l'Etat, on a examiné des dossiers individuels et passé en revue les grands secteurs de notre commerce. Un accord de coopération a été signé.

Singapour

Le Secrétaire d'Etat a inauguré le 24 octobre 1983 à Singapour un séminaire sur l'industrie de la construction. Pendant deux jours, une vingtaine d'entreprises belges ont donné des exposés sur les développements technologiques en Belgique. Des entreprises belges ont fait une offre pour la réalisation du métro et l'extension de l'aéroport. On peut s'attendre également à des commandes pour la construction de buildings.

Malésie

Du 26 au 28 octobre 1983, le Secrétaire d'Etat Kempinaire a effectué une visite de travail à Kuala-Lumpur.

Plusieurs firmes belges s'y intéressent à des projets dans le domaine des télécommunications, des travaux de dragage, de l'approvisionnement énergétique et des constructions navales. Une firme belge a fait offre pour la construction du métro.

Chine

Les Secrétaire d'Etat Kempinaire et de Donnéa ont présidé du 14 au 16 novembre 1983 la troisième session de la Commission mixte U. E. B. L.-Chine pour la coopération économique, industrielle, scientifique et technologique. Le Secrétaire d'Etat Kempinaire a eu des contacts avec différents ministres.

Tout indique que les relations économiques et la coopération au développement continueront à se développer. En ce qui concerne ce dernier point, un protocole a été signé.

Autres missions à caractère officiel organisées par ou avec la collaboration de l'O. B. C. E.

Egypte

Une mission d'information a eu lieu du 14 au 18 mars 1983. Il s'agissait de visiter la foire internationale du Caire et d'étudier de nouvelles possibilités de débouchés.

Australie — Nouvelle-Zélande

Il s'agissait d'une mission commerciale organisée du 7 au 22 avril 1983 par l'O. B. C. E. avec la participation de représentants du secteur privé. Bien que l'Australie subisse elle aussi les effets de la crise internationale, ce pays offre encore d'intéressantes perspectives à moyen ou à long terme. Des commandes ont été enregistrées dans le secteur des biens de consommation.

Staatssecretaris A. Kempinaire voerde eveneens gesprekken met verschillende ministers o.m. over volgende onderwerpen : de ontwikkeling van de bilaterale betrekkingen, het probleem van de aflevering van de invoer vergunningen, investeringsmogelijkheden en de toetreding van Portugal tot de E.G. Contacten werden gelegd met de verantwoordelijken van de Belgische Kamer van Koophandel en de Confederatie van de Portugese industrie.

Er was ruime belangstelling voor de aankoop van onze produkten.

Iran

Een beperkte officiële delegatie o.l.v. Staatssecretaris A. Kempinaire heeft een bezock gebracht aan Iran van 28 februari tot 3 maart 1983.

Er zijn nog interessante afzetmogelijkheden voor onze ondernemingen in de sectoren van de agro-industrie, irrigatie, volksgezondheid, spoorwegen en de haveninstallaties.

D. D. R.

In het kader van de Lentebeurs te Leipzig was er een Belgische delegatie aanwezig op 17 en 18 maart 1983. Het betrof hier een tegenbezoek van Staatssecretaris A. Kempinaire aan Dr. G. Beil, Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel van de D. D. R. voor diens bezoek aan België van januari 1983.

De projecten die in onderhandeling zijn werden opnieuw besproken.

Algerije

Van 21 tot 23 april 1983 greep de bijeenkomst plaats van de Grote Gemengde Commissie België-Algerije m.b.t. de technische, technologische en wetenschappelijke samenwerking. Naast een aantal thema's, zoals de arbitrage, het opstellen van de contracten in dinars en de staatswaarborg, werden individuele dossiers besproken en de grote sectoren van onze handel doorgelicht. Een samenwerkingsakkoord werd ondertekend.

Singapore

Staatssecretaris Kempinaire opende in Singapore op 24 oktober 1983 een seminarie over de bouwnijverheid. Een twintigtal Belgische ondernemingen gaven gedurende 2 dagen voordrachten over de technologische ontwikkelingen in België. Een offerte werd gemaakt door Belgische ondernemingen voor de realisatie van de metro en de uitbreiding van het vliegveld. Ook bestellingen voor de bouw van torengebouwen zijn te verwachten.

Maleisië

Van 26 tot 28 oktober 1983 bracht Staatssecretaris Kempinaire een werkbezoek aan Kuala-Lumpur.

Verschillende Belgische firma's volgen aldaar projecten i.v.m. communicatie, baggerwerken, energievoorziening en scheepsbouw. Een Belgische firma heeft een offerte gemaakt voor de bouw van de metro.

China

Staatssecretaris Kempinaire en Staatssecretaris de Donnéa zaten van 14 tot 16 november 1983 de derde zitting voor van de Gemengde Commissie B. L. E. U.-China voor de economische, industriële, wetenschappelijke en technologische samenwerking. Staatssecretaris A. Kempinaire had contacten met verschillende ministers.

Alles laat vermoeden dat de economische betrekkingen en de ontwikkelingssamenwerking zich verder zullen ontwikkelen. Wat dit laatste betreft werd een protocol ondertekend.

Andere zendingen met officieel karakter georganiseerd door of met de medewerking van de B. D. B. H.

Egypte

Een informatiemissie ging door van 14 tot 18 maart 1983. Doel was de Internationale Jaarbeurs van Kaïro te bezoeken en nieuwe afzetmogelijkheden te onderzoeken.

Australië — Nieuw-Zeeland

Het betrof hier een handelsmissie van 7 tot 22 april 1983 georganiseerd door de B. D. B. H. waaraan vertegenwoordigers van de privé-sector deelnamen. Hoewel Australië ook de weerslag van de internationale crisis ondervindt, biedt dit land toch nog interessante perspectieven op middellange of lange termijn. Er werden bestellingen in de wacht gesleept voor verbruiksgoederen.

Bulgarie

Il s'agit d'une mission organisée du 25 au 30 avril 1983 avec la coopération de l'O. B. C. E. et réunissant 35 hommes d'affaires belges. La mission a établi de nombreux contacts, menant à bonne fin des négociations qui étaient déjà en cours et ouvrant de nouvelles perspectives de coopération. L'accent a été mis principalement sur la rénovation des complexes industriels existants.

Tunisie

Cette mission préparatoire a été organisée du 15 au 23 mai 1983 par l'O. B. C. E. en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, Fabrimetal et Burobel.

Le but était d'étudier l'opportunité d'une mission économique. On y reviendra en temps opportun.

U. R. S. S.

L'O. B. C. E. a organisé du 13 au 17 juin une mission dans le secteur de l'agro-industrie. L'action à long terme menée par un certain nombre de firmes belges commence à porter ses fruits.

Il existe des perspectives pour la fourniture de biens d'équipements et de technologie dans ce secteur, ainsi que pour la vente de certains produits agricoles.

Zimbabwe

Une mission d'information a été entreprise du 24 au 26 octobre 1983 en vue d'établir des contacts avec l'administration et les banques.

Algérie

Une mission économique, du 16 novembre au 1^{er} décembre 1983, a offert à des représentants du monde économique belge la possibilité d'établir des contacts avec une soixantaine d'organismes et d'entreprises algériennes.

Iran

Du 20 au 25 novembre 1983, l'O. B. C. E. a organisé une mission pour les secteurs de l'agro-industrie et de l'alimentation. Il y a des débouchés pour ces produits.

France

Une mission plurisectorielle restreinte s'est rendue à Marseille du 30 novembre au 1^{er} décembre 1983 pour y prendre contact avec les firmes importatrices et exportatrices locales.

Italie

Du 30 novembre au 1^{er} décembre 1983, 14 firmes belges du secteur énergétique ont rencontré une centaine d'industriels italiens.

Bulgarije

Het betrof hier een zending van 25 tot 30 april 1983 van 35 Belgische zakenlui in samenwerking met de B.D.B.H. Er werden vele contacten gelegd waarbij reeds aan de gang zijnde onderhandelingen tot een goed einde gebracht werden of nieuwe perspectieven van samenwerking gecreëerd werden. De nadruk werd vooral gelegd op de vernieuwing van de bestaande industriële complexen.

Tunesië

Deze premissie van 15 tot 23 mei 1983 werd georganiseerd door de B.D.B.H. in samenwerking met het Ministerie van Landbouw, Fabrimetal en Burobel.

Doel van deze premissie was de opportunité van een economische missie te onderzoeken. Hierop zal te gelegener tijd teruggekomen worden.

U. S. S. R.

In de sector agro-industrie werd van 13 tot 17 juni 1983 door de B.D.B.H. een zending georganiseerd. Voor een aantal Belgische firma's begint de door hen op lange termijn gevoerde actie vruchten af te werpen.

Er bestaan perspectieven voor de levering van uitrustingsgoederen en van technologie in deze sector, evenals voor de verkoop van bepaalde landbouwprodukten.

Zimbabwe

Een informatiemarkt werd van 24 tot 26 oktober 1983 ondernomen ten einde contacten te leggen met de administratie en de banken.

Algerije

Een economische missie van 16 november tot 1 december 1983 heeft de mogelijkheid geboden aan vertegenwoordigers van het Belgische bedrijfsleven om contacten te leggen met een 60-tal Algerijnse organismen en ondernemingen.

Iran

Van 20 tot 25 november 1983 werd er door de B.D.B.H. een missie georganiseerd voor de sectoren agro-industrie en voedingswaren. Afzetmogelijkheden bestaan voor deze produkten.

Frankrijk

Een beperkte multisectoriële missie begaf zich van 30 november tot 1 december 1983 naar Marseille om contacten te leggen met lokale import- en exporthuizen.

Italië

Van 30 november tot 1 december 1983 hebben 14 Belgische firma's uit de energiesector een ontmoeting gehad met een honderdtal Italiaanse industrielen.

ANNEXE IV

Prêts d'Etat à Etat

Pays	Montant cumulé 1975-1983 (en millions de F)
------	---

Europe :

Turquie	1 850
---------	-------

Afrique :

Angola	200
Bénin	100
Burundi	100
Egypte	485
Gabon	150
Côte d'Ivoire	525
Cameroun	200
Kenya	200
Congo	125
Madagascar	75
Maroc	340
Niger	250
Sénégal	100
Tanzanie	700
Tunisie	275
Zaïre	2 400
Zimbabwe	100

Asie :

Bangladesh	1 650
Chine	1 200
Philippines	1 100
Inde	3 175
Indonésie	3 125
Liban	25
Malaisie	130
Pakistan	1 150
Sri Lanka	100
Syrie	75
Thaïlande	125
Vietnam	250

Amérique latine :

Bolivie	450
Colombie	225
Cuba	100
Équateur	200
Jamaïque	50
Pérou	475

BIJLAGE IV

Leningen van Staat tot Staat

Land	Gecumuleerd bedrag 1975-1983 (in miljoenen F)
------	---

Europa :

Turkije	1 850
---------	-------

Afrika :

Angola	200
Benin	100
Burundi	100
Egypte	485
Gabon	150
Ivoorkust	525
Kameroen	200
Kenia	200
Kongo	125
Madagascar	75
Marokko	340
Niger	250
Senegal	100
Tanzania	700
Tunesië	275
Zaïre	2 400
Zimbabwe	100

Azië

Bangladesh	1 650
China	1 200
Filippijnen	1 100
India	3 175
Indonesië	3 125
Libanon	25
Maleisië	130
Pakistan	1 150
Sri Lanka	100
Syrië	75
Thailand	125
Vietnam	250

Latijns Amerika :

Bolivia	450
Columbia	225
Cuba	100
Ecuador	200
Jamaïca	50
Peru	475